

## **PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL CONJOINT VILLE - CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017**

### **Présents** : Conseil communal:

M. G. HUEZ - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Bourgmestre  
faisant fonction,  
M. R. DELVIGNE, ~~Mme L. DEDONDER~~, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD,  
MM. ~~V. BRAECKELAERE~~, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;  
~~M. R. DEMOTTE~~, Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ,  
MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, ~~C. MICHEZ~~,  
Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ,  
Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, ~~B. MAT~~,  
Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR,  
MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE,  
~~B. DEWAELE~~, H. LELEU, ~~L. BARBAIX~~, D. CLAEYSSSENS,  
MM. X. DECALUWE, ~~L. D. CASTERMAN~~, L. COUSAERT,  
Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE -  
Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

### Conseil du centre public d'action sociale :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ - Présidente;  
MM. B. LEFEBVRE et J.-L. VIEREN - Vice-Présidents;  
M. J.-P. CABY, Mme S. LIETAR, ~~M. D. LAMBRICKX~~, Mme M.-L. COLIN,  
~~M. F. SCHILLINGS~~, Mme I. DECHAMPS, ~~M. J. C. VANSINGLE~~,  
Mmes J.A. DEBOUVERIE-VANDECAVEYE, S. DESCARPENTRY,  
M. J.-F. LETULLE - Conseillers du centre public d'action sociale;  
~~M. L. LEROY - Directeur général~~ - Mme I. DEFROYENNES - Directrice générale  
faisant fonction

Le conseil conjoint Ville-CPAS est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 7 décembre 2017.

## **SEANCE PUBLIQUE**

### **1. Communications.**

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 18 heures 11 et dépose sur le bureau du conseil conjoint les procès-verbaux des séances du 14 décembre 2015 et du 19 décembre 2016, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, ils seront considérés comme adoptés en fin de séance.

## **2. Centre public d'action sociale. Rapport de la task force relative aux procédures budgétaires.**

Monsieur le Bourgmestre empêché Rudy DEMOTTE, Mesdames et Monsieur les Conseillers communaux Laurence BARBAIX, Bernadette DEWAELE et Benoît MAT entrent en séance.

Après la présentation de l'ordre du jour par le président d'assemblée, Geoffroy HUEZ, le professeur **PAGANO**, président de la task force, fait le rapport suivant au conseil conjoint à l'aide de diapositives électroniques projetées sur écran (NDLR pour mémoire : le rapport complet de la task force figure in extenso dans le procès-verbal de la séance).

"J'ai le plaisir de vous présenter le rapport de la task force. Un certain nombre de membres sont présents dans la salle. Ils pourront commenter ce rapport s'ils le souhaitent. Mon exposé comprend trois points essentiels : le cadre dans lequel cette task force a été mise en place, l'objectif qu'on lui a assigné et sa composition, le fonctionnement des services et les contrôles avant 2015. Enfin, le troisième point, le plus important, concerne les recommandations que cette task force a pu faire.

Les objectifs

C'est le conseil communal qui a décidé de mettre en place cette task force en 2015. Le collège communal et le bureau permanent en ont fixé la composition en 2016 et lui ont assigné les trois objectifs suivants : dresser un état des lieux des missions exercées par le directeur financier, examiner le vade-mecum du contrôle interne du CPAS de Tournai qui existe depuis mai 2015 et, à la lumière de ces deux premiers points, formuler éventuellement des propositions et des recommandations au conseil de l'action sociale.

La composition de la task force est la suivante : Sébastien DIEU, directeur financier du CPAS; Jean-Pierre FERRARI, directeur financier de la ville de Binche et bientôt de la ville de Mons; Malvina GOVAERT, directrice générale de la Fédération des CPAS de l'Union des villes et des communes de Wallonie; Jean-François HUART, directeur financier du CPAS de Liège; Luc LEROY, directeur général du CPAS de Tournai; Eddy MOULIN, directeur financier de la ville de Tournai; Jean-Marc ROMBEAUX, conseiller expert à la Fédération des CPAS de l'Union des villes et communes; Isabelle DEFROYENNES, directrice générale faisant fonction au CPAS de Tournai qui en a assuré le secrétariat; et moi-même, Giuseppe PAGANO, professeur à l'université de Mons.

La task force s'est réunie à 4 reprises. Ces réunions ont été suivies d'un important échange de courriers de façon à pouvoir continuer à travailler, même si nous n'étions pas physiquement ensemble à chaque fois.

Le texte que je vais vous présenter reflète donc le point de vue de l'ensemble de la task force, tant sur le rapport que sur les recommandations qu'il contient.

On nous a demandé d'examiner en premier lieu le fonctionnement du service financier et les contrôles mis en place au CPAS de Tournai avant 2015.

C'est ce que nous avons fait. Ceci nous a conduits à formuler une série de conclusions.

Celles-ci sont importantes dans la perspective des recommandations.

La première, c'est qu'un certain nombre d'opérations qui relèvent en principe de la comptabilité budgétaire ont été exécutées uniquement en comptabilité générale, c'est-à-dire sans mandat et sans contrôle de la comptabilité budgétaire.

La deuxième, c'est qu'il existait une répartition des tâches entre la direction financière et le contrôle interne, ce qui est une très bonne chose, mais cette répartition des tâches ne permettait pas à l'époque des contrôles croisés suffisants. On ne peut pas dire qu'il n'y avait pas de contrôle. Mais il aurait fallu probablement les structurer autrement.

Un autre point important sur lequel je reviendrai, c'est qu'un véritable audit interne chargé d'auditer en permanence le strict respect des procédures faisait défaut. "Auditer", c'est tout simplement "contrôler". Un audit interne, c'est la même chose qu'un contrôle interne.

La tâche consiste à s'assurer que la façon dont les opérations sont réalisées est bien conforme à ce que l'autorité, le conseil, le collège, le bureau permanent selon le cas, souhaite.

Cette tâche d'audit interne faisait en grande partie défaut.

Enfin, leur manuel des procédures du contrôle interne n'existait pas avant 2015. Il existe maintenant. La task force considère que c'est un point positif.

D'une façon générale, certaines procédures pourraient être revues pour mieux coller au texte du règlement général sur la comptabilité communale, singulièrement en matière de réception des factures, de contrôle et d'imputation, sous l'autorité du directeur financier, comme le prévoit ce règlement.

J'en viens maintenant aux recommandations.

Je veux dire d'emblée que ces recommandations se veulent générales. Elles s'appliquent donc à n'importe quelle institution locale, soucieuse de mieux contrôler le fonctionnement de ses finances et de sa comptabilité.

Ce n'est donc pas spécifiquement réservé au CPAS de Tournai, ni à la ville de Tournai. Je pense que beaucoup d'administrations locales ou autres pourraient utilement s'en inspirer. Ce que nous avons cherché à faire, c'est de mettre en évidence les éléments généraux qui renforcent l'efficacité du contrôle, qui évitent d'une façon ou d'une autre que l'une ou l'autre opération puisse échapper à ce contrôle.

Il y a huit recommandations au total. Nous les avons regroupées en trois axes fondamentaux. Avec ces trois axes, nous avons le sentiment de couvrir l'essentiel, même au-delà, de ce qui est nécessaire pour s'assurer raisonnablement que rien n'échappe au contrôle de l'autorité.

Ces axes sont cités de façon aléatoire.

Le premier concerne la définition du périmètre.

Il faut savoir de façon certaine ce qui relève de la comptabilité de l'institution, le CPAS en l'occurrence. Aussi longtemps qu'on ne sera pas certain du périmètre, les deux autres axes seront en partie inefficients.

Quels sont les deux autres axes ?

D'abord, le contrôle interne; à l'intérieur même de l'institution, on peut définir classiquement un certain nombre de contrôles permettant de détecter les anomalies éventuelles. Bien entendu, si on ne sait pas ce qu'il faut contrôler (question de périmètre), le contrôle interne, même s'il est organisé dans les règles de l'art, sera en partie inefficace.

Le deuxième axe consiste donc à contrôler le fonctionnement à l'intérieur même de l'institution.

Le contrôle externe est un troisième axe. Ce contrôle doit être fait par un opérateur qui ne relève pas de l'institution elle-même. Le fait qu'il soit externe à l'institution a, en termes de contrôle, de nombreux avantages. Traditionnellement, il y a un contrôle interne et un contrôle externe.

Passons maintenant aux recommandations. Encore une fois, je précise qu'il n'y a pas d'ordre particulier dans ces recommandations. Elles forment un ensemble.

La première relève de l'axe "contrôle externe". La task force considère qu'il est intéressant d'en examiner l'opportunité tout en étant conscient que sa mise en oeuvre ne sera pas simple. Cette recommandation consiste pour les autorités régionales en la constitution d'un organe de contrôle, d'audit, des finances et des comptabilités locales, selon des modalités de fonctionnement inspirées de celles de la Cour des comptes. Nous ne disons pas qu'il faut créer une cour des comptes. Mais il serait utile d'avoir une forme de contrôle externe ayant les caractéristiques de la cour des comptes. Ces caractéristiques, qui assurent l'efficacité de l'institution, sont principalement au nombre de trois. La première, c'est la totale indépendance. Un contrôle, qu'il soit interne ou externe, perd beaucoup de son efficacité s'il n'est pas totalement indépendant. La cour des comptes, qui dépend uniquement du Parlement, a cette indépendance. Elle la défend avec un certain acharnement, à juste titre.

La deuxième, c'est la compétence. Il faut un personnel spécifiquement formé à la comptabilité communale, aux finances communales des CPAS ou d'autres institutions, capable de détecter des actions un peu sophistiquées qu'un comptable peut imaginer et que le commun des mortels ne va pas identifier au premier coup d'œil. Car pour détecter ces opérations, il faut avoir une très bonne connaissance du fonctionnement de la comptabilité. Ces deux conditions (indépendance et compétence) sont nécessaires pour avoir l'efficacité que l'on recherche.

La troisième est un peu plus discutée. Elle consiste à avoir une réputation de rigueur. Le simple fait d'avoir cette réputation de rigueur est très important car elle a un effet dissuasif marqué. Nous savons tous que quand la cour des comptes se déplace, elle va se livrer à un examen approfondi, de façon non complaisante. Le simple fait de le savoir est un puissant incitant à faire attention et à respecter les procédures dont je vais parler dans un instant.

Nous mesurons bien que cette décision ne dépend pas seulement d'une résolution du conseil communal ou de l'action sociale mais d'une discussion politique plus générale.

En attendant d'avoir un organisme de ce type - car même si on décidait demain de l'installer il faudrait un certain temps - il faut former les gens.

En attendant ou à défaut de l'installation rapide d'un audit externe, la task force recommande au CPAS d'examiner l'opportunité d'avoir recours à un service certificateur externe privé pour faire certifier ses comptes annuels. Bien sûr, ce n'est pas la Cour des comptes. Mais on a là l'avantage du regard extérieur, ce qui est très important; un regard extérieur et qui ne connaît personne. Curieusement, c'est très important de ne pas connaître les gens. En matière de contrôle et d'audit, il vaut mieux ne pas connaître et surtout de ne pas faire confiance. Cette dernière est la mère de tous les problèmes en cette matière.

Le fait que des personnes viennent de l'extérieur avec un regard neutre ne préjuge pas du fait que la comptabilité soit bien ou mal tenue. Elles ne connaissent pas les gens. Cela renforce l'efficacité du contrôle.

Un autre avantage, c'est que le certificateur externe comprend très bien la comptabilité générale. Celle-ci est construite avec des méthodes de comptabilisation qui sont les mêmes que dans le secteur privé. Cela ne signifie pas que c'est une comptabilité privée. Mais les méthodes sont les mêmes.

Ces personnes sont habituées à traiter ces questions et sont capables de détecter des manœuvres un peu fines que le commun des mortels ne détectera probablement pas car ce n'est pas son métier.

L'axe relatif au périmètre est le plus important. Il faut être sûr de ce qu'on contrôle, que tout y est. On peut bien contrôler 99% du fonctionnement. Malheureusement, il peut y avoir des irrégularités dans le pourcent qui reste.

La question est de s'assurer, par exemple, que la liste des comptes bancaires de l'institution, dont on dispose, soit complète. Il faut s'assurer de l'exhaustivité du système. C'est difficile, surtout dans une institution importante qui traite beaucoup d'argent. La première chose à faire, c'est de demander aux banques de fournir la liste complète des comptes qui sont ouverts au nom de l'institution. C'est très difficile car les banques sont manifestement réticentes.

C'est pour ça qu'on se dit que des dispositions décrétales ou légales en la matière nous aideraient beaucoup. Si on donnait obligation aux institutions financières de transmettre systématiquement tous les ans aux institutions publiques qui sont leurs clients, la liste de leurs comptes, cela permettrait d'éviter les problèmes qui apparaissent dès lors qu'un ou plusieurs comptes sont "hors périmètre" comme on dit.

Quand on crée une institution, ou qu'on attache à cette institution un organe nouveau, il faut y être extrêmement attentif. Une fois que le fonctionnement normal est en place, la probabilité de créer un compte dont personne n'a connaissance est plus difficile. Mais au moment où une nouvelle activité vient s'ajouter, on ne sait pas trop bien ce qui s'y trouve. C'est là qu'il faut être prudent. C'est à ce moment là qu'il est utile d'avoir la collaboration des institutions financières.

Je peux vous assurer que ce point est central.

Dans le même ordre d'idée, nous recommandons le rapatriement exhaustif dans le périmètre de la comptabilité centrale de tous les comptes internes, sous la responsabilité du directeur financier. Cela ne signifie pas qu'il ne peut pas y avoir des caisses locales. C'est tout à fait légal. Mais elles doivent être une subdivision de la comptabilité du directeur financier et doivent rester sous son contrôle. Elles doivent rester sous le contrôle des organes dont je vais parler dans un instant, même pour les menues dépenses.

La technique peut parfois être utile. Il existe un e-compte, un compte électronique. Il offre des possibilités nouvelles. Il n'est plus nécessaire d'aller systématiquement chercher des documents papier. Beaucoup de documents sont disponibles électroniquement. On peut donc faire des contrôles sans se déplacer.

On peut également mener toute une série de contrôles de routine de façon automatique. Si un problème est détecté de façon automatique, on peut procéder à une vérification plus pointue. Comment le faire ? L'idée est de former de façon commune entre la ville et le CPAS une petite équipe d'agents formés et mandatés par les autorités pour réaliser ces contrôles, pour les automatiser et pour faire rapport à l'autorité.

Le contrôle interne, c'est-à-dire celui que l'on peut faire à l'intérieur même de l'institution, on n'a pas besoin de la cour des comptes, ni des banques, ni d'un certificateur extérieur. Vous pouvez le faire à l'intérieur de l'institution.

La task force recommande la formalisation d'un certain nombre de procédures dont vous décidez. Leur nombre est à votre discrétion. Ces procédures doivent être formalisées, de manière détaillée.

Qui fait quoi, à quel moment, avec quelle autorisation ? C'est extrêmement efficace.

D'abord cela donne un guide à l'administration qui ne demande pas mieux que de savoir ce qu'elle doit faire de façon tout à fait précise. Nous avons installé ce genre de procédure à l'université. A notre surprise, ceux qui en étaient le plus satisfaits, c'était le personnel administratif lui-même. C'était une première. Et je vous assure qu'ils le font sans difficulté. Quel est l'avantage d'avoir des procédures détaillées, mises sur papier, bien connues ? C'est qu'on peut les auditer. Vous ne savez pas auditer une procédure qui n'existe pas.

L'argument du «comme on l'a toujours fait», est un argument souvent utilisé. Mais ce n'est pas parce qu'on l'a toujours fait que c'est bien fait, ni même que c'est légal. Quand on rédige les procédures, on s'assure que tout est légal. C'est une des conditions pour que cela fonctionne, bien entendu.

Ça permet alors d'avoir une vraie discussion et cela n'a pas pour effet d'allonger les délais. Je peux vous dire que pour l'engagement du personnel par exemple, on a une procédure de ce type et on a réduit les délais au strict minimum.

L'efficacité de ce genre de procédure tient au fait qu'il n'y a pas d'exception. S'il y en a, on peut les prévoir dans la procédure elle-même. Mais quand la procédure est établie, elle fonctionne. Et il ne faut pas sortir de là.

La proposition est de constituer une équipe d'auditeurs internes, composée d'agents de la Ville et du CPAS qui seront chargés de vérifier que les procédures sont strictement respectées, que c'est la bonne personne qui le fait au bon moment avec l'autorisation qui convient et avec les documents qui conviennent dans les délais qui conviennent.

Les deux vont de pair.

Le travail de l'équipe d'auditeurs, constitués en commun par la Ville et le CPAS, devrait être croisé. Idéalement, les fonctionnaires ou agents de la Ville iraient auditer au CPAS et ceux du CPAS iraient auditer à la Ville. Encore une fois, moins les gens se connaissent, mieux c'est. Il faut bien comprendre qu'il y a un principe de défiance et pas un principe de confiance.

A priori, on se méfie de tout. Au moindre indice, on va regarder si le petit problème détecté est bien un petit problème ou s'il n'y a pas des choses plus importantes derrière.

La recommandation n°8 porte sur le dédoublement systématique de toute la chaîne de comptabilisation et de contrôle. Cela signifie que n'importe quelle opération doit être vue au moins par deux personnes. Les extraits de compte doivent exister au moins en deux exemplaires stockés à des endroits différents et contrôlés par au moins deux personnes différentes. Cela signifie que si une personne de mauvaise foi voulait tromper les autorités, il faudrait une association d'au moins deux malfaiteurs. C'est difficile; idéalement, des gens qui ne se connaissent pas ou peu, qui ne sont pas dans le même service...

Je vous remercie pour votre attention."

Le président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, remercie le président de la task force, le professeur PAGANO, pour son exposé et invite l'assemblée conjointe à poser ses questions.

Le conseiller de l'action sociale ECOLO, **Jean-François LETULLE**, intervient en premier comme suit :

"Aujourd'hui, via ce rapport, le groupe Ecolo se trouve enfin soutenu dans ce qui nous semble être une évidence.

Au lendemain de cette affaire, après plus ou moins 4 mois de mandat (remplacement de notre conseillère sortante fin janvier 2015), il m'est apparu évident que la législation en place ne permet pas un contrôle externe suffisant sur nos deniers publics. Pire, elle fait peser une lourde responsabilité sur les épaules de conseillers qui n'ont ni la formation, ni le temps pour exercer un contrôle qualitatif quant à d'éventuels agissements frauduleux dans le chef d'un directeur financier.

Et ce constat dépasse largement le cadre de la Wallonie picarde.

"Sous l'autorité du bureau permanent, le directeur financier tient la comptabilité du centre et l'établissement des comptes annuels. Il remplit la fonction de conseiller financier et budgétaire du centre» Article 46 - Paragraphe 1er de la Loi organique de 1976."

Cette évidence, je l'avais posée d'autant plus facilement à l'époque que mes études supérieures universitaires ne m'avaient absolument pas outillé pour faire face à cette charge. Or, comme vous le savez tous, la fonction de conseiller de l'action sociale, tout comme celle de conseiller communal, ne requiert aucune compétence spécifique, si ce n'est un soutien du parti pour le CPAS et un soutien populaire pour le mandat communal.

Forts de ce constat, notre rôle ne s'est pas arrêté à la fonction de «donneurs d'alerte». Au sein du conseil de l'action sociale, nous avons milité pour que chaque famille politique puisse faire remonter cette nécessité de renforcer le contrôle externe. Certes, la commune a un rôle de tutelle générale sur les comptes. Mais est-ce le bon organe pour agir avec efficacité, à l'heure où les rapprochements (synergies pour certains, volonté de fusion pour d'autres) s'accroissent? Par l'intermédiaire de notre député Stéphane HAZÉE, nous avons collaboré à la rédaction de questions parlementaires visant à sensibiliser notre autorité de tutelle à la région, tout en les invitant à réfléchir à l'instauration d'une structure de contrôle, à l'image de la Cour des comptes, capable d'exercer des contrôles aléatoires sous forme de coups de sonde. Nous étions partis de notre réalité tournaise pour tenter d'initier ces changements salutaires.

Qu'il s'agisse de la question parlementaire rédigée le 10 mai 2016 (annexe 1) et adressée au Ministre FURLAN ou, plus récemment, celle rédigée le 13 novembre 2017 (annexe 2) et adressée à la Ministre DE BUE, les réponses furent identiques :

- «L'arsenal réglementaire, s'il est correctement mis en oeuvre, me paraît suffisant pour fournir une assurance raisonnable quant aux risques de fraude» V. DE BUE
- «L'arsenal prévu est suffisant, si les élus font leur job...» FURLAN.

Dès lors, notre interrogation est simple :

est-ce que le pouvoir exécutif régional a bien pris conscience de la gravité des faits? Est-ce que les différentes familles politiques, au coeur de l'actualité tournaissienne, et dont les conseillers s'exposent peut-être à des poursuites pénales car la législation actuelle nous fait porter une trop lourde responsabilité, ont bien pris conscience de cette nécessité d'agir de façon décrétole ? Est-ce que le black-out total qui a entouré cette affaire (et qui l'entoure encore- d'où notre recours auprès de Madame DE BUE : Annexe 3) n'a pas joué un rôle contre-productif dans cette prise de conscience collective?

Aujourd'hui, nombreux sont les conseillers du CPAS qui se posent des questions quant aux suites judiciaires de ce volet.

Quoi qu'il en soit, il n'est plus temps de regarder dans le rétroviseur. Après tout, Tournai possède dans ses rangs deux ministres et, régulièrement, on nous dit tout le bien de cette abondance ministérielle.

En conclusion, on ne peut qu'être relativement optimiste quant à l'application future de cette toute première recommandation de votre taskforce. Du moins, nous l'espérons..."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite :

"Permettez-moi d'excuser l'absence de notre collègue François SCHILLINGS qui ne peut être présent ce soir. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous tenons à remercier Monsieur le Professeur PAGANO pour son exposé et le travail accompli ces derniers mois.

Ce conseil était attendu ! Et pourtant... on enfonce des portes ouvertes. Devant tant d'évidences, le citoyen tournaisien est en droit de se demander ce que les dirigeants du CPAS ont fait de leur argent depuis tant et tant d'années.

Lorsqu'on lit dans le document de travail : «ce qui s'est passé en 2015 s'explique par un dysfonctionnement du contrôle», permettez-nous de vous dire que... On s'en serait un peu douté !

Dans le même ordre d'idée, la description de fonction du directeur financier n'apporte rien de neuf.

Reprenons les 8 recommandations :

1) La recommandation 1 est formulée avec une précaution oratoire impressionnante : «il serait intéressant d'examiner» ! Intéressant certes ! mais à court terme ce sera difficile et puis ce n'est pas dans l'attribution des conseillers présents ici ce soir de pouvoir légiférer au Parlement wallon.

2) La recommandation 2 tente de rectifier quelque peu la recommandation 1.

Le réviseur (ou certificateur comme nommé lors de la présentation) est en effet une première étape indispensable qui peut être mise en place rapidement.

Pour exemple, la circularisation des banques est une obligation dans le cadre d'un audit des comptes réalisé par un réviseur, donc ce n'est pas une proposition en soi mais bien une simple étape d'un contrôle de certification.

Il n'y a donc rien de transcendant dans une telle proposition !

- 3) La recommandation 3 s'apparente à une déclaration de bonnes intentions. Pour information, il serait utile d'expliquer que, très rapidement, après la découverte de cette affaire de détournements, le conseil de l'action sociale a donné instruction pour qu'une demande soit envoyée aux banques leur demandant de lister les comptes bancaires ouverts sous la dénomination du CPAS. Les réponses se font toujours attendre... ! Nous pouvons nous lancer dans un débat sur le secret bancaire mais nous risquons d'y passer les fêtes.
- 4) La recommandation 4 est celle que nous appellerons la recommandation des boîtes à biscuits. Pareille mesure avait d'ailleurs été mise en place entre 2006 et 2012 à la Ville sous l'impulsion de l'Echevin Jean-Marie VANDENBERGHE. Que ce soit aussi le cas au CPAS semble une évidence. Les boîtes à biscuits sont faites pour les biscuits et non pour y stocker de l'argent dont on ne sait ni à quoi ni pour qui il sert réellement...
- 5) La recommandation 5 est intéressante. Avoir plus de contrôles peut constituer une garantie. Cependant, nous nous interrogeons sur le statut légal ou réel de ces agents au vu de la loi organique des CPAS de 1976.

Concernant les recommandations 6 et 7, un mot revient à plusieurs reprises... un vilain mot, un mot que l'on n'oserait même plus prononcer tant il a été conspué ces dernières années...

L'AUDIT !

Et bien nous y voilà ! Le cdH avait raison !

La mise en place d'une cellule d'audit interne sera une bonne chose à la seule et unique condition qu'il n'y ait aucun lien hiérarchique avec la direction. Cet organe doit être à 100% indépendant afin de faire son travail en toute indépendance. Le directeur financier ainsi que le directeur général doivent être logés à la même enseigne que les autres membres du personnel puisque c'est à ce niveau que le risque de fraude est élevé. Une volonté réelle et affichée de l'administration est indispensable sans quoi, permettez-moi cette formule, les règles du jeu seront totalement faussées. De plus, ici aussi, la confrontation ou adéquation avec la loi organique des CPAS est assez nébuleuse...

Néanmoins et à ce stade, nous ne voyons aucune conclusion suite à une analyse des procédures actuellement en place, telles que le cycle d'approbation des factures, le cycle d'approbation des paiements, etc.

Un audit interne se base sur une analyse des cycles (achats, payroll, paiement,...), avec mise en évidence des points faibles, sources de fraude, propositions de solutions à mettre en place afin d'atteindre un risque de fraude potentiellement faible. C'est un travail qui demande de l'investissement en temps mais qui est, vu les millions détournés sur une aussi longue période, plus que nécessaire !



Concernant la recommandation 8, rappelons-nous au final, car c'est essentiel, que l'on parle d'argent public ! L'argent de tous les citoyens ! Et que par principe (les événements l'ont démontré), dans une institution aussi importante que le CPAS, on ne peut jamais faire confiance à une seule personne quels que soient les liens interpersonnels ! Comme le disait François MAURIAC : «Une certaine qualité de gentillesse est toujours signe de trahison».

La séparation des tâches est donc la base d'un processus efficace. La personne qui approuve une facture ne doit pas être la même que celle qui met la facture au paiement, de même que celle qui effectue le paiement, et une autre qui signe le paiement bancaire.

En conclusion, le cdH souhaite rappeler que cette taskforce n'aborde uniquement que l'aspect financier. Normal, c'est ce qu'on lui a demandé.

Il est fort probable que nous aurions pu probablement mettre fin plus tôt à ces détournements si un véritable AUDIT EXTERNE avait été soutenu et mis en place dès 2013.

Une impulsion politique forte et déterminante a été absente. On ne refera pas l'histoire mais c'est une grave occasion manquée qui a coûté et coûtera très cher aux finances publiques et aux portefeuilles des Tournaisiens.

Nous souhaitons rappeler que seul un audit, un AUDIT EXTERNE complet sur l'institution comme nous le demandons depuis longtemps dépasserait ce seul aspect financier et ne serait pas uniquement lié aux événements de 2015. La demande est bien antérieure. Et encore moins à la procédure judiciaire dont nous attendons plus qu'impatiemment les conclusions...

Oui, un audit externe pourrait s'atteler au fonctionnement général du CPAS :

- rapport entre le politique et l'administration
- affectation optimale des moyens en matériel et personnel dans les différents services (trop ? trop peu ?)
- bonne gestion du matériel
- gestion des fins de carrière (les fameux congés de «maladie» précédant la retraite...)
- gestion du personnel dont nous savons qu'il est sous pression et face à de grandes difficultés.

Les problèmes de fonctionnement du CPAS ne sont pas uniquement liés à la gestion financière.

Nous aurons l'occasion de l'évoquer tout à l'heure lors de la discussion sur le budget 2018 de l'institution."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Jean-Louis CLAUX**, intervient ensuite :

"Au nom du groupe MR, je voudrais m'associer à ce qui vient d'être dit, à savoir la qualité du travail de la taskforce qui a été mise en place. C'est assez impressionnant. Je trouve qu'on a bien fait de désigner une task force avec des personnalités indépendantes comme d'autres. Comme ces personnes ne font pas partie des autorités tournaisiennes, elles ont une approche totalement indépendante, dépassionnée par rapport à ce qui a pu se passer. Donc c'est intéressant.

Je pense aussi que les contrôles croisés qui sont proposés, effectivement, semblent être une bonne solution. Cela demande certaines compétences et donc probablement une formation. Il y a l'expérience de notre directeur financier aussi, on en a parlé. Cela ressort d'un contrôle interne où il ne peut pas y avoir du tout de lien hiérarchique. C'est plus favorable qu'il n'y ait pas de lien hiérarchique.

Les décrets qui ont été mis en place, comme le nouveau CoDT, ou la réforme des grades légaux, n'ont pas toujours été très clairs dans la façon dont les modalités devaient être mises en œuvre.

Je pense qu'une réflexion a lieu maintenant; pas seulement à Tournai mais aussi dans d'autres communes; c'est inévitable. La certification par réviseurs est une dépense supplémentaire. Mais elle sera bien utile dans les mois qui viennent."

Le professeur **PAGANO** répond comme suit :

"Je réponds en partie à vos interventions. Je pense qu'on ne peut pas raisonnablement demander à un conseiller communal ou du CPAS d'être expert dans tous les domaines qu'un conseil communal ou qu'un conseil de CPAS doit traiter. Ce n'est pas possible.

S'il y avait demain un problème de sécurité, je suis tout à fait incompétent pour en parler. C'est bien normal qu'à un certain moment vous ne puissiez pas faire vous-même tous les contrôles dont je viens de parler ici.

Raison de plus me semble-t-il pour s'entourer de quelques spécialistes externes ou internes, qu'on va former pour avoir la compétence dans ce cas ici, comptable et financière. Ces spécialistes vont pouvoir s'assurer pour vous qu'il ne se passe rien d'anormal. Il faut bien séparer les rôles. Vous avez un rôle de gestion générale de l'institution, et la partie contrôle qui vous incombe en partie, c'est vrai. Pour s'acquitter de cette tâche, il est légitime de faire appel à des gens qui auront la compétence et qu'on va payer pour faire cela.

La question du certificateur externe, on s'en rend bien compte, est une question générale qui est difficile. Quand bien même nous serions ici tous d'accord sur l'utilité d'une Cour des comptes, la décision ne dépend pas de notre niveau du pouvoir ou plutôt du vôtre. Il faudra probablement des mois pour qu'on puisse éventuellement la mettre en place. Néanmoins, j'ai beaucoup insisté pour que cette recommandation figure dans la liste pour amener le débat, pour qu'on en parle, pour qu'on ait un support à cette idée qui petit à petit fera probablement son chemin. Il y a toujours la question budgétaire. Effectivement cela va coûter de l'argent. J'y suis sensible. Je comprends très bien qu'il y a des questions budgétaires. Il ne faut pas uniquement dire qu'on va recruter des auditeurs. Il faut dégager des moyens à l'intérieur de l'institution pour les auditeurs internes et au niveau régional, si on crée un organe d'audit à ce niveau. La question des moyens se pose. Mais il est probablement important de souligner l'utilité de ce genre de contrôle. Un réviseur externe n'offre peut-être pas toutes les garanties qu'offrirait la Cour des comptes. Mais il offre quand même des garanties sérieuses.

J'ai oublié de préciser dès le début que nous n'avons pas eu connaissance de l'enquête judiciaire sur les faits qui se sont passés au CPAS. Il est clair que nous ne pouvons pas avoir connaissance de cela. Bien entendu, c'est à l'occasion de ces faits que la task force a été mise en place. Mais nous avons essayé de travailler dans un esprit beaucoup plus large en nous demandant ce qu'on peut recommander à n'importe quelle institution locale qui cherche à maîtriser ses processus financiers, comptables et budgétaires.

Je suis prêt à défendre les recommandations qu'on a faites ici, devant un conseil communal, à la province de Namur ou à Liège si on nous invitait à le faire. Je pense que les mots "CPAS de Tournai" n'apparaissent nulle part. Il s'agit là de recommandations générales.

C'est clair qu'on n'a pas connaissance des faits. Il y a sans doute des choses que nous apprendrons plus tard. Je remercie tous les membres de la task force. Ils sont plus compétents que moi car ils ont la pratique que je n'ai pas. Je peux vous assurer qu'on a travaillé dans une totale indépendance dans l'objectif d'être utiles à tout organisme qui voudrait s'inspirer de ceci. Pour nous, ce n'est pas secret, tout dépend de l'autorité, de la diffusion qu'elle souhaite adresser au rapport qui lui a été adressé. Il n'y a pas de caractère secret à cela. A la limite, si on peut le mettre à la disposition d'autres organismes qui seraient intéressés, ce serait tant mieux.

On a fait de notre mieux. Si vous trouvez tous que ça a un apport positif, nous nous en réjouissons très sincèrement."

Le bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient à son tour :

"Monsieur PAGANO, vous venez de dire que le nom de Tournai n'apparaît nulle part, étant donné qu'il s'agit de recommandations qui pourraient être valables dans tout autre CPAS. Je proposerai donc que votre rapport soit communiqué également au Gouvernement wallon, étant donné que des questions parlementaires ont été posées par la famille ECOLO. Cela ne pourra me semble-t-il qu'alimenter le débat dans un sens qui se veut constructif."

Le professeur **PAGANO** répond qu'il n'y voit aucune objection.

Le conseil conjoint Ville - Centre public d'action sociale prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le rapport de la task force relative aux procédures budgétaires du Centre public d'action sociale (CPAS) mise en place par décision du conseil communal du 29 juin 2015 suite aux événements survenus au C.P.A.S. en juin 2015 a été transmis à la Ville le 5 octobre 2017;

Considérant que ce rapport a été présenté au conseil de l'action sociale lors de sa séance du 30 novembre 2017;

Considérant que l'augmentation de la dotation du CPAS en 2018, limitée à 2 % comme stipulé dans la circulaire budgétaire, sera provisionnée à la Ville dans l'attente d'identifier les coûts de mise en œuvre de certaines recommandations de la task force;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

### **PREND CONNAISSANCE**

du rapport de la task force relative aux procédures budgétaires du CPAS mise en place par décision du conseil communal du 29 juin 2015 suite aux événements survenus au CPAS en juin 2015:

CPAS DE TOURNAI — VILLE DE TOURNAI :  
TASK FORCE PROCÉDURES BUDGÉTAIRES

RAPPORT AUX AUTORITÉS COMMUNALES ET DU C.P.A.S.

**I. RÉTROACTES ET MISSION**

Suite aux événements survenus au C.P.A.S. de Tournai en juin 2015 et après en avoir débattu en sa séance du 29 juin 2015, le conseil communal a proposé de mettre en place une task force selon les modalités suivantes.

**1. LES OBJECTIFS**

- a) Dresser un état des lieux des missions exercées par le Directeur financier au regard du décret du 18 avril 2013, de ses missions légales et éventuellement des autres missions qui lui ont été confiées. Cartographier la place du Directeur financier et de son service au sein du C.P.A.S. de Tournai. En analyser les forces et les faiblesses.  
Aborder, notamment, les questions suivantes :
  - Existe-t-il un service des finances ? Si oui, quelle est la collaboration avec le service de la recette ?
  - Quel personnel est mis à la disposition du Directeur financier en regard de ses missions ?
  - Schéma organisationnel de l'élaboration du budget ?
  - Quels sont les contrôles de caisse ?
  - Comment s'organise la gestion de la trésorerie ?
  - Quels contrôles lors de l'ouverture des comptes bancaires ?
- b) Dans le cadre de la réforme des grades légaux, un vade-mecum du contrôle interne a été établi au sein du C.P.A.S. de Tournai (mai 2015). Examiner si celui-ci répond au constat des forces et faiblesses déterminées par l'état des lieux et la place du Directeur financier et de son service au sein du C.P.A.S. de Tournai.
- c) À la lumière des deux premiers points, éventuellement formuler des propositions et recommandations au conseil de l'action sociale.

**2. LE RÔLE**

Le rôle de la task force consiste à rencontrer de manière indépendante les objectifs fixés ci-dessus. En aucun cas, elle ne s'immiscera dans la gestion du C.P.A.S. Par ailleurs, elle veillera à ne pas interférer dans le dossier actuellement à l'instruction. Elle assurera un compte-rendu régulier de son travail tant vers le conseil de l'action sociale que vers la 1<sup>ère</sup> section du conseil communal.

**3. LA COMPOSITION**

En vue de garantir l'indépendance de la task force dans son travail, il est proposé que celle-ci soit composée comme suit :

- présidence : un représentant du monde académique;
- membres : deux représentants de l'association des directeurs financiers locaux, un représentant de l'union des villes et des communes de Wallonie (U.V.C.W.), le Directeur financier de la ville de Tournai, le Directeur général du C.P.A.S. de Tournai.

**4. MISE EN PLACE**

Il a été attendu l'arrivée d'un nouveau Directeur financier au C.P.A.S. et décidé de lui laisser le temps de prendre connaissance des méthodes de fonctionnement au C.P.A.S. avant de mettre en place la task force. C'est donc en juin 2016 que celle-ci a été mise en place.

## **II. COMPOSITION DE LA COMMISSION ET CHRONOLOGIE DES RÉUNIONS**

La Commission est composée comme suit, conformément aux décisions du collège communal du 18 mars 2016 et du bureau permanent du 15 avril 2016 :

- **M. Sébastien DIEU**, Directeur financier du C.P.A.S. de Tournai;
  - **M. Jean-Pierre FERRARI**, Directeur financier de la ville de Binche;
  - **Mme Malvina GOVAERT**, Directrice générale de la fédération des C.P.A.S. de l'union des villes et des communes de wallonie (U.V.C.W.).
  - **M. Jean-François HUART**, Directeur financier du C.P.A.S. de Liège;
  - **M. Luc LEROY**, Directeur général du C.P.A.S. de Tournai;
  - **M. Eddy MOULIN**, Directeur financier de la ville de Tournai;
  - **M. Giuseppe PAGANO**, professeur de finances publiques et fiscalité à l'université de Mons.
  - **M. Jean-Marc ROMBEAUX**, conseiller-expert auprès de la fédération des C.P.A.S. de l'union des villes et des communes de Wallonie (U.V.C.W.).
  - **Mme Isabelle DEFROYENNES**, C.P.A.S. de Tournai, a pris en charge le secrétariat.
- À l'unanimité, il a été décidé que la task force serait présidée par le professeur Giuseppe PAGANO; elle a agi en toute indépendance.

Le rapport de la task force sera adressé à Rita LECLERCQ, présidente du C.P.A.S., et à M. Rudy DEMOTTE, Bourgmestre de la ville de Tournai; il sera présenté, à leur demande, au conseil communal conjoint.

La task force s'est réunie à quatre reprises : les 8 juin 2016, 9 septembre 2016, 22 novembre 2016 et 3 février 2017.

Les réunions ont été suivies d'un important échange de courriers électroniques, en vue d'affiner au mieux la position de chacun et de faire en sorte que le texte du rapport reflète un point de vue partagé par tous les membres de la task force.

## **III. CONTENU DU RAPPORT**

Le présent rapport est composé de :

1. une note sur les missions du Directeur financier selon le décret du 18 avril 2013 (voir le point IV).
2. une note de M. Sébastien DIEU sur le fonctionnement du service du Directeur financier à l'époque des faits (voir V.).
3. une note sur le fonctionnement actuel du service financier ainsi que sur les procédures qu'il paraît opportun de mettre en place (voir VI).
4. des recommandations générales adressées aux autorités de la Ville et du CPAS (voir VII).

## **IV. MISSIONS DU DIRECTEUR FINANCIER SELON : LE DÉCRET DU 18 AVRIL 2013, la loi organique et le règlement général de la comptabilité applicable aux C.P.A.S.**

Conformément à la demande des autorités formulée dans l'objectif 1.a) de la note sur la task force du conseil communal du 29 juin 2015 (voir ci-dessus), les paragraphes qui suivent reprennent une synthèse des missions du Directeur financier telles qu'elles découlent des textes susmentionnés. Ces missions sont reprises en neuf points principaux.

Les missions confiées au Directeur financier sont les suivantes.

Par ses avis, le Directeur financier du C.P.A.S. veille aux intérêts du centre en contrôlant la légalité et la régularité de l'usage des deniers publics et des procédures financières mises en oeuvre. Il conseille en matière financière et d'aide à la gestion afin d'assister les décideurs politiques dans leurs choix. Ses domaines d'action sont :

1. Gestion comptable.
2. Gestion de la trésorerie.
3. Recouvrement des recettes.
4. Paiement des dépenses.
5. Contrôle interne financier.
6. Conseils budgétaires et financiers.
7. Membre du comité de direction.
8. Organisation des services financiers et comptables.
9. Gestion d'équipe.

## **ACTIVITÉS PRINCIPALES**

### **1. Gestion comptable**

- seul responsable de la comptabilité et de la confection des comptes annuels afin de livrer aux autorités locales des informations fiables sur la situation financière du C.P.A.S. et de garantir que les dispositions légales et réglementaires ont bien été appliquées;
- opérer la gestion et la conservation des données et documents comptables;
- établir les comptes annuels;
- proposer les logiciels adéquats pour la tenue de la comptabilité et la gestion du budget;

### **2. Gestion de la trésorerie**

- il organise et coordonne toutes les encaisses du Centre, placées sous sa responsabilité directe, afin que le conseil puisse disposer en tout temps d'informations fiables sur la gestion et l'avoir du C.P.A.S. Il est responsable des placements des liquidités disponibles à moins d'un an et des avances de trésorerie;
- **gérer les comptes financiers : ouverture, fermeture, gestion de l'encaisse** et des avances de trésorerie;
- gérer les flux de trésorerie en fonction des informations disponibles;
- contrôler régulièrement les caisses et provisions pour menues dépenses;
- contrôler les comptes de système I (MR) et assurer la guidance budgétaire;
- prendre les contacts réguliers avec les institutions financières.

### **3. Recouvrement des recettes**

- il planifie, organise et coordonne les activités en rapport avec le recouvrement des créances afin de garantir qu'elles soient perçues légalement et dans les meilleurs délais;
- il prend les actions pour éviter la prescription en matière de récupération de créances;
- il prend les actions afin de garantir la récupération des avances et des aides sociales remboursables;
- il est chargé de requérir au bureau des hypothèques l'inscription ou le renouvellement de tous les titres qui en sont susceptibles;
- il mandate les huissiers de justice chargés de la signification et de l'exécution des jugements;
- il procède à l'encaissement des recettes.

### **4. Paiement des dépenses**

- il planifie, organise et coordonne, les activités en rapport avec l'acquittement des dépenses ordonnancées, sur mandats réguliers, afin de garantir qu'elles soient effectuées légalement et dans les délais de rigueur;
- veiller au suivi de l'enregistrement des factures;
- contrôler la régularité des mandats;
- procéder aux imputations des dépenses;
- contrôler l'utilisation des subventions versées;
- proposer les moyens les plus adéquats pour payer les aides sociales;
- pratiquer les saisies ou les retenues éventuelles sur les montants à payer;
- exécuter les ordres de paiements.

### 5. Contrôle interne financier

- il planifie, organise et coordonne, les **activités de contrôle interne financier** visant à la conservation des actifs et du patrimoine;
- s'assurer de l'intégrité de son personnel;
- prendre les mesures afin de conserver les actifs et le patrimoine.

### 6. Conseils budgétaires et financiers

- il remet des avis de légalité préalables sur tout dossier impliquant une dépense, selon les dispositions décrétales. Il fait rapport annuellement au conseil de sa mission d'avis. Il intervient auprès du conseil ou du bureau permanent soit à la demande de celui-ci, soit d'initiative, en tant que conseiller sur toutes les questions qui ont une incidence budgétaire ou financière afin qu'ils puissent prendre les décisions en toute connaissance de cause;
- rédiger des avis de légalité sur les dossiers visés par les dispositions décrétales;
- présenter annuellement le rapport d'avis au conseil;
- participer à la commission du budget et remettre un avis motivé;
- préparer et présenter des analyses financières de manière ponctuelle, le cas échéant conseiller les instances décisionnelles en matière de gestion de la dette.

### 7. Membre du comité de direction

- il participe activement aux réunions du comité de direction afin de contribuer, en coopération avec le Directeur général et les autres membres du comité de direction, à l'atteinte des objectifs du centre;
- donner un avis sur les dossiers repris à l'ordre du jour;
- éclairer les autres membres du comité sur les actes financiers importants dans la vie d'un C.P.A.S. (budgets, comptes, modifications budgétaires...);
- associer les autres membres du comité dans le suivi budgétaire et les impliquer dans le processus financier;
- participer à l'élaboration des budgets et modifications budgétaires;
- conseiller les instances décisionnelles sur les aspects financiers liés à l'établissement des plans de gestion;
- contribuer au fonctionnement efficace et à la bonne gestion des services du C.P.A.S.

### 8. Organisation des services financiers et comptables

- dans le cadre de l'organigramme arrêté par le conseil et des moyens mis à sa disposition, il optimise le fonctionnement de ses services afin d'en garantir un fonctionnement efficace et efficient;
- établir les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions en collaboration avec le bureau permanent;
- définir et répartir les tâches de chaque collaborateur;
- assurer une circulation efficace de l'information;
- mettre en place le suivi permanent des situations budgétaires et comptables;
- promouvoir la collaboration entre les services financiers et les autres services du centre;

### 9. Gestion d'équipe

- dans le cadre de l'organigramme arrêté par le conseil, des règles en vigueur et des moyens humains mis à sa disposition, il assure la direction de ses collaborateurs afin de disposer en tout temps d'une équipe la plus compétente et la plus motivée possible;
- donner l'impulsion à l'équipe par ses actions et ses compétences;
- susciter l'unité et l'esprit de collaboration au sein de l'équipe;
- encourager les membres de l'équipe à suivre des formations continuées et/ou professionnelles;
- assurer la continuité des tâches et la polyvalence des membres de l'équipe;
- participer au recrutement de ses nouveaux collaborateurs;
- évaluer ses collaborateurs.

## V. DESCRIPTION DU SERVICE DU DIRECTEUR FINANCIER À L'ÉPOQUE DES FAITS

### V.1. PRÉSENTATION DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES FINANCES

#### A. Personnel mis à disposition du Directeur financier en regard de ces missions

Le service était composé de cinq personnes. Il ne reprenait qu'une partie des missions dévolues au Directeur financier, et s'occupait principalement de (du) :

- la tenue de la comptabilité;
  - l'émargement des extraits de comptes;
  - la préparation des ordres de paiements sur base des mandats établis et reçus par le service contrôle interne;
  - l'envoi de certaines factures;
  - recouvrement d'une partie des recettes;
  - paiement des revenus d'intégration sociale (RIS), dont une partie en liquide au guichet.
- En matière de dépenses, le service de contrôle interne s'occupe, entre autres, de :
- la gestion budgétaire;
  - la gestion des bons de commande et des marchés;
  - la création des engagements;
  - la vérification des factures et imputations;
  - l'ordonnancement et le mandatement.

Le Directeur financier intervenait uniquement pour le paiement.

#### B. Collaboration avec le service de la recette

En matière de recettes, dans l'organisation du C.P.A.S. de Tournai, les factures sont établies et suivies de manière décentralisée par les institutions satellites de l'administration centrale, à savoir, les maisons de repos, la crèche, la maison d'enfants, le centre ouïe et parole, le service patrimoine etc.

La majorité de l'encodage et le suivi des recettes (droits constatés) se font dans des programmes annexes et injectés dans la comptabilité, ce qui pose de gros problèmes en matière de visibilité et de contrôle du bon suivi par le Directeur financier.

### V.2. COMMENTAIRES

L'article 60 du règlement général de la comptabilité communale précise que «Les factures et autres pièces de dépenses sont transmises au Directeur financier du C.P.A.S. ou à l'agent désigné par lui, avec tous les documents justificatifs de la régularité de la dépense qu'elles entraînent.

Le Directeur financier du C.P.A.S. ou l'agent désigné par lui, après avoir contrôlé ces documents, procède à l'imputation aux articles budgétaires ou aux comptes généraux.»

Les agents en charge des imputations, à l'époque des faits, n'étaient pas sous l'autorité directe du Directeur financier.

Enfin, le logiciel de comptabilité était «fait maison» et n'avait visiblement pas suivi les évolutions de la législation.

L'ensemble du cycle des dépenses était assumé par le service de contrôle interne alors que l'ensemble du cycle des recettes était assumé par les services de la Directrice financière, mais avec un manque d'une vision globale.

Sur cette base, nous pouvons poser le premier constat que, **ni au niveau des dépenses ni au niveau des recettes, un contrôle croisé suffisant n'était assumé.**

Dans l'organisation de l'époque, la Directrice financière travaillait d'une manière très isolée, n'étant associée qu'au moment du paiement dans le cycle des dépenses. Quant aux recettes, elles n'étaient pas centralisées et manquaient de visibilité.



#### A. Schéma organisationnel de l'élaboration du budget

Au C.P.A.S. de Tournai, le Directeur général était en charge de l'élaboration du budget. C'est le service de contrôle interne, sous son autorité, qui collecte les informations des services et établit le budget. Le Directeur financier est associé à l'élaboration du budget dans le cadre de ces missions légales de participation au comité de direction et par la remise d'avis (commission budgétaire de l'article 12 et de légalité).

L'article 7 du R.G.C.C. prévoit que le budget comprend l'estimation précise de toutes les recettes et de toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice financier, à l'exception des mouvements de fonds opérés pour le compte de tiers ou n'affectant que la trésorerie. Il comprend notamment l'impact complet au niveau du service ordinaire des investissements prévus.

Nous constatons que des opérations de dépenses et de recettes, autres que les exclusions prévues par l'article 7 du R.G.C.C., **étaient effectuées en comptabilité générale. Ces opérations auraient dû être intégrées dans la comptabilité budgétaire afin de ne pas échapper aux divers contrôles prévus par le R.G.C.C. et la loi organique.** Ces mouvements étaient soustraits à la vigilance du bureau permanent.

À titre d'exemple, le compte particulier de la comptabilité générale — 002145501 —, utilisé dans le cadre des traitements du personnel détaché au Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) enregistrait des mouvements pour plus de 3.000.000,00 € par an échappant à tout contrôle.

#### B. Contrôles de caisse

La législation prévoit deux points.

D'abord, selon l'article 35 du R.G.C.C., la comptabilité est clôturée au moins une fois par mois. Lors de chaque clôture, le Directeur financier du C.P.A.S. dresse une situation de caisse établissant la concordance des écritures avec l'encaisse, et la communique pour information au conseil de l'action sociale ou, en cas de délégation accordée en vertu de la loi du 8 juillet 1976 précitée, l'organe ou la personne qui a reçu délégation.

Ensuite, l'article 77 du R.G.C.C. précise que la vérification de l'encaisse a lieu sans avertissement préalable. L'autorité chargée de la vérification peut exiger l'accès aux bureaux du receveur du C.P.A.S., même s'ils sont établis à son domicile privé. Elle peut se faire accompagner, sans dégager aucunement sa responsabilité, d'un technicien et d'une personne chargée de tenir les écritures de la vérification. Lors de cette vérification, le receveur du C.P.A.S. est tenu de présenter tous livres, pièces, valeurs, et de fournir tous renseignements sur sa gestion et sur l'avoir du C.P.A.S.

On constate que **la présentation de la situation de caisse mensuelle au bureau permanent prévue par l'article 35 du R.G.C.C. n'était pas réalisée.**

Sur la base des remarques récoltées, **l'autorité chargée de la vérification prévue à l'article 77 du R.G.C.C. n'avait pas toujours les connaissances nécessaires. Cependant, la possibilité de se faire accompagner d'un technicien et d'une personne chargée de tenir les écritures de la vérification n'a jamais été utilisée.**

### C. Gestion de la trésorerie

Selon l'article 6 du R.G.C.C., **les comptes financiers qui portent les avoirs du C.P.A.S. sont ouverts au nom du C.P.A.S. par le Directeur financier du centre après accord du conseil de l'action sociale.** Ils sont gérés par le Directeur financier du centre et la correspondance lui est directement adressée.

**Il est essentiel que l'accord soit ici doublé, comportant, à la fois, l'action du Directeur financier, conformément à la loi, mais aussi celle du conseil.**

Selon l'article 9 du R.G.C.C., lorsque les disponibilités budgétaires sont suffisantes, le conseil de l'action sociale peut inscrire à son budget des crédits en vue d'affecter ces disponibilités à des placements rémunérateurs à plus d'un an. L'article 29 du R.G.C.C. ajoute que les placements réalisés au moyen de fonds spéciaux provenant de dons et legs ayant une destination déterminée, ainsi que les revenus de ces placements, sont imputés aux articles budgétaires propres à chacun de ces fonds. Ces placements font l'objet d'une gestion distincte tant à l'inventaire qu'en comptabilité.

Enfin, pour l'article 30 du R.G.C.C., les placements ne peuvent être réalisés qu'auprès d'institutions financières qui satisfont, selon le cas, au prescrit des articles 7, 65 et 66 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, et à la condition expresse de prévoir une garantie de remboursement du capital placé. Les placements à moins d'un an relèvent de la responsabilité du receveur du C.P.A.S. Les placements dont l'échéance excède un an sont effectués par le receveur avec l'accord du conseil de l'action sociale.

Il semble — sous réserve de plus amples informations — que lors de la vente de la C.E.T. (Caisse d'Épargne de la ville de Tournai) au C.P.H., un compte courant a pu être ouvert, avec carte de crédit, sans qu'il soit repris dans la comptabilité du C.P.A.S. et sans que les autorités communales ou du C.P.A.S. en aient connaissance.

### D. Absence de mandat pour les opérations sur les comptes de la classe 4

La législation prévoit que : «Sauf exception établie par la loi, le décret ou le présent règlement, nulle dépense budgétaire ne peut être acquittée qu'après engagement définitif et imputation aux articles budgétaires concernés, enregistrement dans les comptes généraux des factures entrantes, imputation aux comptes généraux et particuliers, ordonnancement par le bureau permanent et établissement d'un mandat de paiement conformément aux articles 86, 2ème alinéa, et 87 bis de la loi organique des C.P.A.S. Les opérations sur les comptes généraux d'attente donnant lieu à décaissement doivent faire l'objet d'un ordonnancement et d'un mandat sans indication budgétaire.»

La limite des programmes comptables informatiques de l'époque n'a pas permis de respecter cette législation.

### **V.3. PREMIÈRES CONCLUSIONS**

Sur la base des constatations qui ont pu être faites ci-dessus, et sous réserve d'une meilleure information, on peut mettre en évidence principalement 4 premières conclusions.

En premier lieu, des opérations relevant, en principe, de la comptabilité budgétaire en ont été soustraites et gérées uniquement en comptabilité générale et sans aucun contrôle par le biais de mandats.

Par ailleurs, la répartition des tâches, à l'époque des faits, entre le service de la direction financière et le service de contrôle interne ne permettait pas de contrôles croisés suffisants. Il y a lieu de s'assurer que le cycle complet des dépenses ou des recettes ne puisse être assumé dans son intégralité par une même personne. Cette organisation et cette répartition des tâches peuvent être mises en application dans un seul et même service.

De plus, la notion de service de Contrôle interne est mal appliquée. Le contrôle interne est l'affaire de tous, à tous les niveaux de pouvoir et non d'un service isolé. Parallèlement, un **véritable audit interne**, chargé d'auditer en permanence le respect strict des procédures, faisait défaut.

Le manuel de procédure de contrôle interne n'était pas d'application au moment des faits. À ce jour, il a le mérite d'exister et de mettre en lumière les dysfonctionnements et de les adapter. Cependant, certaines procédures, notamment celles liées à la gestion des achats, doivent être revues pour mieux coller au texte du R.G.C.C. en matière de réception de factures, de contrôle et d'imputations sous l'autorité du Directeur financier.

## **VI. FONCTIONNEMENT ACTUEL DU SERVICE FINANCIER ET PROCÉDURES À METTRE EN PLACE**

Nous reprenons ci-dessous des procédures telles qu'elles devraient être mises en oeuvre en matière d'établissement des bons de commande et de paiements.

### **VI.1. RÉPARTITION DES TÂCHES**

<b>ETAPE</b>	<b>RESPONSABLE</b>
Engagement	Bureau permanent
Mandat	Service de contrôle interne
Ordonnancement	Bureau permanent
Signature	Présidente et Directeur général
Conformité et exécution (ou non)	Directeur financier

Les mandats pour les comptes de classe 4 doivent suivre le même chemin. Il est recommandé que les signatures soient originales.

## **VI.2. PROCÉDURE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE**

La procédure peut être décrite comme suit :

ETAPE	OPERATEUR	TACHE
1.	Service	Sélection des fournisseurs dans le respect de la loi sur les marchés publics
2.	Service	Etablissement du projet de bon de commande, signé par le chef de service; transmission au service de contrôle interne
3.	Service de contrôle interne	Contrôle auprès du service des marchés publics, vérification de la disponibilité des crédits; avis sur l'opportunité de la dépense; transmission au Président
4.	Présidente	Signature; transmission au Directeur général
5.	Directeur général	Contreseing; transmission au Directeur financier pour information

## **VI.3. PROCÉDURE POUR LE PAIEMENT DES FACTURES**

La procédure peut être décrite comme suit :

ETAPE	OPERATEUR	TÂCHE
1.	Service	Dès réception d'une facture dans les services, celle-ci est enregistrée et transmise au Directeur financier
2.	Directeur financier	La facture est enregistrée et transmise dans le service bénéficiaire
3.	Services : agents désignés par le bureau permanent	Contrôle de la facture; visa pour règlement; transmission au Directeur financier
4.	Directeur financier	Imputation; transmission au contrôle interne
5.	Contrôle interne	Préparation de l'ordonnancement et du mandat; transmission au bureau permanent
6.	Bureau permanent	Décision d'ordonnancement; transmission à la Présidente
7.	Présidente	Signature; transmission au Directeur général
8.	Directeur général	Contreseing; transmission au Directeur financier
9.	Directeur financier	Paieement

Ces procédures doivent être suivies strictement, ce qui implique :

1. leur formalisation
2. leur approbation par le bureau permanent et le conseil, lui donnant un caractère officiel
3. la création d'une liste de diffusion reprenant le nom de tous les agents concernés par les opérations reprises dans la procédure
4. la diffusion auprès de tous les agents concernés qui signeront un document accusant la prise de connaissance
5. l'établissement d'un document de suivi, reprenant pour chaque étape, la personne qui reçoit le document, la date de réception et la signature
6. le contrôle du respect des procédures par un ou plusieurs agents désignés à cet effet par le bureau permanent.

Ces procédures doivent être ajoutées au manuel des procédures transmis à tous les chefs de service.

D'autres procédures pourraient être mises en place. On pense, en particulier, à une procédure «extraits de comptes» qui s'assurent que tous les extraits de compte sont visionnés, outre par le Directeur financier, par au moins une personne étrangère à son service.

À ce niveau, nous pouvons également constater que les mandats ne sont actuellement pas soumis à la vue du bureau permanent, mais établis a posteriori de l'approbation de la liste d'ordonnancement.

Ces mandats ne sont, de plus, pas revêtus des signatures originales, mais de «griffes».

Nous pouvons légitimement nous poser la question de savoir si ces mandats sont bien soumis à la vigilance des autorités politiques. À aucun moment, nous ne pouvons nous assurer par un passage au BP ou pas ces «griffes» que ces mandats ont bien été vus avant d'arriver chez le Directeur financier.

## **VII. RECOMMANDATIONS**

En conclusion de ses analyses, la task force propose aux autorités, dans un premier temps... recommandations, regroupées en **trois axes : contrôle externe, périmètre et contrôle et procédures internes**. En fonction des compétences qu'elles mobilisent, celles-ci s'adressent, d'une part, aux autorités régionales et, d'autre part, aux autorités de la Ville et du C.P.A.S. de Tournai.

### **VII.1. AXE CONTRÔLE EXTERNE**

Les événements survenus au C.P.A.S. de Tournai en 2015 mettent en lumière une faiblesse qui caractérise, probablement, les pouvoirs locaux d'une façon plus générale. En effet, contrairement aux provinces, les communes, les C.P.A.S. et les associations de communes (zones de police ou autres associations) ne sont pas soumises à un contrôle externe de grande ampleur, et de grande profondeur susceptible de mettre à jour les erreurs ou les malversations des praticiens des finances et de la comptabilité locales qui, par la nature de leur travail, maîtrisent souvent les techniques comptables mieux que ceux qui sont chargés de les contrôler, quelles que soient, par ailleurs, l'honnêteté, la bonne volonté et l'implication de ces dernières.

Il existe certes une tutelle régionale, mais la tutelle n'est pas un contrôle permanent et n'a généralement pas la possibilité d'intervenir sur place et de façon profonde et détaillée. Ainsi, quoique la task force n'ait pas reçu de mandat régional, elle considère que certains contrôles sur les administrations locales seraient probablement plus faciles, plus efficaces, plus dissuasifs, et engendreraient, globalement un coût moindre s'ils étaient exécutés par un organisme régional pouvant centraliser un **personnel dûment formé, compétent et indépendant** qu'il est difficile et coûteux de reconstituer dans chaque ville ou commune, et plus encore dans chaque C.P.A.S., chaque intercommunale...

Recommandation 1

Ainsi, la task force considère qu'il serait intéressant d'examiner l'opportunité, pour les autorités régionales, de **la constitution d'un organe de contrôle — au sens de l'audit — des finances et comptabilités locales selon des modalités de fonctionnement inspirées de celles qui prévalent à la Cour des comptes**.

Recommandation 2

À défaut de l'instauration rapide d'un tel auditeur externe, la task force recommande d'examiner l'opportunité, pour le CPAS, d'avoir recours aux services d'un certificateur extérieur privé en faisant certifier ses comptes annuels.

## **VII.2. AXE MAITRISE DU PÉRIMÈTRE**

Quelles que soient la qualité et la compétence des contrôleurs ou auditeurs internes ou externes, le contrôle ne porte jamais que sur ce qui est soumis à contrôle et, surtout, sur ce qui est connu. Ainsi, la façon la plus efficace d'échapper aux contrôles et de se placer en dehors de leur périmètre. C'est d'ailleurs, semble-t-il, ce qui s'est passé au C.P.A.S. de Tournai, puisque le compte issu de l'ancienne Caisse d'Épargne de la Ville de Tournai a été sorti de la comptabilité, de sorte qu'il n'était jamais contrôlé.

Ainsi, la première étape d'un processus efficace de contrôle-audit interne (et externe) consiste à s'assurer que **tous** les comptes ou tout mécanisme d'entreposage de l'argent de l'institution soient répertoriés, tenus, conformément à la loi, par le Directeur financier et soumis aux contrôles réguliers des autorités internes ou, le cas échéant, externes. Ce principe s'applique, d'abord, aux comptes bancaires (ou auprès de n'importe quelle autre institution financière), mais aussi aux comptes internes gérés par des agents communaux ou du C.P.A.S., parfois, dans une certaine confidentialité, donc, en fait, dans l'illégalité.

### **Recommandation 3**

La task force recommande au conseil de demander aux banques, annuellement au moins, la liste exhaustive des comptes reprenant des avoirs du C.P.A.S. De plus, pour s'assurer d'une meilleure collaboration des organismes financiers, il paraît utile de prévoir des dispositions décrétales ou même légales imposant aux banques et autres organismes financiers **de fournir aux autorités communales et des C.P.A.S. la liste exhaustive de comptes ouverts, dans l'établissement, au nom des communes ou des C.P.A.S., ainsi que les personnes qui disposent des pouvoirs de signature sur ces comptes.**

### **Recommandation 4**

La task force recommande également le recensement et le rapatriement exhaustif dans le périmètre de la comptabilité officielle du C.P.A.S., **de tous les comptes internes**, même ceux relatifs, en principe, aux menues dépenses.

## **VII.3. PROCÉDURES ET CONTRÔLE INTERNES**

Indépendamment d'un système d'audit externe que la task force appelle de ses vœux, les autorités du C.P.A.S. disposent d'un certain nombre de leviers pour mener au mieux leur rôle de contrôle.

Ainsi, il existe aujourd'hui des systèmes informatisés liés à la comptabilité et aux finances qui permettent d'exécuter aisément et à coût relativement faible certains premiers contrôles. Tel est le cas, par exemple, de l'e-compte.

### **Recommandation 5**

Ainsi, la task force suggère aux autorités communales et du C.P.A.S. **d'utiliser pleinement et systématiquement les possibilités de contrôle rendues possible par le logiciel e-compte.**

Ces possibilités peuvent être, en partie au moins, automatisées. À cette fin, le C.P.A.S. pourrait constituer au sein de son personnel, et le cas échéant, en collaboration avec la Ville, une équipe d'agents dûment formés et mandatés par les autorités — auxquelles ils font rapport de façon exclusive — de procédés à des contrôles électroniques à partir de l'e-compte.

Au-delà des dispositifs — électroniques ou non — qui existent déjà, le contrôle et l'audit pour être efficaces ont besoin de clarté. Celle-ci est le mieux matérialisée par des procédures claires, officielles, recensées, ayant un caractère obligatoire pour le personnel. Ces procédures peuvent alors être auditées de façon interne ou externe, avec une régularité et une intensité qui dépendent uniquement des autorités du C.P.A.S.

### **Recommandation 6**

La task force recommande la préparation, la formalisation, l'approbation et la mise en oeuvre, en ce compris le contrôle, au sens de l'audit interne et externe, de procédures budgétaires financières et comptables telles que celles décrites aux points VI.2 et VI.3 ci-dessus. Une première étape dans ce sens consiste à demander à un groupe de travail d'établir la liste des telles procédures qui existent déjà ou qui devraient être mises en place.

La tâche de contrôler les procédures budgétaires et comptables impose une connaissance suffisamment fine des matières concernées pour déjouer — le cas échéant — les pièges que certaines personnes mal intentionnées mettront d'autant plus facilement en oeuvre qu'elles manient quotidiennement ces matières.

#### Recommandation 7

Aussi, la task force recommande la sélection au sein du personnel communal et du C.P.A.S. d'auditeurs internes chargés du contrôle et du respect strict des procédures, sous le contrôle des autorités politiques uniquement. Le Directeur général pouvant également faire l'objet de contrôle par ces auditeurs internes, un lien hiérarchique n'est donc pas envisageable. **Ces personnes recevront une formation adéquate**, le cas échéant en dehors de la commune ou du C.P.A.S. Il s'agit donc de mettre en place **un service d'audit interne** qui ne doit pas être confondu avec le contrôle interne; l'audit interne étant un complément et non pas un substitut. Enfin, le contrôle et l'audit doivent aussi une part de leur efficacité à l'application de principes parfois simples. Ainsi, en matière comptable et financière, la confiance et la routine sont les plus grandes ennemies de l'efficacité. Il est nécessaire de partir du principe que tout le monde peut se tromper et que des malversations sont, malheureusement, possibles.

#### Recommandation 8

Ainsi, la task force recommande le **dédoubllement systématique de toute la chaîne de comptabilisation et de contrôle**, ce qui implique, en particulier, qu'aucun document comptable ne peut être du ressort exclusif d'une seule personne. Comme repris au point V.3, ces répartitions des tâches peuvent être mises en application dans un seul et même service.

### CONCLUSION GÉNÉRALE

La Ville de Tournai a découvert une situation grave. Elle a pris ses responsabilités en instituant une TASK FORCE afin que cette dernière fasse des propositions d'organisation. À l'évidence, il était nécessaire de connaître et de comprendre ce qui s'était passé pour envisager des propositions d'amélioration.

Cependant, il a bien été précisé qu'un dossier pénal était en cours d'instruction et qu'il n'appartenait pas à la TASK FORCE d'aborder cette partie du dossier.

Le travail de la TASK FORCE s'est donc limité :

- à comprendre ce qu'il s'était passé;
- à rappeler les outils «technologiques» et «législatifs» qui sont déjà à ce jour à la disposition des conseillers (C.P.A.S./communaux)
- à proposer des pistes d'amélioration des outils existants.

La task force estime avoir réalisé, dans la limite des moyens et de l'information dont elle disposait, une première analyse qui répond, en grande partie aux demandes du conseil.

Elle fait certaines recommandations qui lui paraissent fondamentales. La principale conclusion est que, s'il est souhaitable d'envisager de nouvelles dispositions législatives en matière de contrôle, il est important de vérifier que les dispositions actuelles sont bien appliquées.

Elle est, cependant, parfaitement consciente des limites de son travail. Il s'agit d'une première analyse, dont les travaux devront être poursuivis et, probablement, systématisés.

La task force se déclare disponible pour répondre aux questions ou entrer en discussion avec les autorités de la Ville et du C.P.A.S. de Tournai, si celles-ci le souhaitent.»;

### **ENTEND**

M. le Professeur Giuseppe PAGANO, président de la task force.

### **3. Politique sociale concertée entre le Centre public d'action sociale (CPAS), la Ville et le Relais social urbain. Présentation.**

Madame **Isabelle DEFROYENNES**, Directrice générale faisant fonction au CPAS, présente ce point à l'aide de diapositives électroniques projetées sur écran.

"Je vous propose de reprendre les neuf indicateurs que vous avez pu examiner lors des conseils précédents.

Ils mettent en évidence la situation de Tournai par rapport à l'arrondissement, à la province et à la Wallonie.

Le premier tableau nous indique le revenu médian net imposable par déclaration. On constate qu'à Tournai, ce montant s'élève à 21.728,00€. Pour l'arrondissement, nous sommes à 22.190,00€, pour le Hainaut à 21.119,00€ et pour la Wallonie à 22.302,00€.

L'indicateur suivant concerne la part des moins de 18 ans vivant dans un ménage sans revenu d'un travail. Elle est de 12,1% à Tournai, 9,9% pour l'arrondissement, 15,9% pour le Hainaut et 12,9% pour la Wallonie.

Un autre indicateur intéressant est la part des plus de 65 ans bénéficiant de la GRAPA ou du revenu garanti. Nous en avons 5,32% à Tournai, 4,96% pour l'arrondissement, 5,735% pour le Hainaut et 5,71% pour la Wallonie. Cet indicateur est à mettre en relation avec la part des 60 ans et plus qui à Tournai est de 26,5%, contre 25,2% dans l'arrondissement, 24,4% pour le Hainaut et 24,2% pour la Wallonie. On voit donc une hausse de 0,3% à Tournai. Comme cela figure dans le rapport, il faut continuer à faire en sorte que Tournai soit attractive pour les 25 – 40 ans. On constate quand même un vieillissement de la population.

Au niveau des montants moyens des crédits au cours de l'année par personne majeure, on voit que la situation à Tournai est de 6.775. Elle était en 2015 de 7.830.

L'indicateur suivant concerne la part des majeurs admis à la procédure en règlement collectif de dettes. Tournai se situe à 1,29, contre 1,21 pour l'arrondissement, 1,33 pour le Hainaut et 1,36 pour la Wallonie.

L'autre indicateur est le coefficient interquartile du revenu net imposable par déclaration. A Tournai, il est de 100. L'arrondissement est à 98, le Hainaut à 95 et la Wallonie à 102.

A propos de la tranche des 18-64 ans bénéficiaires du RIS : à Tournai, on constate une augmentation. 3,76% sont bénéficiaires du RIS; à Mons nous en avons 4,83%; à La Louvière, 4,86%; à Namur, 4,68%, à Charleroi, 5,47%, à Liège, 8,62%.

Tournai se situe en dessous des 5 autres grandes villes, tout en sachant que l'arrondissement est à 2,47%, le Hainaut à 3,2% et la Wallonie à 2,89%.

Un autre indicateur concerne les crédits hypothécaires sociaux octroyés en cours d'année. Tournai se situe à 48%, l'arrondissement à 126%.

Le nombre de candidatures à un logement social est de 650 à Tournai, pour 1.206 sur l'arrondissement.

Le nombre de logements loués via une AIS est de 181 à Tournai, contre 205 sur l'arrondissement.

Le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés est de 4.385 à Tournai contre 8.113 sur l'arrondissement. Là aussi on constate une situation plus favorable pour Tournai.

Au niveau du taux de chômage, Tournai se situe à 15,3%. La Louvière se situe à 22,1%, Mons à 19,9%, Charleroi à 25,6% et Liège à 26,5%. L'arrondissement se situe à 13,4%, la Province à 17,5% et la Wallonie à 15,4%.

Au niveau de la moyenne annuelle des bénéficiaires du RIS, vous constaterez qu'il y a une forte augmentation. Nous sommes à 1.814 en moyenne. Nous avons culminé en 2017 à 1.844. C'est une augmentation importante par rapport à 2016.

Concernant les demandes d'aide par secteur, en 2017, au niveau de la santé nous sommes à 990. Je vous rappelle que ceci concerne les aides suivantes : cotisation mutuelle, frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques.



Au niveau de l'éducation, nous sommes à 783. Cela comprend les repas scolaires, les frais scolaires, les aides en matière socioculturelle, les mesures que nous prenons en matière d'enfance défavorisée.

Au niveau des logements, nous sommes à 1.102. Ce sont les frais d'hébergement, les loyers, les garanties bancaires, les cautions et l'adresse de référence.

Le CPAS de Tournai, c'est également les maisons de repos pour personnes âgées. En 2017, nous avons 347 lits. Nous étions à 352 en 2016. Nous avons maintenant 3 maisons de repos. Auparavant, nous en avions 4. C'est le nombre de lits que la Région wallonne accepte.

Le service énergie a traité 733 dossiers en 2017 contre 600 en 2016.

Au niveau du service logement, un programme de vente est mis en oeuvre. C'est une décision prise par le conseil de l'action sociale. 382 logements du CPAS sont actuellement occupés contre 432 en 2016.

Au niveau du service d'insertion socioprofessionnelle, il y avait 181 bénéficiaires au 1er décembre 2017 contre 146 en 2016. La population d'insertion continue à se développer tant en interne que par le biais de mise à disposition extérieure à la Ville, dans la Ville et dans le privé.

Au niveau de centre de scolarité, de loisirs, 15 à 25 enfants sont suivis. C'est le même chiffre qu'en 2016.

En crèche, 65 enfants sont inscrits en crèche pour une capacité d'accueil de 42.

A la maison d'enfants nous avons un taux d'occupation moyen de 12,91%, pour 10,10% en 2016. Il faut savoir que notre maison d'enfants a fait l'objet d'une procédure d'agrément et que nous avons un agrément pour 15 enfants. Pourquoi 12,91% ? Parce qu'il y a une politique de retour en famille que nous essayons de développer également.

A la maison d'accueil Les Oliviers, nous avons une capacité d'accueil de 12 jeunes entre 18 et 25 ans. Entre le 1er janvier et le 30 novembre, 24 personnes ont été hébergées, soit 2.597 nuitées pour 2.212 en 2016.

La maison d'accueil de femmes victimes de violence, la Consoude, a hébergé 55 personnes entre le 1er janvier et le 30 novembre, dont 29 femmes victimes de violence et 26 enfants.

Cela représente un total de 4.120 nuitées et 371 nuitées d'urgence. Nous constatons une augmentation de l'accueil en urgence au niveau des femmes victimes de violence.

Les dépenses du CPAS qui s'élevaient lors de la modification budgétaire 2017 à 57.078.862,65€ sont répertoriées comme suit :

- au niveau du personnel : 28.179.778,14€
- au niveau du fonctionnement : 4.733.536,15€
- en dépenses de transfert : 22.229.5505,12€ dont les RIS
- dette 1.936.043,24€.

De ces 28.179.778,14€, les dépenses de transfert se répartissent comme suit :

- 19.732.013,40€ pour l'aide sociale dont 17.585.610€ pour les RIS
  - au service de l'aide familiale, 142.710€ - ce sont les conventions que nous avons avec l'IMSTAM et la SAFTAM
  - au niveau de la réinsertion socioprofessionnelle, nous sommes à 1.946.198€, dont 1.868.357€ pour les articles 60
  - au niveau du fonds d'énergie, nous sommes à 296.686,04€
- et les autres actions sociales (les autres dépenses de transfert pour les autres actions sociales 98.345,02€
- au niveau du RSU, nous avons pour le plan grand froid 2016-2017, 3.574 nuitées.

141 personnes ont bénéficié de ce plan, 119 hommes et 22 femmes.

L'abri de nuit est toujours organisé dans les anciens locaux de l'ILA. Mais depuis cette année, un changement est intervenu dans le plan grand froid. En effet, un abri de nuit pérenne de 25 à 48 lits a pu ouvrir ses portes à Tournai et est géré par l'ASBL Auxillis, en collaboration avec le relais social.

L'accueil de jour Brasero a été repris par le service de santé mentale du Tournaisis. Il y était déjà associé mais maintenant c'est ce service qui s'en charge en collaboration avec le relais social urbain.

Au niveau du SAIS, quelques chiffres : 254 dossiers ont été ouverts au niveau du travail de rue et 5 interventions ont été enregistrées au niveau du projet Prism.

Il faut savoir que le travail de rue concerne 67% d'hommes.

Au niveau des maisons de quartier, des écoles de devoirs, Templeuve regroupe 72 jeunes, Gaurain 43 et le Maroc 33.

En matière de médiation, 120 dossiers ont été ouverts, essentiellement pour des problèmes de voisinage, de logement ou des conflits entre locataires et propriétaires."

Le président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, reprend la parole :

"Les chiffres de l'IWEPS montrent que les conditions de vie des Tournaisiens sont globalement dans la moyenne wallonne. Mais trois chiffres doivent nous interpeller : le taux de chômage, en légère baisse depuis 2015 mais avec un système de vase communicant vers les RIS qui ont quasiment doublé depuis 2010. On est passé de 1.000 à 1.800 RIS.

La part des personnes âgées de plus de 60 ans continue à augmenter, d'où le choix dans le schéma de structure communal de rendre plus attractive la Ville pour la catégorie d'âge de 25-40 ans, et de choisir des options économiques pour créer de l'emploi par les différents projets développés.

Au niveau du relais social urbain, vous savez que le projet phare concerne l'hébergement des personnes en difficulté dans le cadre du plan grand froid. Durant le plan grand froid

2016-2017, c'était 3.574 nuitées pour 141 personnes différentes, contre 3.084 nuitées pour 117 personnes différentes en 2015-2016. On est donc dans le cadre d'un projet qui s'est développé. Les projets de partenariat entre le public et le privé qui associent les services du CPAS, l'assiette pour tous, l'IMSTAM, Brasero, la maison de l'habitat, ont pu se développer grâce au relais social urbain pour un budget qui s'élève à quasiment un million d'euros.

Il faut également souligner l'engagement de 2 infirmiers pour 1,5 ETP et le financement d'un capteur de logement en matière de logement, le relais social étant avant tout un outil de coordination."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient :

"Le nombre d'aides est passé de 1.547 en 2015 à 1.373 en 2016. Il y a une diminution du nombre d'aides. J'aurais voulu savoir à quoi était due cette diminution d'aide car je ne pense pas que la situation va mieux pour les gens."

La Directrice générale faisant fonction, **Isabelle DEFROYENNES**, donne les précisions suivantes :

"En 2015 on est à 5.905, en 2016 à 6.394 et en 2017, les chiffres sont arrêtés au 31 octobre."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, signale que les chiffres qu'elle a cités sont extraits de la note de politique générale.

La Présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, lui répond comme suit :

"Cela ne résulte certainement pas d'un durcissement de la politique sociale ni du refus d'aide. Pour le reste, il convient d'analyser les chiffres."

La conseillère de l'action sociale, **Isabelle DECHAMPS**, la Directrice générale faisant fonction, **Isabelle DEFROYENNES** et le président d'assemblée donnent des explications complémentaires à la conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**.

La conseillère de l'action sociale, **Isabelle DECHAMPS**, intervient ensuite :

"C'était juste pour mettre en évidence un point qui est resté en sourdine dans les différentes informations concernant la politique sociale conjointe. Il s'agit de l'aspect interculturel qui est devenu une réalité plus prégnante depuis quelques années.

Différents acteurs de l'associatif, des institutions et du CPAS y ont pris une part active. Il est peut-être difficile en matière interculturelle de citer des chiffres. Il n'existe probablement pas de statistiques. Par contre, au niveau qualitatif, beaucoup de choses ont bougé. Je pense aux initiatives qui ont été prises depuis des années. Elles ont permis de faire bouger des lignes dans la mentalité des Tournaisiens et des institutions.

Beaucoup d'associations et d'institutions ont aussi mobilisé des moyens conséquents sur le plan financier et en termes d'emploi pour s'ouvrir à de nouveaux publics qui sont maintenant plus dans la mosaïque interculturelle à Tournai. Je pense que les Tournaisiens se sont montrés accueillants à plusieurs égards. Plusieurs personnes présentes dans cette Ville pourraient en témoigner. Je proposerai qu'on puisse développer ce point l'année prochaine. On ne l'a pas fait depuis des années. Cette réalité est nouvelle à Tournai. Cela vaudrait la peine qu'on puisse y accorder un peu plus d'informations dans un tel rapport conjoint au niveau de la politique sociale et interculturelle."

La conseillère de l'action sociale, **Marie-Line COLIN**, intervient ensuite pour faire le point sur le relais social urbain :

"Depuis plusieurs années, lors de la réunion conjointe du conseil communal et du conseil de l'action sociale, il est fait rapport sur la politique sociale concertée entre le CPAS, la Ville et le relais social de Tournai.

Pour rappel, le relais social est une Asbl chapitre 12 dont le conseil d'administration est composé de représentants du secteur associatif et de représentants du secteur public, dont des représentants du conseil communal et du conseil de l'action sociale.

Sa mission est de coordonner les actions en matière de lutte contre la grande précarité.

Que constatons-nous avec l'ensemble des acteurs de terrain ?

Les chiffres du CPAS nous le montrent, la grande précarité ne fait que croître à Tournai.

De plus en plus de jeunes de 18 à 24 ans, de familles, de travailleurs à temps partiel, de pensionnés vivent sous le seuil de pauvreté.

Les subsides que reçoit le relais permettent aux différents acteurs de répondre à des besoins de plus en plus croissants, que ce soit en matière de logement par le soutien à la maison de l'habitat, au projet «un toit d'abord» porté par le DAL, à l'AIS, en matière de santé au projet Damsi ou encore au projet Phase porté par l'IMSTAM... mais surtout au soutien du dispositif d'urgence sociale du CPAS, de l'assiette pour tous, de Braséro, ou de l'abri de nuit porté par l'Asbl Auxillis ouvert de façon pérenne depuis septembre.

Ces acteurs de terrain font face à des situations de plus en plus complexes, surtout chez les jeunes où les problématiques sont multiples.

Sans tous ces acteurs de terrain et notamment Braséro qui ouvre 7 jours sur 7, l'abri de nuit, les éducateurs de rue, le relais santé, la misère serait encore plus présente dans nos rues.

Il faut savoir que Braséro accueille notamment le week-end pas moins de 52 personnes par après-midi et notamment beaucoup de jeunes sans domicile.

Quant à l'abri de nuit, il accueille plus de 42 personnes la nuit.

Oui, comme dans d'autres grandes villes, la pauvreté est bien sur Tournai.

Imaginons quelle serait la situation les soirs, les week-ends si ces projets n'existaient pas.

Il est du devoir de chacun, mais surtout des décideurs politiques de demain, de prendre conscience de la situation, de se préoccuper, de dégager des moyens dignes pour lutter contre l'appauvrissement de ces citoyens.

J'ose espérer que cela se retrouvera dans les priorités pour les prochaines années.

Face à cette grande précarité qui s'est rendue plus visible par le nombre de personnes se retrouvant dans nos rues, il y a plus d'un an maintenant, le conseil communal avait pris un arrêté modifiant le règlement communal en y incluant des arrestations administratives pour certaines infractions, notamment par rapport à la problématique de la mendicité, et avait proposé «de réunir les acteurs sociaux, institutionnels et associatifs, les représentants de la justice et de la police, en vue de la rédaction d'un cahier de recommandations visant à améliorer et compléter les mesures de prévention en matière de lutte contre la précarité et la mendicité».

Un travail de réflexion autour de la thématique de la grande précarité et de la mendicité a été entamé début janvier 2017 entre la Ville et le RSUT.

Malheureusement, pour diverses raisons, ce travail s'est mis en veilleuse.

Reste qu'il est important de se pencher sur la problématique permettant à chacun, quelle que soit sa situation, de bien vivre ensemble à Tournai.

En octobre dernier, le conseil d'administration du RSUT, au regard de sa qualité de coordinateur du réseau tournaisien, a interpellé la Ville afin de poursuivre ce travail.

Début décembre, le RSUT a reçu toutes les associations qui ont été à l'origine du recours qui a annulé cet arrêté.

Ces associations demandent au RSUT, en tant que coordinateur et organisateur neutre d'un processus permettant de répondre à la demande du conseil communal, de poursuivre le travail de réflexion amorcé en 2016, début 2017 autour de cette thématique.

Ils souhaitent vivement s'y associer, permettant ainsi de répondre à la décision de la Ville d'élaborer un cahier de recommandations portées par tous.

Dans ce contexte et soucieux de poursuivre le travail de réflexion porté par tous les acteurs, le relais social urbain de Tournai a ré-interpellé la Ville, pour qu'elle lui donne mandat de porter le travail avec l'engagement que tous les acteurs de la Ville y participent, mais aussi avec les moyens financiers qui étaient prévus à ce moment- là.

En effet, la réussite de ce processus, ainsi que l'élaboration d'un cahier de recommandations conforme aux attentes de chacun et respectueux de la réalité de terrain de Tournai doit être conditionnée par une participation large et représentative des différents acteurs concernés à savoir le politique, les services de police, le SAIS, les associations, le secteur public, le secteur associatif, les commerçants, les écoles, les citoyens.

Nous ne voulons pas nous réunir pour nous réunir comme le diraient certains. Nous voulons l'implication de tous dans cette dynamique.

La pauvreté qui se marque entre autres par la présence de personnes précarisées dans nos rues nous concerne tous. Et c'est ensemble que nous pouvons parvenir à trouver des solutions acceptables permettant «le bien vivre ensemble» sur le territoire tournaisien.

Nous attendons donc la réponse de la Ville pour poursuivre dès le mois de janvier le travail."

Le bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond à cette dernière intervention :

"Je ne vais pas polémiquer pour le plaisir. Mais je voudrais resituer cette question. D'aucuns veulent systématiquement me faire passer pour un antisocial. J'estime que je suis tout aussi social que certains professionnels du secteur. Un règlement général de police existe pour tout le monde, que vous soyez nanti ou que vous ne le soyez pas. Ce règlement de police relatif à la mendicité qui a fait l'objet d'un point au conseil communal, ne visait que les cas de récidive en cas de non-respect de règlement général de police. Nous sommes bien dans l'hypothèse où ce règlement général de police aurait été approuvé. Nous avons envisagé que si le règlement général de police était approuvé, nous mettrions en place un dispositif de concertation comme des tables rondes. Il y en a qui aiment siéger à des tables rondes. Moi, je préfère le concret. Ce qui m'énerve un peu, c'est qu'on tente systématiquement d'opposer certaines personnes en prétextant que certaines sont plus sociables que d'autres. Je n'ai aucune leçon à recevoir de qui que soit, en matière de social. Toutes les associations que vous venez de citer, je les félicite ouvertement. Elles remplissent des missions et couvrent des besoins en faveur de la ville de Tournai.

Mais est-ce une raison pour accepter une série de choses comme le non-respect d'un règlement général de police ? Il n'en est pas question pour moi. Si un règlement général de police existe, il doit être appliqué. Lorsque l'arrêté a été retiré, j'ai écrit à toutes les associations qui voulaient introduire un recours au Conseil d'état en leur posant des questions bien précises et en leur demandant des réponses.

J'ai souvent reçu des lettres me promettant des réponses. Mais les questions sont toujours là. Encore une fois, il n'est pas question d'opposer les personnes qui seraient nanties aux autres. La pauvreté existe. Elle est très importante. Cela ne me fait pas plaisir de prendre des arrêtés d'inhabitabilité dans des taudis qui sont loués à droite ou à gauche. C'est une chose qu'on n'a jamais faite avant. Quand je fais ça, je pense que je suis un peu plus social que toute une série d'autres personnes qui ferment les yeux.

Aux différentes questions que j'ai posées, je n'ai toujours pas de réponse. Qu'est-ce qu'on fait avec la mendicité organisée lorsqu'on dépose certaines femmes le matin pour venir les récupérer le soir ?

Qu'est-ce qu'on fait ? Je n'ai pas de réponse. Mon projet d'arrêté permettait de mettre un frein à ces méfaits. Qu'est-ce qu'on fait quand une personne a un ordre de quitter le territoire et crée des problèmes du matin au soir ?

Vous ne voulez pas entendre cela non plus. Arrêtez de me faire passer pour le type qui ne serait pas social. Je suis sûrement plus social que certains d'entre vous. Mais cela signifie aussi que je ne veux pas fermer les yeux sur une série de choses parce que la pauvreté est une chose et la mendicité en est une autre. Lorsqu'elle est organisée, il y a des questions à se poser. Ces questions, je les ai posées. A l'heure actuelle, je n'ai aucune réponse."

Le président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, reprend la parole pour préciser certains propos :

"Je vais préciser deux choses.

Il y a une norme supérieure qui interdit d'interdire la mendicité. Je pense aussi qu'au conseil communal, le point a été retiré pour un problème d'applicabilité de la sanction. Elle ne s'appliquait pas uniquement aux gens qui font de la mendicité. L'amalgame entre la mendicité et la mesure qui avait été proposée à l'époque n'est pas vraie. Ce qui posait problème dans ce qui était proposé c'est que la sanction était dite pénale, donc d'enfermement prise à titre provisoire. Cela posait un problème et on voulait éviter un recours.

Je ne crois pas que cet arrêté là visait les mendiants. Je préfère le dire. Au CPAS on a pu dire des choses qu'on n'a pas forcément dites au conseil."

La conseillère de l'action sociale, **Marie-Line COLIN**, répond au bourgmestre faisant fonction :

"Je ne veux pas débattre ici, parce que ce n'est pas le lieu. J'entends que notre bourgmestre faisant fonction dit qu'il attend des propositions. Il y a eu une proposition d'établir un cahier de recommandations. Nous voulons mettre ce processus de réflexion en route avec tous les acteurs, qu'ils soient politiques, associatifs, commerçants, pour arriver au bien vivre ensemble. On a entendu toutes les problématiques que notre bourgmestre faisant fonction a mises ici en débat. Ce n'est pas le lieu. Organisons le travail que nous avons commencé avec la Ville et le relais. Il a été mis en veilleuse. Nous demandons d'être mandatés pour pouvoir l'organiser avec l'implication de tous. Là, chacun pourra prendre la parole. Mais l'objectif est effectivement d'arriver à ce cahier de recommandations."

Le bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond comme suit :

"Je reviens donc à votre proposition. Pour moi, ce n'est pas un problème."

Le conseiller de l'action sociale **Jean-François LETULLE** clôture les interventions sur une note positive :

"Ça se termine sur une note positive puisque ce n'est pas un problème. On ne peut qu'applaudir cette proposition constructive qui vise à mettre des personnes autour de la table et à trouver ensemble une solution constructive, positive pour tous.

Nous ne pouvons qu'appuyer les propos de Marie-Line COLIN. Merci."

Le conseil conjoint Ville - Centre public d'action sociale prend la délibération suivante :

#### **PREND CONNAISSANCE:**

du rapport sur la politique sociale concertée entre le Centre public d'action sociale (CPAS), la Ville et le Relais social urbain dont les termes suivent :

"Pour rappel, lors du conseil conjoint de décembre 2015, il a été convenu que, chaque année, un dossier sur la situation du niveau et des conditions de vie de nos concitoyens serait présenté au conseil conjoint Ville-CPAS.

Ces données statistiques liées à notre territoire sont mises en perspective avec les données à l'échelle wallonne, provinciale et de l'arrondissement.

Afin de permettre à chacun de disposer de données comparables d'année en année, vous trouverez ci-dessous les données statistiques de notre territoire réactualisées (en fonction des dernières données de l'IWEPS disponibles) et en annexe les tableaux reprenant l'évolution annuelle des différents indicateurs définis lors de la séance du conseil conjoint de 2015.

Afin de «mesurer» le niveau de vie et les conditions de vie, l'institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) utilise 9 indicateurs. Les indicateurs sont les suivants:

- Indicateur 1 : le revenu médian net imposable par déclaration;
- Indicateur 2 : part des moins de 18 ans vivant dans un ménage sans revenus d'un travail;
- Indicateur 3 : part des plus de 65 ans bénéficiaires de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) ou du revenu garanti (RG);
- Indicateur 4 : montant moyen des crédits en cours de l'année par personne majeure;
- Indicateur 5 : part des majeurs ayant été admis à la procédure en règlement collectif de dettes;
- Indicateur 6 : coefficient interquartile des revenus nets imposables par déclaration;
- Indicateur 7 : part des 18 – 64 ans bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS);
- Indicateur 8 : nombre moyen de crédits par personne majeure;
- Indicateur 9 : nombre de crédits hypothécaires sociaux octroyés au cours de l'année.

Dans l'hypothèse où vous souhaitez une définition de chacun de ces indicateurs, nous vous invitons à consulter le site de l'IWEPS (<http://walstat.iweeps.be/carto/cartographie.php>).

En outre, comme l'année dernière, afin de compléter ces données, nous y avons ajouté quelques chiffres dans les domaines de la santé, du logement, de l'emploi et de l'éducation.

Ces thèmes, nous les avons retenus de commun accord avec la Ville, le CPAS et le Relais social urbain, considérant qu'il s'agit des domaines «piliers» de l'épanouissement et de l'intégration des citoyens.

	INDICATEUR 1 (2015)	INDICATEUR 2 (2015)	INDICATEUR 3 (2015)	INDICATEUR 4 (2016)	INDICATEUR 5 (2016)	INDICATEUR 6 (2015)	INDICATEUR 7 (2016)	INDICATEUR 8 (2016)	INDICATEUR 9 (2016)
WALLONIE	22.302,00 €	12,9%	5,71%	NON DIFFUSE	1,36%	102,0	2,89%	NON DIFFUSE	3.254
PROVINCE	21.119,00 €	15,9%	5,73%	NON DIFFUSE	1,33%	95,0	3,2%	NON DIFFUSE	1.468
ARRONDISSEMENT	22.190,00 €	9,9%	4,96%	NON DIFFUSE	1,21%	98,0	2,47%	NON DIFFUSE	126
TOURNAI	21.728,00 €	12,1%	5,32%	6775	1,29%	100,0	3,76%	1,32	48

Comme indiqué supra, afin de compléter ces données et en regard des domaines retenus, quelques indicateurs vous sont présentés: santé, logement, emploi et éducation.

Santé			
	Indice de mortalité hommes		Indice de mortalité femmes
Wallonie	1,000		1,000
Province	1,082		1,028
Arrondissement	1,050-<1,136		0,955-<1,000
Tournai	1,027-<1,140		0,890-<0,966
Logement			
	Part des ménages vivant dans un logement public (01/01/2016)	Nombre de candidatures à un logement social (20/03/2017)	Nombre de logements loués via une AIS
Wallonie	6,18%	30.181	5.182
Province	7,81%	10.721	1.929
Arrondissement	5,98%	1.206	205
Tournai	6,44%	650	181
Marché du travail			
	Nombre de demandeurs d'emplois inoccupés (2016)		Taux de chômage (2015)
Wallonie	230.294		15,4%
Province	93.584		17,5%
Arrondissement	8.113		13,4%
Tournai	4.385		15,3%

De la lecture de ces chiffres, il ressort que le contexte de niveau de vie et des conditions de vie des Tournaisiens se situe toujours dans la tendance générale wallonne.

Trois indicateurs méritent une attention particulière : tout d'abord le taux de chômage marque une légère baisse en 2015 et sur toutes les échelles de territoire. Cependant, force est de constater que le nombre de personnes bénéficiant d'un revenu d'intégration sociale continue à augmenter (+0,27% pour atteindre 3,76% à Tournai). Par comparaison ce taux est de 4,83% à Mons, 4,86% à La Louvière, 4,68% à Namur, 5,47% à Charleroi et 8,62% à Liège. Enfin, la part de personnes âgées de plus de 60 ans continue à augmenter (+0,3% à Tournai, pour atteindre 26,5%) ce qui confirme les hypothèses retenues dans le cadre du schéma de structure communal et la volonté exprimée par cet outil d'orientation de créer les conditions visant à rendre notre commune plus attractive pour la catégorie d'âge 25-40 ans.

De manière générale, les indicateurs retenus font la démonstration que Tournai est dans un contexte plus favorable qu'à l'échelle provinciale, mais qu'au niveau de l'arrondissement, soit nous sommes à un niveau comparable, soit, pour certains indicateurs, moins favorable: ce qui peut en partie s'expliquer en regard de notre situation urbaine: Tournai étant un lieu de centralité et de services [les taux de chômage des autres grandes villes wallonnes sont les suivants: La Louvière (22,1%), Mons (19,9%), Charleroi (25,6%) et Liège (26,5%)]

Néanmoins, même si la situation de notre commune est plus favorable que dans les villes citées, il est indispensable de poursuivre nos efforts visant à créer de l'emploi, c'est notamment l'objectif exprimé dans le schéma de structure communal (soutien à l'extension de Tournai Ouest 50Ha / perspective de 800 emplois, technicité, stimulation économique de notre centre-ville, positionnement de Tournai au sein de l'Eurométropole,...).



## **Centre public d'action sociale**

**Le CPAS est le bras social de la commune** dont la mission fondamentale prévoit, en son article 1, que " toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine. Il est créé des centres publics d'action sociale qui ont pour mission d'assurer cette aide."

Ce principe fondamental est à la base des missions des CPAS. Il est, d'ailleurs, l'un de nos principes constitutionnels (article 23 de la Constitution).

Ces missions légales sont: le droit à l'intégration sociale, l'information et l'accompagnement administratif, la guidance psychosociale, l'information au public, l'affiliation à un organisme assureur, la garde des biens confiés, la protection des mineurs, la mise en oeuvre d'une politique d'accès à l'énergie pour les personnes précaires.

Outre le service social (chargé notamment de l'octroi du RIS et des aides sociales diverses relatives notamment aux besoins primaires), les CPAS ont également la possibilité de créer et de développer tous services à caractère social qu'ils jugent nécessaires.

A Tournai, ces services sont :

- les maisons de repos pour personnes âgées: en 2017, 347 lits (352 en 2016);
- le service "Énergie": en 2017 : 733 dossiers traités (600 en 2016);
- le service "Logement" : 382 logements occupés appartenant au CPAS (432 en 2016);
- le service "Insertion socioprofessionnelle" : au 1er décembre 2017 : 181 bénéficiaires (146 en 2016);
- le centre de scolarité et de loisirs : fréquentation moyenne de 15 à 25 enfants par jour (idem en 2016);
- la crèche : actuellement, 65 enfants sont inscrits pour une capacité d'accueil de 42 (idem en 2016);
- la maison d'enfants : taux d'occupation moyen 2017 : 12,91 enfants par mois (10,10 en 2016);
- la maison d'accueil "Les Oliviers" (capacité d'accueil: 12 jeunes de 18 à 25 ans) : entre le 1er janvier et le 30 novembre 2017: 24 personnes hébergées, soit un total de 2.597 nuitées (2.212 nuitées en 2016);
- la maison d'accueil pour femmes victimes de violences "La Consoude": entre le 1er janvier et le 30 novembre 2017: 55 personnes hébergées, soit 29 femmes victimes de violences et 26 enfants, soit un total de 4.120 nuitées et 371 nuitées d'urgence.

Concernant le service social:

Moyenne annuelle des bénéficiaires du RIS:

- 2010 à 1.004
- 2011 à 1.060
- 2012 à 1.140
- 2013 à 1.216
- 2014 à 1.312
- 2015 à 1.484
- 2016 à 1.606
- 2017 à 1.814 (au 23/11)

Les RIS octroyés se répartissaient (en septembre 2017) entre 866 isolés, 500 cohabitants et 471 familles.

En outre, il y a lieu de noter également les différentes aides sociales octroyées. Vous trouverez dans le tableau ci-dessous les secteurs les plus significatifs pour lesquels une demande d'aide a été introduite entre 2010 et novembre 2017:

ANNEE	SANTE	%	EDUCATION	%	LOGEMENT	%	TOTAL OCTROI
2010	1093	16,62 %	735	11,18 %	892	13,57 %	<b>6.574</b>
2011	1252	20,28 %	669	10,84 %	878	14,22 %	<b>6.173</b>
2012	1241	18,98 %	738	11,29 %	798	12,21 %	<b>6.536</b>
2013	1229	18,28 %	812	12,08 %	870	12,94 %	<b>6.723</b>
2014	1227	19,21 %	843	13,20 %	837	13,11 %	<b>6.386</b>
2015	1097	18,58 %	831	14,07 %	943	15,97 %	<b>5.905</b>
2016	1053	16,47 %	832	13,01 %	1253	19,60 %	<b>6.394</b>
2017	990	18,19 %	783	14,39 %	1102	20,25 %	<b>5.441 (AU 31/10)</b>

- Santé : cotisations mutuelle - frais médicaux - frais paramédicaux - frais pharmaceutiques
- Éducation : repas scolaires - frais scolaires - projets socioculturels - mesures spécifiques enfants défavorisés
- Logement : frais d'hébergement - loyers autres et CPAS - garantie bancaire - cautions - adresse référence.

D'un point de vue budgétaire, les dépenses du CPAS s'élevaient lors de la modification budgétaire à 53,23 millions d'euros. Celles-ci se décomposent comme suit:

- Personnel : 28.179.778,14 €;
- Fonctionnement : 4.733.536,15 €;
- Transferts : 22.229.505,12 € (dont les RIS);
- Dette : 1.936.043,24 €.

Les dépenses de transferts se répartissent comme suit :

Aide sociale : 19.732.013,40 € dont RIS 17.585.610 €

Services d'aide familiale : 142.710,00 €

Réinsertion professionnelle : 1.946.198 € dont article 60 § 7 : 1.868.357 €

Fonds énergie : 296.686,04 €

Autres actions sociales : 98.345,02 €

### **Service d'aide à l'intégration sociale**

Quelques chiffres relatifs au travail effectué par le SAIS :

#### **- Travail de rue**

En 2016, les éducateurs de rue ont ouvert 254 dossiers. Au total, 1862 demandes ont été traitées. Le nombre de situations suivies est toutefois supérieur à ce chiffre car plusieurs accompagnements et interventions se déroulent soit en rue directement, soit auprès d'organismes partenaires (Braséro, Assiette pour tous, abris de nuit,...) et ne sont pas comptabilisés dans les statistiques.

La population concernée est majoritairement composée d'hommes (67%) et de nationalité belge (82,2%). L'âge moyen de ces personnes est de 36 ans (avec un écart type de 13 ans). Cependant il faut noter une augmentation significative de la représentation de la tranche d'âge 18-25 ans (21% au lieu de 12% en 2014).

Enfin, il faut signaler que 52% des bénéficiaires sont des consommateurs de produits psychotropes (alcool, cannabis, médicaments...).

Retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels

Maisons de quartier et écoles de devoirs

En 2016, 148 jeunes ont fréquenté les maisons de quartier : 100 garçons et 48 filles.

A Templeuve, en 2016, 72 jeunes ont fréquenté le local : 50 garçons et 22 filles, l'âge moyen des jeunes est plus élevé qu'en 2014.

A Gaurain, 43 jeunes ont fréquenté le local : 11 filles et 32 garçons.

Dans le quartier du Maroc, 33 jeunes ont fréquenté la maison de quartier, dont 15 filles et 18 garçons.

#### Médiation

120 dossiers ouverts en 2016 (83 en 2015) et 129 traités. Cette augmentation est en grande partie le fruit d'une campagne de sensibilisation menée en octobre 2016.

75 dossiers concernaient des conflits de voisinage, 27 dossiers des conflits intrafamiliaux et 16 entre propriétaires et locataires.

#### *Le relais social urbain*

Depuis plusieurs années, le R.S.U.T. était directement opérateur, dans le cadre du plan grand froid, d'une structure provisoire d'accueil de nuit. Pour rappel, ce dispositif était mis en œuvre chaque année entre novembre et fin mars.

En chiffres:

- durant le plan grand froid 2011/2012 : 1.728 nuitées ont été comptabilisées au sein de l'hébergement d'urgence. 105 personnes différentes y ont été accueillies : 93 hommes et 12 femmes;
- durant le plan grand froid 2012/2013 : 2.570 nuitées ont été comptabilisées. 141 personnes différentes y ont été accueillies : 115 hommes et 26 femmes;
- durant le plan grand froid 2013/2014 : 2.887 nuitées ont été comptabilisées pour 133 personnes différentes : 110 hommes et 23 femmes;
- durant le plan grand froid 2014/2015 : 2.434 nuitées ont été comptabilisées pour 113 personnes différentes : 88 hommes et 25 femmes;
- durant le plan grand froid 2015/2016: 3.084 nuitées ont été comptabilisées pour 117 personnes différentes : 98 hommes et 19 femmes;
- durant le plan grand froid 2016/2017 : 3.574 nuitées ont été comptabilisées pour 141 personnes différentes : 119 hommes et 22 femmes.

Dans le cadre du plan grand froid 2016 – 2017, l'accueil s'effectuait toujours dans les anciens bâtiments de l'ILA (rue de la Citadelle), mis à disposition par le CPAS et le CHWAPI. Il offrait les mêmes services qu'au cours des années précédentes à savoir :

- Accueil inconditionnel hommes/femmes - capacité de 30 lits;
- Articulation du réseau de Tournai ;
- Ouvert du 1er novembre au 31 mars, de 19 heures à 8 heures;
- Possibilité d'accueil de chiens dans les chambres avec les bénéficiaires;
- Mise à disposition de douches, sanitaires et collations soir et matin (en collaboration avec la Croix-Rouge);
- Encadrement professionnel: un responsable d'équipe, 6 éducateurs, un assistant social, un référent santé et clinique.

Un grand changement a eu lieu pour ce plan grand froid 2017-2018. En effet, depuis le 21 septembre 2017, un abri de nuit pérenne a pu ouvrir ses portes à Tournai. Il est maintenant géré par l'asbl «Auxiliis», en étroite collaboration avec le RSUT. Les responsables de l'asbl ont travaillé pendant plusieurs mois pour ouvrir une structure dans la continuité de la philosophie et de la méthodologie qui avaient été initiées par le relais et ses partenaires. Début septembre, ils ont obtenu leur agrément de la part de la Région wallonne pour une capacité d'accueil de 25 lits qui augmente à 48 lits pendant le plan grand froid.

Par ailleurs, depuis mai 2016, l'accueil de jour «Braséro» qui était porté également par le Relais pendant le plan grand froid a été repris, pour une ouverture pérenne, par le Service de Santé Mentale du Tournaisis.

Le budget total du Relais social urbain tournaisien pour 2017 s'élève à 1.058.264,10 €. Ce budget, outre le fonctionnement de la coordination du Relais Social et la mise en place du dispositif hivernal, permet la mise en œuvre d'une dizaine de projets œuvrant, toute l'année, autour de la grande précarité :

- Le dispositif d'urgence sociale du CPAS;
- Un éducateur au service logement du CPAS;
- Une assistante sociale aux urgences du CHWAPI;
- Le restaurant social «l'Assiette pour Tous»;
- Une infirmière de l'IMSTAM pour assurer un accompagnement santé dans les maisons d'accueil;
- Le dispositif d'accès aux matériels stériles d'injection par l'asbl Citadelle;
- Une assistante sociale à l'AIS;
- L'accueil de jour «Braséro»;
- La coordination de la «Maison de l'Habitat»;
- Les éducateurs pour l'abri de nuit par Auxiliis.

Il permet également le financement du Relais santé avec l'engagement de deux infirmiers pour l'équivalent d'1 ½ ETP et le financement du poste capteur logement.

#### *Conclusions*

En préalable, l'action de l'ensemble des travailleurs publics et associatifs qui accompagnent la politique sociale de la Ville doit être saluée. Leur dévouement est sans aucun doute contributif au maintien de la cohésion sociale dans un contexte socio-économique tendu. La situation sociale de notre Ville reste préoccupante même si elle est contenue et moins grave que dans les communes comparables à Tournai. Notre volonté est de poursuivre le travail déjà entrepris et largement soutenu par les représentants politiques.

On pourrait citer:

- En matière d'enseignement, le soutien à l'encadrement différencié dont plusieurs de nos établissements scolaires sont acteurs.
- Poursuite des politiques sociales déclinées ci-dessus.
- Soutien aux politiques de développement socio-économique.
- Soutien aux dispositions relatives aux articles 60§7.
- Soutien aux politiques destinées au 4ème âge (construction de maison de repos,...).
- Mise à disposition d'assistants sociaux supplémentaires pour l'accueil des réfugiés.
- Augmentation et rénovation de l'offre de logement social au Logis tournaisien.
- Lutte contre la précarité énergétique,...

Il faut être conscient que le contexte macro-économique dépasse largement les frontières communales et que les communes ne disposent que de leviers limités. Toutefois, sans faire preuve d'autosatisfaction, il faut souligner que tous les moyens qui ont pu être activés afin de soutenir les politiques sociales ont été augmentés.

#### **4. Marchés conjoints Ville-Centre public d'action sociale. Année 2017.**

Le conseil conjoint Ville - Centre public d'action sociale prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 26 bis paragraphe 5 de la loi organique des centres publics d'action sociale imposant la présentation d'un rapport des synergies existantes et à développer entre la Ville et le Centre public d'action sociale;

#### **PREND CONNAISSANCE**

de la liste des marchés conjoints Ville-CPAS :

##### *MARCHES PUBLICS*

- Matériel peinture et décoration;
- Outillage électrique et pneumatique;
- Matériaux de construction et de voirie;
- Audit de sécurité informatique;
- Services bancaires;
- Entretien et acquisition d'extincteurs;
- Agendas;
- Vitrierie.

#### **5. Synergies Ville - Centre public d'action sociale. Plan d'action. Etat d'avancement.**

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, fait la déclaration suivante :

"Ce point avait été évoqué au conseil conjoint de décembre 2016. Nous sommes entrés dans le vif du sujet depuis le mois de mars de cette année. Deux équipes se sont mises en place à partir de mars 2017 : une à la Ville et une au CPAS. Elles poursuivent donc un objectif commun, synergiser d'une part les services supports et d'autre part certains services verticaux.

Au niveau de l'équipe du CPAS, vous avez sa Présidente, son Directeur général et deux agents administratifs : le juriste et la Directrice du service social.

Au niveau de l'équipe de la Ville, il y a notre Directeur général, notre Directeur financier, le service stratégie et développement de la Ville et moi-même qui participons à cette mise en œuvre pratique mais en même temps très administrative.

Au niveau de la méthode, nous nous réunissons. Dans un premier temps, c'était une fois par mois. Ensuite on a accéléré les réunions, puisque ce sont des dossiers qui demandent pas mal d'investissement. Dans une institution ou dans une autre, on ne travaille pas toujours de la même manière. On doit donc accorder nos violons. On a dû trouver une méthode de travail commune et pouvoir déterminer ensemble les services que nous souhaitons synergiser tant sur les services supports que sur les services verticaux.

Nous avons décidé d'informer les instances officielles du travail effectué. Les décisions qui ont été prises au sein de ces réunions étaient actées par le collège communal. Il y avait également une prise de connaissance au bureau permanent pour qu'on puisse évoluer de concert et également de manière officielle.

Nous avons abordé plusieurs thématiques. On n'a pas encore pu aborder tous les services, puisque cela prend du temps. La méthode que nous utilisons est la suivante : nous recevons un service, on discute ensemble de ce qu'on attend et de ce qu'on souhaite mutualiser pour qu'à moyen terme ou à long terme, on puisse réaliser des économies. Elles ne se font pas tout de suite. Ça nous coûte aussi de synergiser des services.

La manière dont nous avons travaillé, c'était de rencontrer le service. Ensuite le service revenait vers nous avec les objectifs à atteindre. Après nous avons une réunion de suivi pour voir l'état des lieux, l'état d'avancement de ce que nous avons sollicité.

Nous avons déjà analysé la direction générale, la direction des ressources humaines, le SIPP, la direction financière et comptable, la direction informatique. Nous devons encore examiner la direction juridique et la direction des marchés publics.

Au niveau des services verticaux vous avez les crèches, le patrimoine, le service d'aide à l'intégration sociale et le service des travaux.

Au niveau des services verticaux, ce sont les services où nous sommes pour l'instant le moins loin en termes d'administration. De manière concrète, nous avons pris la décision vendredi dernier de synergiser le garage. Prochainement nous prendrons une décision pour ce qui concerne le bureau d'études.

Voilà où nous en sommes actuellement."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à son tour :

"Nous avons examiné le plan d'action et nous remarquons qu'il couvre beaucoup de secteurs (gestion des ressources humaines, informatique, politique de sécurité de l'information, patrimoine, direction financière et comptable, service d'aide à l'intégration sociale, direction générale, direction des marchés publics).

Deux questions importantes à nos yeux :

- la synergie est très peu avancée en matière de travaux? Pouvez-vous expliquer pourquoi cela semble si difficile de faire travailler ensemble les deux régies des travaux alors que la situation des bâtiments, aussi bien du CPAS que de la Ville, exige des interventions nombreuses et urgentes ? On commence seulement l'établissement du cadastre des biens immobiliers et la situation sanitaire des bâtiments! En fin de législature ! Pour nous ce n'est pas admissible vu notamment les urgences sociales (logements) mais aussi l'état de notre patrimoine communal.
- Plusieurs directions stratégiques (ressources humaines, direction financière et comptable, direction générale) développent une politique de synergie mais jusqu'où ira l'intégration du CPAS au sein de la Ville ? Nous devinons que vous avez une vision stratégique en cette matière mais nous ignorons totalement vos intentions.

Envisagez-vous une intégration totale du CPAS dans la commune ? Est-ce vers cela que vous vous dirigez ? Cette vision stratégique doit donner lieu à un débat en toute transparence car ces avancées en matière d'intégration pourraient aboutir à un point de non-retour et mettre les mandataires devant une réalité nouvelle sans aucun débat démocratique.

Et surtout, nous ne comprenons pas l'attitude de la Ville face au CPAS en matière de dotation : blocage de la dotation en 2018 pour pousser le CPAS à développer plus de synergies. La situation sociale se dégrade à Tournai et cette urgence doit dépasser d'éventuelles divergences de vues entre ceux qui dirigent les deux institutions. Nous en reparlerons de manière plus approfondie dans notre positionnement sur le budget du CPAS."

Le bourgmestre empêché, **Rudy DEMOTTE**, intervient ensuite :

"Je suis, comme tous les conseillers communaux et de l'action sociale, satisfait quand on peut réussir des plans qu'on a voulu développer ensemble. Je vois que dans certains domaines les synergies sont un succès. Quand on acquiert par marché public du mazout ensemble, quand on informatise et qu'on acquiert des logiciels compatibles, quand on fait en sorte que finalement on puisse développer des économies d'échelle. C'est le cas dans quelques domaines. On en est fort satisfait.

La deuxième chose que je voudrais dire, c'est qu'il y a des domaines sur lesquels on n'avance pas. Et quand il y a des domaines sur lesquels on n'avance pas, on est vraiment marri !

Je n'ai pas parlé du patrimoine, c'est une évidence. On a un CPAS qui est un propriétaire important. On a une Ville qui a un patrimoine de plusieurs centaines de bâtiments aussi au total. Il est logique que ces deux patrimoines aient des corrélations. On l'a vu dans des conseils communaux. Il est arrivé que le CPAS vende une partie de patrimoine à la Ville, permettant par là même à la Ville de régulariser des situations en acquérant un droit foncier sur des biens qu'elle utilisait, la RUSTA pour citer un exemple parmi tant d'autres ou encore avec les anciens prêtres. Ceci a permis au CPAS de bénéficier de liquidités qui lui permettent de mieux gérer son patrimoine restant. Je songe notamment au produit affecté aux maisons de repos et de soins. Tout cela, ce sont des exemples de succès sur lesquels on démontre que plus l'intégration sera intense, plus on va dégager des moyens qui pourraient être dirigés vers l'action sociale.

Je voudrais être clair là-dessus. C'est exactement l'inverse que vise la synergie du calcul prétendument risqué, risquant de cacher des choses, que pourrait craindre la conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE.

J'ai des insatisfactions aussi en termes de rythme. Je viens de le sous-entendre en patrimoine. Pour aller plus loin et plus vite, je pense que les services techniques de la Ville et du CPAS, notamment les ateliers, pourraient très rapidement fusionner. On ne va pas m'expliquer qu'une camionnette du CPAS, une camionnette de la Ville, ce sont des technologies radicalement différentes. On a donc intérêt à sortir un peu des coques sur leur petit tas, mais qui font qu'on ne se parle pas assez, que chacun dirige des structures dans lesquelles on se sent un peu irresponsable. C'est au détriment de la commune et du CPAS. Je le dis parce que ce ne sont pas les dirigeants politiques du CPAS et de la commune qui portent cette responsabilité. Je pense que c'est une force d'inertie qui dépasse aussi l'administration. Les habitudes sont souvent lourdes mais préjudiciables aux structures et singulièrement au CPAS qui devra affronter demain des défis financiers importants. Je pense ici à la cotisation de responsabilisation de pension qui est à elle seule un grand sujet de préoccupation. Tout l'argent qu'on distraira de l'aide sociale directe, c'est de l'argent perdu parce qu'on pourrait très bien aujourd'hui prendre des mesures qui offrent non pas une économie dans un but purement financieriste mais qui font que cet argent là revienne aux gens qui en ont le plus besoin.

Sur la question des dossiers qui n'avancent pas très vite, j'ai cité notamment les ateliers. Mais ce ne sont pas les seuls. Je pense que nous pourrions davantage intégrer les logiciels comptables et financiers, comme l'a indiqué tout à l'heure le professeur PAGANO. Un des points qui a fait l'objet d'attention dans les dysfonctionnements ou les fonctionnements incorrects de nos structures, c'est la capacité d'utiliser des logiciels qui allument des écrans d'alerte. Nous gérons aujourd'hui des fonds communs en trésorerie, CPAS et commune. Ce qu'il faudrait, c'est qu'en croisant de plus en plus de logiciels de gestion, on ait des renvois d'alerte de l'un à l'autre. Il est clair que plus on partage de données informatiques sur les flux financiers, mieux on les contrôle puisqu'on est deux partenaires à le faire. C'est d'ailleurs implicitement mis dans le rapport. C'est une forme de relation à la tutelle qui passe aussi par la mise en commun et la standardisation des logiciels comptables et financiers.

Tout n'est pas commun. On ne gère pas une maison de repos comme on gère un service des travaux. Mais par contre, quand on doit faire de la gestion financière, il y a un certain nombre de règles communes qui jusqu'à présent ne sont pas encore suffisamment exploitées en synergie. On pourrait travailler avec plus d'efficacité.

Sur les marchés publics qui ont commencé à être mis en commun, on peut poursuivre les convergences. Je songe à la désignation de responsables communs dans les deux institutions, dans le même souci. En faisant des économies par là, on peut affecter l'argent à autre chose. Même chose pour le rapprochement des services des marchés publics eux-mêmes. Tout ce qui est transversal, la logistique, les ressources humaines, le financier, le technique peuvent faire l'objet de services communs sans aucun calcul caché, car le but n'est pas là. C'est d'éviter qu'à chaque fois que nous faisons une dépense, on peut les affecter aux besoins des personnes en difficulté.

Je voulais dire ceci, en espérant que nous ayons pour le prochain conseil commun, davantage d'avancées sur ces points là."

La conseillère de l'action sociale, **Isabelle DECHAMPS**, intervient ensuite :

"Selon moi, la synergie la plus importante est celle de la connaissance mutuelle. On ne gère pas une ville comme on gère un CPAS. Je l'ai entendu dans la bouche de la Présidente depuis le début du mandat. C'est quelque chose qu'on a tout à fait intériorisé au niveau du conseil de l'action sociale. Je pense que dans des synergies, il n'y a pas que le résultat qui compte. C'est aussi le processus qui compte. Je prends l'exemple des ressources humaines. Si d'aventure il faut synergiser tout cela, ça m'inquiète un peu, car pour l'instant on a une grande fragilité au niveau du CPAS. Je pense que les tâches et les missions dévolues au personnel du CPAS sont tout à fait différentes de celles de la Ville. Ils ont besoin d'un soutien, d'une écoute, d'une empathie extraordinaire et exceptionnelle. Peut-être qu'il faut aussi tenir compte de cela, dans une synergie.

Comme la Ville n'est pas l'égale complète du CPAS, puisque la Ville est une tutelle, je pense qu'a priori il ne doit pas y avoir d'inégalité entre les deux entités. Pour mettre en place ces synergies il faut d'abord régler ce problème d'inégalité entre une entité qui est la tutelle et une autre entité qui est sous contrôle. Tant qu'on n'a pas résolu cela, je pense que dans le chef des cadres, des dirigeants de part et d'autre, il restera une certaine frustration du fait qu'ils ne se sentent effectivement pas à égalité."

La Présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, clôture le débat :

"Beaucoup de personnes s'inquiètent en disant que la Ville pourrait carrément manger le CPAS. On a toujours été d'accord sur des synergies car nous n'avons plus les moyens financiers pour pouvoir le faire. Par contre il n'a jamais été question de fusion.

La loi est précise en cette matière. Il n'est pas question de cela tant qu'on ne change pas la loi sur le Centre public d'action sociale. Je sais qu'en Flandre, on commence à la changer. Pourquoi ? Parce que, et je suis d'accord avec plusieurs responsables de la Ville et notamment les grades légaux, le travail qu'on fait au niveau du service social du Centre public d'action sociale n'est pas le travail qu'on pourra jamais faire à la Ville."



Le conseil conjoint Ville - Centre public d'action sociale prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la délibération du conseil conjoint du 19 décembre 2016 prenant connaissance du plan d'action relatif à la mise en oeuvre des synergies entre la Ville et le Centre public d'action sociale et de sa note d'accompagnement;

Considérant que pour mettre en oeuvre ledit plan d'action, un comité de suivi a été mis en place suivant la décision du collège communal du 24 février 2017;

Considérant que le comité de suivi s'est réuni régulièrement à partir du 9 mars 2017;

Considérant qu'un tableau de bord a été élaboré afin d'assurer le pilotage par le comité de suivi;

### **PREND CONNAISSANCE**

de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du plan d'action relatif aux synergies entre la Ville et le Centre public d'action sociale:

#### ***1. Rappel du contexte***

Lors de la séance du conseil conjoint du 14 décembre 2015, les mandataires des deux institutions ont souhaité accélérer et approfondir la mise en oeuvre des synergies. L'objectif était de gérer au mieux les ressources des deux administrations et, corollairement, de réaliser des économies d'échelle.

Les administrations et les responsables de la majorité ont travaillé de concert afin de construire un plan d'action répondant à la fois à la volonté politique exprimée et à la faisabilité administrative des mesures envisagées.

En séance du 19 décembre 2016, le conseil conjoint a pris connaissance du plan d'action relatif à la mise en oeuvre des synergies entre la Ville et le Centre public d'action sociale et de sa note d'accompagnement.

Pour rappel, ce plan d'action identifie les synergies (objectifs stratégiques) lesquelles sont déclinées par services, les objectifs opérationnels, les échéances envisagées, les pilotes chargés de la mise en oeuvre de ces mesures et le degré de réalisation.

Les synergies ciblées concernent :

- Les services supports :
- Direction générale
- Direction des ressources humaines
- Service interne de prévention et de protection
- Direction financière et comptable
- Direction juridique
- Direction des marchés publics
- Direction des systèmes de l'information et des télécommunications
- Les services verticaux :
- Les crèches
- Les services patrimoines
- Le service d'aide à l'intégration sociale
- Les services des travaux.

## 2. Etat d'avancement :

### 1. Mise en place du comité de suivi

En exécution de la note présentée au conseil conjoint en décembre 2016, le collège communal a décidé, en séance du 24 février 2017, de mettre en place le comité de suivi dans lequel siègent un membre du collège communal, un membre du conseil de l'action sociale, les Directeurs généraux et financiers des deux institutions.

Madame l'Echevine Laetitia LIENARD a été désignée en qualité de représentante du collège communal. Le conseil de l'action sociale a quant à lui désigné Madame Rita LECLERCQ-DESENCLOS, Présidente du Centre public d'action sociale, pour représenter ce dernier. Le collège a par ailleurs fixé la date de la première réunion du comité de suivi le 9 mars 2017 et invité les Directeurs généraux à désigner les agents en vue d'assurer le suivi administratif de ce comité [deux agents de la Ville/deux agents du Centre public d'action sociale (Centre public d'action sociale)].

Ainsi la Ville a désigné les deux chefs de bureau du service stratégie et développement, attachés à la direction générale. Le Centre public d'action sociale a quant à lui désigné la Directrice du service social ainsi que l'attaché spécifique-juriste.

Lors de sa première séance du 9 mars 2017, le comité de suivi a arrêté une charte définissant ses principes de fonctionnement (missions et responsabilités, composition, fonctionnement, procès-verbaux et suivi) ainsi que son calendrier de réunion.

Parmi ses principes de fonctionnement figure notamment le fait de porter les procès-verbaux de réunions mensuellement à la connaissance des autorités respectives des deux institutions. Un principe préalable indispensable a en outre été arrêté en vue de la mise en œuvre du plan d'action à savoir l'établissement d'un organigramme «miroir».

On rappellera que le collège communal a arrêté l'organigramme des services communaux en séance du 27 mai 2016, dont le schéma identifie six axes verticaux (divisions) et six directions (services supports transversaux), ainsi que le souhait de créer des synergies notamment avec d'autres entités, dont le Centre public d'action sociale (Centre public d'action sociale).

Les deux instances ont dès lors décidé, à la demande du comité de suivi, de prendre une décision «commune» afin d'arrêter l'organigramme identifiant les services «synergisables».

Le collège communal a pris cette décision le 31 mars 2017. Le bureau permanent du Centre public d'action sociale a pris la même décision le 24 mars 2017, arrêtant par là même l'organigramme des services.

### 2. Travaux du comité de suivi

Comme indiqué supra, le comité de suivi a arrêté son calendrier de travail et a organisé ses réunions de manière alternée à l'Hôtel de Ville et au Centre public d'action sociale:

- 9 mars 2017
- 21 mars 2017
- 27 mars 2017
- 25 avril 2017
- 16 mai 2017
- 20 juin 2017
- 26 juin 2017
- 5 septembre
- 3 octobre 2017
- 17 octobre 2017
- 21 novembre 2017

Ses travaux ont été menés comme suit:

<b>Date</b>	<b>Objet</b>	<b>Invité(s)</b>
9 mars 2017	1. Proposition de règles de fonctionnement du comité 2. Organigramme miroir 3. Mise en œuvre du plan d'action	Néant
21 mars 2017	1. Validation de la charte de fonctionnement et du calendrier des réunions 2. Organigramme et services «synergisables» : projet de décision «commune» 3. Tableau du bord du plan d'actions 4. Département de l'informatique : renforcement des synergies existantes (5 objectifs opérationnels : discussion et stratégie) => point reporté au 27.03	Néant
27 mars 2017	1. Organigramme des services synergisables – décision commune 2. Synergie des départements informatiques dits «systèmes de l'information et des télécommunications»	- Responsable de la direction des services de l'information et des télécommunications (commun aux deux institutions) - Référent du service informatique du Centre public d'action sociale
25 avril 2017	1. Synergie du département «système de l'information et des télécommunications» - suite 2. Synergie des directions financières et comptables	Néant
16 mai 2017	Synergie des directions financières et comptables – suite des travaux (mise en place des actions à mener)	Néant
20 juin 2017	1. Synergie des directions financières et comptables – validation définitive du calendrier de mise en commun des ressources 2. Actualisation du tableau de bord 3. Synergie des directions des ressources humaines (DRH). 4. Calendrier des réunions – actualisation.	Responsable de la direction des ressources humaines

26 juin 2017	Suivi de la synergie des départements informatiques.	Responsable de la direction des systèmes de l'information et des télécommunications
5 septembre 2017	1. Synergie des services DRH – suivi 2. Synergie des directions financières et comptables – suivi 3. Mise à disposition de personnel de la Ville au CPAS - évaluation 4. Synergie des SIPP.	- Responsable de la direction des ressources humaines - Responsable du service interne de prévention et de protection de chaque institution
3 octobre 2017	1. Synergie des SIPP (Présentation des missions légales et annexes). (point reporté) 2. Synergie des services DRH – suivi (planification pratique et fonctionnelle).	- Responsable du service interne de prévention et de protection de chaque institution - Responsable de la direction des ressources humaines - Responsable du service traitement du Centre public d'action sociale - Collaboratrice de la cellule bien-être et motivation
17 octobre 2017	Travaux budgétaires conjoints	
21 novembre 2017		

### 3. Tableau de bord

Comme indiqué supra, le tableau de bord constitue l'outil de pilotage du comité pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action. Il permet donc de situer chaque action quant à son degré de mise en œuvre : à programmer – en cours – finalisé.

On pourra constater que :

- concernant les actions programmées en 2017 : 16 sont finalisées  
16 sont en cours  
7 sont à programmer
- certaines actions (9) programmées en 2018 sont déjà entamées notamment :

- \* au niveau des directions générales : par la création d'un service commun de sécurité de l'information, poste prévu au plan d'embauche 2018 et dont le profil de recrutement est déjà en cours en vue de la mise en œuvre du plan d'action. Ce dernier a été validé par le collège communal en juin 2017 et par le conseil de l'action sociale le 31 août 2017 (examiné par le bureau permanent le 22 septembre 2017). Le groupe de travail constitué à cet effet s'est réuni en décembre;
- \* au niveau des directions des ressources humaines : mise en œuvre d'une gestion des ressources humaines commune (processus commun d'accueil des agents), l'harmonisation des statuts et du règlement de travail, organisation d'examens conjoints;
- \* au niveau des départements de l'informatique : mise en place progressive d'un helpdesk commun.

Voyez le tableau de bord annexé.

#### 4. Synergies complémentaires

On notera en matière de patrimoine, que la Ville a poursuivi la politique d'achat des bâtiments appartenant au CPAS.

Pour rappel, en 2016 :

- 1.245.000,00€ : Plaine des sports à Gaurain-Ramecroix
- 290.000,00€ : Installations sportives avenue des bouleaux à Tournai

En 2017 :

- 110.000,00€ : Terrain à Lamain au lieu-dit Village (parking)
- 300.000,00€ : Maison rue des Prisonniers n° 7 à Vezon.

En outre, en tenant compte des rachats réalisés entre 2014 et 2015, c'est un montant de 4.045.000,00€ qui a permis au CPAS d'améliorer sa situation de trésorerie. Et par ailleurs, ce mécanisme a également permis de contribuer au financement des travaux de reconditionnement du secteur des maisons de repos, permettant ainsi le maintien d'une offre publique dans ce secteur.

**6. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.**

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, les procès-verbaux des séances du 14 décembre 2015 et du 19 décembre 2016 sont adoptés conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 20 heures 10.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

Thierry LESPLINGART

Le Bourgmestre faisant fonction,

Paul-Olivier DELANNOIS

Par le Conseil du Centre public d'action sociale :

La Directrice générale faisant fonction,

Isabelle DEFROYENNES

La Présidente,

Rita DESENCLOS-LECLERCQ

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU LUNDI**  
**18 DÉCEMBRE 2017**

**Présents** : M. G. HUEZ - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Bourgmestre faisant fonction,  
 M. R. DELVIGNE, ~~Mme L. DEDONDER~~, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;  
 M. R. DEMOTTE, Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ,  
 MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, ~~C. MICHEZ~~,  
 Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ,  
 Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, B. MAT,  
 Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR,  
 MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE,  
 B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS,  
 MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT,  
 Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE -  
 Conseillers communaux;  
 M. T. LESPLINGART - Directeur général.

(\*) Rudy DEMOTTE, bourgmestre empêché (article L1123-5, §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 7 décembre 2017.

**SEANCE PUBLIQUE**

**1. Communications.**

Le **président** d'assemblée, Geoffroy HUEZ, ouvre la séance publique à 20 heures 21 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 27 novembre 2017, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

Le conseil communal prend connaissance des documents suivants mis en annexe :

- l'arrêté ministériel du 27 novembre 2017 de Madame la Ministre Valérie De Bue approuvant la deuxième modification budgétaire de la Ville votée en séance du 23 octobre 2017
- l'arrêté ministériel du 28 novembre 2017 de Madame la Ministre Valérie De Bue approuvant le règlement-taxé sur les spectacles cinématographiques voté en séance du 23 octobre 2017
- l'arrêté ministériel du 18 octobre 2017 de Madame la Ministre Valérie De Bue annulant la délibération du conseil communal relative à la désignation de l'auteur de projet pour les travaux de Tournai Expo votée en séance du 30 janvier 2017

- le retrait de l'arrêté ministériel du 16 novembre 2017 de Madame la Ministre Valérie De Bue annulant la délibération du conseil communal relative à la désignation de l'auteur de projet pour les travaux de Tournai Expo votée en séance du 30 janvier 2017
  - le rapport sur les dossiers relatifs à la police de roulage et la note complémentaire du Directeur général.
- Des précisions sont données en séance par le directeur général sur les modalités de consultation de ces derniers documents.

Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que trois questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement intérieur du conseil communal :

- 1) «Horaires d'ouverture des affaires administratives et sociales» déposée par Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Simon LECONTE. Il y sera répondu en fin de séance par Madame l'Echevine Laetitia LIENARD.
- 2) «Transition énergétique (à propos de la mobilité)» déposée par Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT. Il y sera répondu en fin de séance par Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT.
- 3) «Création d'un topgolf à l'Esplanade du conseil de l'Europe», déposée par Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE. Il y sera répondu en fin de séance par Monsieur le Bourgmestre faisant fonction Paul-Olivier DELANNOIS.

**2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Sondart, 4. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue du Sondart, 4 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- elle est en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées
- son domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé
- elle possède un véhicule ou est conduite par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

## DECIDE

Article 1er : dans la rue du Sondart à Tournai, face au n°4, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Chercq, rue Carlos Gallaix, 213A. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Carlos Gallaix, 213 à 7521 Chercq;

Considérant que l'emplacement sera placé dans la zone de stationnement face au n°213 A, puisque le stationnement est interdit face à son domicile;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- elle est en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées
- son domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé
- elle possède un véhicule ou est conduite par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;



**DECIDE**

Article 1er : dans la rue Carlos Gallaix à Chercq, face au n°213A, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Paix, 111. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 29 mars 2004 réservant un emplacement de stationnement pour les personnes handicapées face au n°111 de la rue de la Paix à Tournai;

Considérant qu'en raison du déménagement du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

Article 1: dans la rue de la Paix à Tournai, face au n°111, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2: le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Viaduc, 92. Interdiction de stationnement.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'une personne habitant au n°1 de la rue Montifaut à 7500 Tournai, éprouve des difficultés à sortir de son garage situé au n°92 de la rue du Viaduc à Tournai;

Attendu que la police propose d'élargir la visibilité de l'accès carrossable de la propriété de l'intéressée en interdisant le stationnement de part et d'autre de cet accès sur une distance de 1,50m;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

Article 1er : dans la rue du Viaduc à Tournai, le stationnement est interdit sur une distance de 1,50m de part et d'autre de l'accès carrossable situé au n°92.

Cette mesure sera matérialisée au sol par une ligne discontinue de couleur jaune.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**6. Statut administratif du personnel. Organisation conjointe Ville-CPAS d'examens de recrutement de bacheliers B1, D6, D9. Demande de dérogation. Approbation.**

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale 2012-2018 "Une ambition partagée, bien vivre à Tournai";

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014, notamment ses objectifs stratégiques 7: "Agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation" et 10: "Être une administration orientée vers une gestion des ressources humaines de qualité" (volet interne) et sa volonté de valoriser le capital humain, représenté par le personnel communal et ses connaissances/son expertise;

Considérant que dans le cadre de la convention sectorielle 2005-2006 signée le 2 décembre 2008, le Gouvernement wallon a réaffirmé l'importance de la statutarisation au sein de la fonction publique;

Considérant que ladite convention intègre le pacte pour une fonction publique locale et provinciale solide et solidaire;

Considérant qu'un des principes de ce pacte est d'améliorer le taux de statutarisation au sein des administrations, mais également de mieux valoriser les compétences du personnel communal;

Considérant que le 20 mai 2009, le collège communal a décidé du principe, sous réserve de l'accord du centre régional d'aide aux communes (CRAC), d'adhérer audit pacte;

Considérant que le 7 septembre 2009, le conseil communal a confirmé cette adhésion;

Considérant qu'en séance du 28 février 2011, le conseil communal a arrêté le statut administratif du personnel, notamment les conditions particulières de recrutement et d'évolution de carrière, approuvé par l'autorité de tutelle le 31 mars 2011;

Considérant que par courriers du 22 juin et du 8 décembre 2016, le CPAS a sollicité l'avis du collège communal quant à l'organisation conjointe d'examens de niveau B, à l'instar de ceux qui ont été organisés dernièrement pour les niveaux A;

Considérant que 20 agents contractuels occupent les fonctions de bachelier spécifique (assistant social, infirmier, en informatique, en droit, en comptabilité, géomètre ou expert immobilier, en énergie et environnement) et bibliothécaire (B1) à la Ville;

Considérant la procédure de recrutement d'un bachelier spécifique et bibliothécaire (B1) prévue actuellement dans le statut :

- être âgé(e) de vingt-deux ans minimum au moment de la nomination;
- être titulaire d'un diplôme délivré par l'enseignement supérieur de type court (gradué ou bachelier) spécifique aux emplois prévus au cadre;
- réussir l'examen comportant :
  - 1ère épreuve écrite : résumé et commentaire d'un texte lu de niveau de l'enseignement supérieur de type court
  - 2ème épreuve écrite : portant sur :
    - le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (notions)
    - loi organique des centres publics d'action sociale (C.P.A.S.) (notions) (non applicable pour le bachelier-bibliothécaire)
    - connaissances portant sur les matières concernées par les emplois de bachelier spécifique (B1) prévus au cadre
  - 3ème épreuve orale : portant sur les connaissances générales du (de la) candidat(e), sa motivation, sa maturité et son sens de l'organisation du travail.

Chaque épreuve est éliminatoire. Pour être admis(e) à l'épreuve suivante, le(la) candidat(e) devra obligatoirement obtenir 50% des points dans chaque épreuve.

Pour être déclaré(e) admissible, le candidat devra obtenir 60% des points pour l'ensemble des épreuves.

Considérant qu'outre les bacheliers spécifiques et bibliothécaires (B1), ce niveau de diplôme (bachelier) est également exigé pour les fonctions d'employé d'administration D6 et d'agent technique en chef D9;

Considérant que 57 agents contractuels occupent les fonctions d'employé d'administration D6, et 13 agents contractuels occupent les fonctions d'agent technique en chef D9;

Considérant que l'organisation commune d'examens pourrait concerner tous les titulaires d'un bachelor (ou équivalent), soit environ 77 agents contractuels et quelques agents nommés en qualité d'employé d'administration (D1, D4 ou D6) voulant acquérir le grade de bachelier spécifique (B1);

Considérant que ces examens pourraient être organisés tant dans le cadre de recrutements que de promotions;

Considérant qu'il serait opportun d'introduire une demande de dérogation officielle auprès de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux en vue de :

- limiter l'appel restreint aux agents en fonction à la Ville et au CPAS
- simplifier et rationaliser les épreuves en réduisant les délais et le coût pour la Ville et le CPAS;

Considérant que les organisations syndicales ont marqué leur accord ce 6 octobre 2017 sur l'organisation des examens, ainsi que sur les mesures dérogatoires proposées;

Considérant l'avis favorable exprimé par le comité de concertation Ville - CPAS organisé le 21 novembre 2017;

Considérant que cette demande de dérogation relève de la compétence du conseil communal;

Considérant qu'en séance du 1er décembre 2014, le conseil communal a approuvé l'avenant à la convention «supracommunalité», approuvée par le conseil communal du

18 novembre 2013, dans le prolongement du programme de politique générale 2012-2018 et du programme stratégique transversal 2013-2018;

Considérant que cet avenant permet à la Ville de s'adjoindre la collaboration de la Province dans le cadre de l'organisation d'examens, et ce, pendant la durée de la convention;

Considérant dès lors qu'il pourrait être demandé à la province du Hainaut de gérer une partie de l'organisation des examens, à savoir :

1/ Épreuve écrite (matières générales)

Conception de la structure de l'examen écrit et des items évaluatifs : la Province

Validation de la proposition de la Province par les directeurs généraux

Correction des examens : la Province

Type d'examen : questions à choix multiples

Nombre de points : /200

Pourcentage de réussite requis : 50%

Organisation pratique :

La province s'occupe de la conception et de la correction des examens écrits

Le CPAS et la Ville s'occupent de l'organisation administrative des examens : définition du personnel dans les conditions, convocations, réservation des salles, surveillance, décisions du collège communal et du conseil de l'action sociale, notification des résultats, etc.

2/ Épreuve orale (spécifique)

Le CPAS et la Ville organisent l'examen oral, spécifique à chaque fonction

Mention de réussite requise : «satisfait» ou «ne satisfait pas» à l'examen oral;

Considérant que le coût de l'intervention provinciale s'élève à environ 6.000,00€;

Considérant que ces examens devraient être organisés rapidement;

Considérant que ladite convention définit un cadre de collaboration large qui peut être recentré au fur et à mesure des besoins de la Ville;

Considérant que l'article 3 de la convention prévoit que : "... Le pouvoir local peut toutefois solliciter l'appui de la Province sous la forme d'autres activités. Dans ce dernier cas, le coordinateur de la supracommunalité instruit le dossier afin d'en évaluer la faisabilité et après accord du collège provincial précise, le cas échéant, les conditions de mise en œuvre.";

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

**pour le recrutement et la promotion aux niveaux D6, B1 et D9, de déroger** au statut administratif du personnel, sous réserve de l'approbation de la ministre des pouvoirs locaux en vue de :

- limiter l'appel restreint au personnel de la Ville et du centre public d'action sociale (CPAS) titulaire d'un diplôme de bachelier ou équivalent
- simplifier la procédure d'examen comme suit :
  - Épreuve écrite (matières générales)
    - Type d'examen : questions à choix multiples  
Nombre de points : /200  
Pourcentage de réussite requis : 50%
    - Matières proposées (cibler et indiquer les chapitres adéquats pour chacune des matières)  
Le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (notions)  
La loi organique des centres publics d'action sociale (CPAS) (notions) (non applicable pour le bachelier-bibliothécaire)  
Questions de raisonnement  
Questions relatives à l'utilisation de la langue française
  - Épreuve orale (spécifique)  
Spécifique à chaque fonction  
Mention de réussite requise : «satisfait» ou «ne satisfait pas» à l'examen oral.

**7. Parc naturel des Plaines de l'Escaut. Extension du périmètre. Approbation.**

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE rentre en séance.

Pour le conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, le fait que Tournai adhère au parc naturel des plaines de l'Escaut est positif.

Le bourgmestre empêché, **Rudy DEMOTTE**, intervient ensuite :

"Je me réjouis également qu'on entame une démarche stratégique d'adhésion au parc naturel des plaines de l'Escaut. C'est une promesse que Tournai s'était faite à elle-même. On l'a réalisée. Je pense que nous avons fait un pas important pour les villages, notamment pour la valorisation des circuits courts. Cette démarche de développement durable, il nous appartient à présent de la mettre en oeuvre sur le terrain en termes d'hébergement, de valorisation du patrimoine naturel, de chemins touristiques entre villages... Tout cela fait partie de la stratégie des parcs naturels. Nous avons déjà perdu beaucoup de temps avant d'adhérer au parc. Maintenant, nous sommes engagés. Je pense que pour l'entité de Tournai, c'est une excellente chose !

Par 32 voix pour et 2 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la déclaration de politique communale qui traduit notamment la volonté d'adhérer au parc naturel des Plaines de l'Escaut (PNPE), afin que Tournai prenne pleinement en compte la question inhérente à la ruralité;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 13 juin 1996 approuvant la création du PNPE;

Vu le décret relatif aux parcs naturels de Wallonie du 16 juillet 1985, révisé le 3 juillet 2008, et plus particulièrement son article 17§2, qui précise que *"toute commune limitrophe d'un parc naturel peut demander l'intégration de tout ou partie de son territoire dans ce parc"*;

Vu la décision du collège communal du 8 février 2013 de solliciter auprès de l'intercommunale IDETA (agence intercommunale de développement), pouvoir organisateur des parcs, l'adhésion de Tournai au PNPE;

Considérant qu'en séance du 26 octobre 2015, le conseil communal a approuvé les termes de la convention de partenariat avec IDETA, relative aux démarches à effectuer en vue de permettre cette adhésion;

Vu le plan de gestion du PNPE pour la période 2013-2022, qui se décline en 4 ambitions, reprises à la page 129 du rapport, à savoir :

- ambition 1 : les plaines de l'Escaut : un territoire transfrontalier où les patrimoines naturels, ruraux, paysagers fédèrent l'identité d'une région singulière;
- ambition 2 : les plaines de l'Escaut : un territoire transfrontalier où une économie rurale dynamique s'appuie sur les ressources locales et contribue à un environnement de qualité;
- ambition 3 : les plaines de l'Escaut : un territoire rural en mutation, résilient face aux défis;
- ambition 4 : les plaines de l'Escaut : un territoire transfrontalier qui se mobilise autour de l'écocitoyenneté, la solidarité, l'innovation, l'expérimentation, l'exemplarité;

Considérant la déclinaison de ces ambitions en 23 objectifs stratégiques et 81 objectifs opérationnels;

Considérant que par sa demande d'adhésion, la ville de Tournai fait sien le plan de gestion du PNPE;

Considérant que le comité d'accompagnement a veillé à ce que la demande d'adhésion soit rédigée en lien avec le schéma de structure communal et le plan de gestion du parc;

Considérant que le périmètre de la Ville envisagé pour être intégré au PNPE correspond au territoire communal, duquel sera retiré le territoire de l'ancienne ville de Tournai;

Considérant que le territoire de l'ancienne ville de Tournai (avant fusion) se définirait par un périmètre urbain non territorialement intégré au périmètre du PNPE, mais avec lequel il pourrait entretenir des relations particulières, en vue de favoriser une complémentarité et un équilibre entre les zones urbaines et rurales, et la gestion durable des échanges entre ces zones;

Considérant que ce périmètre urbain associé, dénommé également "ville-porte", fera l'objet d'un partenariat privilégié régi par une convention;

Considérant que par courrier daté du 14 juillet 2016, le collège communal de Péruwelz a sollicité auprès du pouvoir organisateur, l'intégration de la zone dénommée "Wéaux" (Péruwelz) dans le projet d'extension du périmètre du PNPE;

Considérant que par courrier daté du 6 juillet 2016, le collège communal d'Antoing a sollicité auprès du pouvoir organisateur, l'intégration du village de Calonne (Antoing) dans le projet d'extension du périmètre du PNPE;

Considérant que ce nouvel ensemble se trouve majoritairement dans le sous-bassin hydrographique Escaut-Lys, dont l'Escaut forme la colonne vertébrale;

Considérant qu'il s'agit d'un territoire de plaines singulier au sein de l'espace régional wallon, que la nature sédimentaire des roches semblables permet d'intégrer l'ensemble du bassin carrier pour lui apporter une plus grande cohérence;

Considérant que cet ensemble se situe dans le secteur écologique des "plaines et vallées scaldiennes du domaine atlantique";

Considérant la démarche de mobilisation des habitants de l'entité de Tournai, approuvée par le comité d'accompagnement du 25 mars 2016;

Considérant que celle-ci prévoyait, entre mars et septembre 2017, une demi-journée de visite de chacun des villages de l'entité (y compris Tournai centre) et d'échanges entre les équipes du parc naturel et les habitants, ainsi que plusieurs séquences de réunions par district;

Considérant qu'un événement de clôture de la phase de participation citoyenne a été organisé au siège du parc naturel, à la Maison du parc à Bon-Secours, le samedi 14 octobre 2017, à l'occasion de la semaine du bois;

Vu la décision du collège communal du 10 novembre 2016:

- de remettre un avis de principe favorable au projet d'extension du périmètre du PNPE au territoire de Tournai (excepté le territoire de l'ancienne ville de Tournai), sous réserve des amendements à apporter au rapport final de motivation et son résumé, dont les termes sont repris dans le rapport du comité d'accompagnement du 23 novembre 2016;
- de soumettre le projet à l'accord du conseil communal de Tournai, au terme de la phase d'approbation par les conseils communaux des 6 communes du parc naturel et du conseil provincial, ainsi qu'au terme des réunions de concertation citoyenne;

Considérant que sur base des délibérations des communes membres du PNPE, de la ville de Tournai, du collège provincial, du pouvoir organisateur, de la commission de gestion du parc naturel, ainsi que du syndicat mixte du parc naturel régional Scarpe-Escaut, le dossier sera transmis au gouvernement wallon pour approbation définitive;

Vu le rapport final du projet, transmis par le pouvoir organisateur le 9 novembre 2017;

Sur proposition du collège communal;

### **PREND CONNAISSANCE**

du dossier final de motivation relatif au projet d'extension du périmètre du parc naturel des Plaines de l'Escaut au territoire de la ville de Tournai (excepté le territoire de l'ancienne ville de Tournai), au village de Calonne (Antoing) et à la zone dénommée "Wéaux" (Péruwelz), joint en annexe;

Par 32 voix pour et 2 voix contre;

### **DECIDE**

d'approuver le projet d'extension du périmètre du parc naturel des Plaines de l'Escaut au territoire de la ville de Tournai (excepté le territoire de l'ancienne ville de Tournai), au village de Calonne (Antoing) et à la zone dénommée "Wéaux" (Péruwelz).

<p><b><u>8. Parc naturel des Plaines de l'Escaut. Reconnaissance de Tournai comme "ville-porte". Convention. Approbation.</u></b></p>
---

Par 32 voix pour et 2 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la proposition motivée relative à l'extension du parc naturel des Plaines de l'Escaut (PNPE) au territoire de Tournai;

Considérant que ce document a fait la démonstration que la Ville est un territoire rural, d'un haut intérêt biologique (potentiel) et d'un haut intérêt géographique en continuité des caractéristiques du PNPE actuel;

Considérant que cette dimension se trouve renforcée par le fait que les 29 villages de Tournai, ainsi que son centre urbain, fonctionnent comme une seule entité;



Considérant que le schéma de structure communal, approuvé en séance du 27 novembre 2017, souligne l'enjeu de *«se positionner comme un territoire proche de sa ruralité, renforçant la trame verte jusqu'au cœur de la cité»*;

Pour cet enjeu, le schéma de structure communal marque comme principes de :

*«- mettre en évidence le territoire rural de l'entité, par la reconnaissance et la valorisation du paysage et de la ruralité*

*- préserver et renforcer le maillage vert, écologique et paysager, par des coulées percolant jusqu'en ville*

*- renforcer le maillage vert paysager le long des grands axes pour soigner les entrées de ville et verduriser les boulevards urbains*

*- renforcer la préservation des campagnes proches et le lien entre la ville et sa ruralité»*;

Considérant qu'il n'y a pas de critères discriminants forts qui permettent d'exclure une partie du territoire de la ville de Tournai du périmètre du PNPE;

Considérant toutefois que pour préserver et accentuer le caractère essentiellement rural du territoire, il est proposé que l'ancienne commune de Tournai, qui est caractérisée par une densité particulière et des enjeux spécifiques, ne soit pas intégrée au périmètre du PNPE, mais développe un partenariat particulier avec celui-ci;

Considérant que ce périmètre urbain associé, dénommé également "Ville-porte", couvre l'ancienne commune de Tournai avant fusion;

Considérant que cette convention de partenariat vise à définir le contenu, les objectifs et les modalités d'actions du PNPE sur le territoire de l'ancienne commune de Tournai avant fusion;

Considérant qu'afin d'assurer la mise en oeuvre des objectifs du partenariat, la contribution financière s'élèverait à 1 euro par habitant, équivalant à la moitié de la cotisation ordinaire des communes adhérentes au parc naturel, chiffre qui sera revu annuellement sur base des chiffres de la population du territoire de l'ancienne commune avant fusion, calculés au 1er janvier de l'année qui précède;

Considérant qu'une sous-commission "Ville-porte" sera mise en place au sein de la commission de gestion du PNPE;

Considérant que cette sous-commission "Ville-porte" sera composée de manière équilibrée des élus et des forces vives de la commune de Tournai d'une part, et de représentants de la commission de gestion du parc naturel d'autre part;

Considérant que la convention prendra effet à la date de l'entrée en vigueur de l'extension du périmètre du PNPE et que sa durée est liée à la reconnaissance du parc par le Gouvernement wallon;

Considérant les termes du projet de convention de partenariat visant à définir le contenu, les objectifs et les modalités d'actions du PNPE sur le territoire de l'ancienne commune de Tournai avant fusion;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 2 voix contre;

### **DECIDE**

d'approuver le projet de convention de partenariat visant à définir le contenu, les objectifs et les modalités d'actions du parc naturel des Plaines de l'Escaut sur le territoire de l'ancienne commune de Tournai avant fusion, et dont les termes suivent:

**"Entre**

La **VILLE DE TOURNAI** dont le siège social est établi au 52, rue Saint-Martin – 7500 Tournai.

Laquelle est ici dûment représentée par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction
- Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général,

Ci-après dénommée «La ville de Tournai»

Et

L'ASBL «**COMMISSION DE GESTION DU PARC NATUREL DES PLAINES DE L'ESCAUT**», Association sans but lucratif constituée, conformément aux dispositions de la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un relative aux associations sans but lucratif, par acte sous seing privé en date du quatorze octobre deux mil onze, tel que publié aux annexes du Moniteur Belge du dix novembre deux mil onze sous le numéro 0840.684.746 et dont le siège est établi au 31, rue des sapins – 7603 Bon-Secours,

Laquelle est ici dûment représentée par :

- Monsieur Pierre WACQUIER, Président
- Monsieur Reinold LEPLAT, Directeur,

Ci-après dénommée «Parc naturel des Plaines de l'Escaut ou PNPE»

Toutes deux ci-désignées comme étant «Les Parties»

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV**

### **1. Exposé des motifs**

Le dossier intitulé «*Proposition motivée relative à une extension du périmètre du Parc naturel des Plaines de l'Escaut en vue de permettre l'adhésion de l'entité communale de Tournai*» a fait l'objet d'un avis de principe favorable des collèges communaux des communes d'Antoing, Beloeil, Bernissart, Brunehaut, Péruwelz, Rumes et Tournai, d'IDETA et du collège provincial du Hainaut en 2016.

Celui-ci s'inscrit dans la procédure encadrée par le Décret wallon relatif aux parcs naturels et est soumis aux délibérations des conseils communaux et instances précédemment cités, avant d'être transmis au Gouvernement wallon pour approbation définitive.

Ce document a fait la démonstration que la ville de Tournai est un territoire rural, d'un haut intérêt biologique (potentiel) et d'un haut intérêt géographique en continuité des caractéristiques du PNPE actuel.

Cette dimension se trouve renforcée par le fait que les 29 villages de Tournai, ainsi que son centre urbain fonctionnent comme une seule entité.

Le schéma de structure communal, approuvé en séance du 27 novembre 2017, souligne cette relation en marquant comme enjeu de «*se positionner comme un territoire proche de sa ruralité, renforçant la trame verte jusqu'au cœur de la cité*».

Pour cet enjeu, le schéma de structure communal marque comme principes de :

*«- mettre en évidence le territoire rural de l'entité, par la reconnaissance et la valorisation du paysage et de la ruralité*

*- préserver et renforcer le maillage vert, écologique et paysager, par des coulées percolant jusqu'en ville*

*- renforcer le maillage vert paysager le long des grands axes pour soigner les entrées de ville et verduriser les boulevards urbains*

*- renforcer la préservation des campagnes proches et le lien entre la ville et sa ruralité».*

Il n'y a pas de critères discriminants forts qui permettent d'exclure une partie du territoire de la Commune de Tournai du périmètre du PNPE.

Toutefois, pour préserver et accentuer le caractère essentiellement rural du territoire, il est proposé que l'ancienne commune de Tournai<sup>[1]</sup>, qui est caractérisée par une densité particulière et des enjeux spécifiques, ne soit pas intégrée au périmètre du PNPE mais développe un partenariat particulier avec celui-ci.

La Convention de partenariat présentement conclue vise à définir le contenu, les objectifs et les modalités d'actions du Parc naturel des Plaines de l'Escaut sur le territoire de l'ancienne commune de Tournai avant fusion.

## **2. Définition**

*«Conjuguer les efforts des urbains et des ruraux pour rendre la ville durablement habitable et la campagne durablement habitée».*

Le périmètre urbain associé, dénommé également «Ville-porte», couvrant l'ancienne commune de Tournai avant fusion est défini comme une zone non territorialement concernée par le périmètre du Parc naturel mais avec laquelle le Parc naturel entretient des relations en vue de favoriser une complémentarité et un équilibre entre les zones urbaines et rurales et la gestion durable des échanges entre ces zones.

## **3. Objectifs du partenariat**

Le plan de gestion du PNPE identifie les enjeux du territoire et les objectifs stratégiques et opérationnels à poursuivre pour la période 2013-2022.

De nombreux enjeux du PNPE, en déclinaison des missions définies par le Décret relatif aux parcs naturels, sont partagés par ce périmètre urbain dénommé «Ville-porte».

Les axes de coopérations et les actions à mettre en place seront définies plus particulièrement par la Commission «Ville-porte» (cfr. point 7).

Les objectifs à poursuivre s'inscriront notamment autour des thématiques suivantes :

- le développement local et les produits locaux
- la biodiversité et le paysage
- l'éducation et l'information des publics,
- l'accompagnement des écoles

L'ingénierie touristique, déjà développée activement par l'office du tourisme de Tournai et la maison du tourisme de Wallonie picarde sera envisagée dans le contexte de la Ville-porte.

## **4. Engagements du Parc naturel**

En fonction des objectifs poursuivis, le parc naturel s'engage en application du point 3 à :

- mobiliser les moyens humains pour poursuivre les objectifs prévus par la convention;
- mettre en œuvre un plan d'action défini annuellement;
- adapter sa communication pour faire apparaître la Ville-porte en tant que partenaire privilégié;
- intégrer et associer la Ville-porte dans des projets en cours ou futurs.

D'autre part, le parc naturel s'engage à créer et à animer une sous-commission «Ville-porte» au sein de sa commission de gestion.

## **5. Engagement de la Ville-porte**

La ville de Tournai s'engage à contribuer à la mise en œuvre des actions qui seront définies par rapport aux objectifs précisés au point 3. A cet effet, elle facilite la mise en relation des différents acteurs de son territoire (administrations, forces vives, forces politiques...) avec les acteurs du territoire du Parc naturel.

D'autre part, la Ville-porte s'engage à faire connaître et à promouvoir l'image du Parc naturel à travers les différents acteurs de son territoire notamment à destination de ses habitants.

## **6. Engagement financier**

Afin d'assurer la mise en œuvre des objectifs du partenariat, l'engagement financier de la Ville-porte contribuera au fonctionnement de la commission de gestion du parc naturel.

La contribution s'élève à 1,00€ par habitant (l'équivalent de la moitié de la cotisation ordinaire des communes adhérentes du PNPE). Ce montant sera revu annuellement sur base des chiffres de la population du territoire de l'ancienne commune de Tournai avant fusion, calculés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui précède.

## **7. Sous-Commission «Ville-porte» et suivi de la convention**

Une sous-commission «Ville-porte» est mise en place au sein de la commission de gestion du parc naturel des Plaines de l'Escaut.

Cette commission est composée de manière équilibrée des élus et des forces vives de la ville de Tournai, d'une part, de représentants de la commission de gestion du parc naturel d'autre part. Ses membres sont désignés par les parties.

La mission de la sous-commission «Ville-porte» est d'encadrer et d'accompagner la présente convention.

## **8. Entrée en vigueur et durée de la convention**

La convention prend ses effets à la date de l'entrée en vigueur de l'extension du périmètre du PNPE. Sa durée est liée à la reconnaissance du PNPE par le Gouvernement wallon.

La convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre partie. Le dénonciateur doit en informer l'autre partie par courrier recommandé. Moyennant un préavis de 6 mois, la convention prend fin au 31 décembre de l'année en cours.

## **9. Avenant**

La convention peut être complétée ou modifiée par un avenant recueillant l'accord écrit et signé des deux parties.

Fait à ..... , le .....

En 2 exemplaires originaux, dont un pour chacune des Parties

### **Pour la Ville de Tournai,**

Thierry LESPLINGART,  
Directeur général

Paul-Olivier DELANNOIS,  
Bourgmestre faisant fonction

### **Pour la Commission de Gestion,**

Reinold LEPLAT,  
Directeur

Pierre WACQUIER,  
Président

[\[1\]](#) *L'ancienne commune de Tournai est le territoire couvert par la commune de Tournai avant la fusion des communes."*

**9. Parc naturel des Plaines de l'Escaut. Convention de partenariat pour 2018.**  
**Approbation.**

Par 32 voix pour et 2 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la procédure d'extension du périmètre du parc naturel des Plaines de l'Escaut (PNPE);

Considérant qu'un avis définitif sur le dossier intitulé "*Proposition motivée relative à une extension du périmètre du parc naturel des Plaines de l'Escaut en vue de permettre l'adhésion de l'entité communale de Tournai*" doit être remis par les conseils communaux des communes d'Antoing, Beloeil, Bernissart, Brunehaut, Péruwelz et Rumes, par IDETA, la commission de gestion du PNPE et par le conseil provincial du Hainaut au plus tard le 31 décembre 2017;

Considérant que, sur cette base, le pouvoir organisateur du PNPE transmettra la demande de modification du périmètre au gouvernement wallon qui devra statuer dans les deux mois à partir de la date de réception du dossier;

Considérant que des budgets supplémentaires de la Région wallonne inhérents à la modification du périmètre du PNPE ne pourront être activés que lors de l'exercice qui suivra la date officielle de modification du périmètre, à savoir le 1er janvier 2019;

Considérant que les contractants souhaitent pouvoir engager des démarches partenariales en 2018 en préfiguration de l'adhésion officielle de Tournai au parc naturel des Plaines de l'Escaut;

Considérant, en effet, que l'ensemble de la démarche engagée pour permettre l'adhésion de Tournai au parc naturel des Plaines de l'Escaut et particulièrement les 47 actions menées en 2017 en matière de mobilisation citoyenne, montrent l'intérêt pour le parc naturel d'étendre ses actions sur un territoire se trouvant en continuité avec ses caractéristiques et connaissant globalement les mêmes enjeux;

Considérant d'autre part qu'un certain nombre d'habitants, de collectifs et d'acteurs souhaitent participer sans délai aux dispositifs proposés par le parc naturel des plaines de l'Escaut;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver le projet de convention de partenariat visant à définir le contenu, les objectifs et les modalités d'actions et de collaboration entre le parc naturel des Plaines de l'Escaut et la Ville pour l'exercice 2018;

Considérant le plan d'action 2018 annexé à la présente convention et reprenant les actions qui seront menées par le parc naturel des Plaines de l'Escaut au cours de l'année 2018;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 2 voix contre;

## **DECIDE**

d'approuver les termes du projet de convention de partenariat visant à définir le contenu, les objectifs et les modalités d'actions du parc naturel des Plaines de l'Escaut sur le territoire de la Ville pour l'exercice 2018 :

### **"Entre**

La **VILLE DE TOURNAI** dont le siège social est établi au 52, rue Saint-Martin – 7500 Tournai.

Laquelle est ici dûment représentée par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction
- Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général

Ci-après dénommée «la ville de Tournai».

Et,

L'ASBL «**COMMISSION DE GESTION DU PARC NATUREL DES PLAINES DE L'ESCAUT**», association sans but lucratif constituée conformément aux dispositions de la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt-et-un relative aux associations sans but lucratif par acte sous seing privé en date du quatorze octobre deux mil onze tel que publié aux annexes du Moniteur belge du dix novembre deux mil onze sous le numéro 0840.684.746 dont le siège est établi au 31, rue des sapins – 7603 Bon-Secours.

Laquelle est ici dûment représentée par :

- Monsieur Pierre WACQUIER, Président
- Monsieur Reinold LEPLAT, Directeur

Ci-après dénommée «Parc naturel des Plaines de l'Escaut ou PNPE»

Toutes deux ci-désignées comme étant «Les Parties»

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV**

### **1. Exposé des motifs**

Une procédure d'extension du périmètre du parc naturel des Plaines de l'Escaut est en cours et se trouve en voie de finalisation.

Un avis définitif sur le dossier intitulé "Proposition motivée relative à une extension du périmètre du Parc naturel des Plaines de l'Escaut" en vue de permettre l'adhésion de l'entité communale de Tournai doit être remis par les conseils communaux des communes d'Antoing, Beloeil, Bernissart, Brunehaut, Péruwelz et Rumes, par IDETA, la commission de gestion du PNPE et par le conseil provincial du Hainaut au plus tard le 31 décembre 2017.

Sur cette base, le pouvoir organisateur du PNPE transmettra la demande de modification du périmètre au gouvernement wallon qui doit statuer dans les deux mois de la date de réception du dossier.

Les budgets wallons supplémentaires inhérents à la modification du périmètre du PNPE ne pourront être activés que lors de l'exercice qui suivra la date officielle de modification du périmètre, à savoir le 1er janvier 2019.

Les contractants souhaitent pouvoir engager des démarches partenariales en 2018 en préfiguration de l'adhésion officielle de Tournai au parc naturel des Plaines de l'Escaut. En effet, l'ensemble de la démarche engagée pour permettre l'adhésion de Tournai au PNPE et particulièrement les 47 actions menées en 2017 en matière de mobilisation citoyenne, montrent l'intérêt pour le PNPE d'étendre ses actions sur un territoire se trouvant en continuité avec ses caractéristiques et connaissant globalement les mêmes enjeux.

D'autre part, un certain nombre d'habitants, de collectifs et d'acteurs souhaitent participer sans délai aux dispositifs proposés par le PNPE.

Dans ce contexte, Tournai assurera dès 2018 le rôle de Ville-porte du parc naturel des Plaines de l'Escaut, au sens de la note produite par la fédération des parcs naturels de Wallonie (juillet 2015).

La convention de partenariat présentement conclue vise à définir le contenu, les objectifs et les modalités d'actions et de collaboration entre le parc naturel des Plaines de l'Escaut et la ville de Tournai pour l'exercice 2018.

## **2. Définition [1]**

«Conjuguer les efforts des urbains et des ruraux pour rendre la ville durablement habitable et la campagne durablement habitée».

«Une «ville-porte» est située en périphérie d'un parc naturel et entretient une complémentarité territoriale avec ce dernier. La proximité géographique et l'interdépendance entre les territoires doivent être démontrées pour appuyer la pertinence de la relation entre les deux entités. La relation entre le parc naturel et sa ville-porte est construite sur une complémentarité géographique, sociale, économique, et peut refléter une solidarité ville-campagne.

Le parc naturel entretient des relations privilégiées avec ce pôle de proximité. Des projets communs sont initiés dans le but d'établir un vrai partenariat avec des actions communes basées sur des objectifs définis dans une convention.

Les villes-portes sont membres de l'organisme de gestion du parc naturel et participent à son financement (...).

Le parc peut être amené ponctuellement à collaborer avec «sa» ville-porte pour impulser et animer des actions nécessaires au maintien de la qualité de son territoire. Les dispositions du plan de gestion du parc naturel ne sont pas directement applicables à la ville-porte située hors du territoire classé, mais ces partenariats peuvent alors donner lieu à des conventions.»

## **3. Objectifs du partenariat**

Le plan de gestion du parc naturel des Plaines de l'Escaut identifie les enjeux du territoire et les objectifs stratégiques et opérationnels à poursuivre pour la période 2013-2022.

De nombreux enjeux du parc naturel des Plaines de l'Escaut, en déclinaison des missions définies par le décret relatif aux parcs naturels, sont partagés par le territoire de la commune de Tournai.

Les objectifs à poursuivre s'inscriront notamment autour des thématiques suivantes :

- le développement local et les produits locaux
- la biodiversité et le paysage
- l'éducation et l'information des publics
- l'accompagnement des écoles

#### **4. Engagements du parc naturel**

En fonction des objectifs poursuivis, le parc naturel s'engage en application du point 3 à :

- mobiliser les moyens humains pour poursuivre les objectifs prévus par la convention;
- mettre en œuvre en 2018 un plan d'actions défini en annexe;
- adapter sa communication pour faire apparaître la ville de Tournai en tant que partenaire privilégié;
- intégrer et associer la ville de Tournai dans des projets en cours ou futurs.

#### **5. Engagement de la ville de Tournai**

La ville de Tournai s'engage à contribuer à la mise en œuvre des actions qui seront définies par rapport aux objectifs précisés au point 3. A cet effet, elle facilite la mise en relation des différents acteurs de son territoire (administrations, forces vives, forces politiques...) avec les acteurs du territoire du parc naturel.

D'autre part, la ville de Tournai s'engage à faire connaître et à promouvoir l'image du parc naturel à travers les différents acteurs de son territoire notamment à destination de ses habitants.

#### **6. Engagement financier**

Afin d'assurer la mise en œuvre des objectifs du partenariat et du programme d'actions 2018, l'engagement financier de Tournai contribuera au fonctionnement de la commission de gestion du parc naturel.

La contribution [2] s'élève à 2,00€ par habitant pour le territoire couvert par les 29 villages tournaisiens (= 76.872,00€) et 1,00€ par habitant pour le territoire couvert par l'ancienne commune de Tournai avant fusion (= 31.128,00€), soit un total de 108.000,00€.

#### **7. Comité d'accompagnement et suivi de la convention**

Les parties conviennent, dès après l'approbation de la présente convention, de constituer un comité d'accompagnement vis-à-vis duquel elles feront état de l'avancement du programme d'actions.

Ce comité sera composé :

- des représentants du parc naturel des Plaines de l'Escaut;
- des représentants de la Ville (collège et administration);
- des représentants d'IDETA en sa qualité de pouvoir organisateur;

Le comité désignera en son sein deux co-présidents dont les fonctions seront respectivement exercées par un représentant de la ville de Tournai et par un représentant du PNPE. Le comité désignera également un secrétaire-rapporteur chargé de dresser un procès-verbal des réunions, lequel sera adressé à chacun des membres au plus tard dans les quinze jours de calendrier suivant la date de tenue des réunions.



**8. Entrée en vigueur et durée de la convention**

La convention prend ses effets à la date du 1er janvier 2018 pour se terminer au 31 décembre 2018.

**9. Avenants**

La convention peut être complétée ou modifiée par un avenant recueillant l'accord écrit et signé des deux parties.

Fait à ....., le .....

En 2 exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties

**Pour la Ville de Tournai,**

Thierry LESPLINGART,  
Directeur Général

Paul-Olivier DELANNOIS,  
Bourgmestre faisant fonction

**Pour la Commission de Gestion,**

Reinold LEPLAT,  
Directeur

Pierre WACQUIER,  
Président

[1] Extrait de «**Ville-porte des parcs naturels**», fédération des parcs naturels de Wallonie, juillet 2015.

[2] Calculée sur base des chiffres de population au 1er janvier 2017.

**10. ASBL Bébé boulot (crèche). Statuts. Adhésion. Approbation.**

Monsieur le Bourgmestre empêché, **Rudy DEMOTTE**, se réjouit que la ville, seule ou en partenariat, soit parvenue à augmenter substantiellement l'offre d'hébergement en crèche. Cela mérite d'être souligné, selon lui.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le courrier du 7 août 2017 adressé par l'Agence Intercommunale de développement IDETA à la Ville de Tournai, libellé en ces termes :

«(...)

*Vous trouverez, ci-annexé, une mise à jour des statuts de l'ASBL Bébé Boulot.*

*En effet, dans un souci de bonne collaboration, nous proposons d'y associer les communes, disposant sur leur territoire d'une implantation de l'ASBL Bébé Boulot (Les P'tits Moulins – rue du Progrès, 11 à 7503 Froyennes), en tant que membre adhérent.*

*Dans ce cadre, vous serait-il possible de programmer ce point à l'ordre du jour de votre prochain conseil communal ?*

(...)»;

Vu les nouveaux statuts adoptés par l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 2017 par l'ASBL Bébé Boulot, joints en annexe au courrier précité;

Considérant qu'IDETA propose à la Ville d'être membre adhérent;

Considérant qu'en ce qui concerne les membres adhérents, ces nouveaux statuts prévoient que:

- les membres adhérents peuvent participer à l'assemblée générale (article 9), mais n'ont cependant pas le droit de vote (article 13);
- les statuts ne réservent pas l'attribution d'un mandat au sein du conseil d'administration à des représentants de la Ville (article 16);

Considérant que cette association sans but lucratif a pour objet social *«l'accueil et les soins aux enfants de 0 à 3 ans dont les parents travaillent, prioritairement, en horaires atypiques, et ce, grâce à des plages d'ouverture élargies»;*

Considérant que ce service d'accueil et de soins aux enfants est particulièrement utile pour la Ville, laquelle ne dispose que de deux crèches, dont la capacité totale d'accueil s'élève à 134 lits;

Considérant que la pénurie de places d'accueil pour la petite enfance est un problème récurrent en Belgique et que la Ville n'est pas à même d'offrir, à elle seule, un nombre de places suffisant aux enfants en âge de fréquenter la crèche;

Considérant que l'offre de l'ASBL Bébé Boulot pourrait contribuer à répondre à ce besoin spécifique d'intérêt public;

Considérant qu'il est précisé qu'en cas d'adhésion à cette ASBL, aucune intervention financière n'est à prévoir en termes de cotisation, car les statuts disposent, au titre IV relatif aux cotisations, article 8, que: *"Les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée ni à aucune cotisation. Ils apportent à l'association le concours actif de leurs capacités et de leur dévouement"*;

Considérant qu'en séance du 6 octobre 2017, le collège communal a décidé de répondre favorablement à la proposition d'IDETA et de marquer son accord de principe sur le fait d'acquiescer la qualité de membre adhérent, sous réserve de l'accord du conseil communal;

Vu l'article L3131-1 §4, 3°, du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

## **PREND CONNAISSANCE**

**des statuts de l'ASBL Bébé Boulot, dont les termes suivent :**

"Au terme de l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 2017, il a été acté que les statuts de l'association étaient intégralement abrogés pour être remplacés par la version suivante :

## **BÉBÉ BOULOT**

ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF

Quai Saint-Brice, 35

7500 TOURNAI - Arrondissement judiciaire du Hainaut, division Tournai

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT,

LE VINGT-NEUF JUIN,

Aux termes d'un acte passé sous seing privé, ont comparu :

### **TITRE I - DÉNOMINATION - DURÉE - SIÈGE SOCIAL.**

**Article 1** : l'association est dénommée : BEBE BOULOT, en abrégé B.B. BOULOT ASBL.

Elle a été constituée pour une durée illimitée en date du douze mars deux mil huit. Elle peut être dissoute à tout moment, sur décision de l'assemblée générale.

**Article 2** : son siège social est fixé au 35, quai Saint-Brice à 7500 TOURNAI, arrondissement judiciaire du Hainaut, division Mons.

Le conseil d'administration a le pouvoir de déplacer le siège dans tout autre lieu de la région de langue française et de s'acquitter des formalités de publication requises. L'assemblée générale ratifie la modification du siège dans les statuts lors de sa première réunion suivante. La création de sièges administratifs et de succursales peut être décidée par l'assemblée générale.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association mentionnent la dénomination de celle-ci précédée ou suivie immédiatement des mots «association sans but lucratif» ou du sigle «ASBL» ainsi que l'adresse de son siège et son numéro d'entreprise.

### **TITRE 2 - BUT - ACTIVITÉS**

**Article 3 : alinéa 1er** L'association a pour but tant en Belgique qu'à l'étranger :

#### **De manière générale**

L'accueil et les soins aux enfants de 0 à 3 ans dont les parents travaillent, prioritairement, en horaires atypiques et ce, grâce à des plages d'ouverture élargies. Cet accueil se fait à l'adresse du siège social susmentionné ou en tout autre siège d'exploitation désigné par le conseil d'administration. Sauf dérogation, cet objet doit être réalisé conformément aux normes légales de l'office de la naissance et de l'enfance (ONE). L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet.

### **Article 3 : alinéa 2 - ACTIVITES**

- L'association assumera, dans la perspective évoquée ci-avant, la fonction d'exploitant des crèches d'entreprise qui sont installées dans les parcs d'activité économique de Tournai Ouest, «ORIENTIS» (Ghislenghien), de la «Sucrerie» de Frasnes-lez-Anvaing et «QUALITIS» (Enghien) dont l'intercommunale IDETA est la dépositaire. Cette mission d'exploitation implique également l'exécution de tous actes administratifs devant être effectués afin de se conformer aux réglementations ONE. En outre, elle concourra aux diverses cellules de réflexion technique qui seront mises sur pied concernant tant la gestion courante des installations que leur conception.
- Elle peut, en outre, sous réserve des restrictions légales, faire toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à son but.
- L'association pourra s'intéresser directement ou indirectement par voie d'apport, de participation, d'alliance, de fusion, de souscription d'achat d'actions, d'obligations ou de tout autre titre ou autrement, dans toutes sociétés, syndicats, groupements ou entreprises existant actuellement ou à créer, qui auraient un but principal ou secondaire semblable, analogue ou connexe au sien, s'y rattachant directement ou indirectement, ou susceptible de favoriser, faciliter ou étendre la réalisation de son but.
- Ce but est réalisé par la création des structures nécessaires à cet accueil, dans le respect des normes et règlements de l'autorité publique.

L'association pourra également posséder en jouissance ou en propriété tout immeuble nécessaire ou utile à la réalisation de son but social.

L'association peut, par ailleurs, développer toutes les activités qui contribuent directement ou indirectement à la réalisation des buts non lucratifs précités en ce compris, dans les limites autorisées par la loi, des activités commerciales et lucratives accessoires, dont le produit sera de tout temps affecté intégralement à la réalisation desdits buts non lucratifs.

### **TITRE 3 - MEMBRES**

**Article 4** : l'association est composée de membres effectifs et adhérents dont le nombre n'est pas limité mais ne peut être inférieur à 3. Peut être membre, toute personne physique ou morale désireuse d'aider l'association ou de participer à ses activités dans le respect des statuts, du règlement d'ordre intérieur et de toutes décisions prises conformément à ceux-ci.

Au titre des présents statuts, l'association est composée de sept membres effectifs et de membres adhérents, subdivisés selon les catégories suivantes :

Membres effectifs «A» :

- Les trois vice-présidents de l'intercommunale IDETA
- Un membre du conseil d'administration d'IDETA
- Le directeur général d'IDETA

Membres effectifs «B» :

- La chambre de commerce et d'industrie de Wallonie picarde représentée par Monsieur Bernard Cornelus
- La fédération régionale du Hainaut occidental de la confédération des syndicats chrétiens de Belgique représentée par Madame Célestine Bocquet
- La fédération régionale de Tournai-Ath-Lessines de la fédération générale des travailleurs de Belgique représentée par Monsieur Gaëtan Vanneste

Membres adhérents qui sont les quatre communes au droit desquelles une crèche d'entreprise est installée :

- La Ville d'Ath
- La Ville de Tournai
- La Ville d'Enghien
- La commune de Frasnes-lez-Anvaing

Ces membres pourront s'adjoindre les services d'experts extérieurs spécialisés dans le domaine de l'accueil de la petite enfance, moyennant proposition faite à l'assemblée générale et approbation.

Concernant l'intercommunale IDETA, il est expressément prévu, aux titres des présents statuts, qu'elle s'acquittera d'une dotation annuelle de fonctionnement au bénéfice de l'association d'un montant plafonné à 300.000,00€.

**Article 5** : les demandes d'admission de nouveaux membres sont formulées par demande écrite adressée au conseil d'administration. Elles sont décidées souverainement à l'unanimité par le conseil d'administration.

**Article 6** : la démission, la suspension ou l'exclusion des membres se font de la manière déterminée par l'article 12 de la loi du 2 mai 2002.

Le conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi précitée, régulièrement mis à jour. Il peut être consulté par tous les membres au siège social.

Un double est déposé au greffe du tribunal de commerce de Mons-Charleroi - *section Tournai*.

**Article 7** : le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou les ayants droits d'un membre décédé n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes ni apposition de scellés, ni inventaire.

#### **TITRE IV - COTISATIONS**

**Article 8** : les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée ni à aucune cotisation. Ils apportent à l'association le concours actif de leurs capacités et de leur dévouement.

#### **TITRE V - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**Article 9** : l'assemblée générale est composée de tous les membres. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou, s'il est absent, par le vice-président ou à défaut, par le plus âgé des administrateurs présents.

**Article 10** : l'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi et les présents statuts.

Sont notamment réservés à sa compétence :

1. Les modifications aux statuts sociaux
2. La nomination et la révocation des administrateurs
3. L'approbation des budgets et comptes ainsi que la décharge à octroyer aux administrateurs.
4. La dissolution volontaire de l'association
5. Les exclusions de membres
6. La transformation de l'association en société à finalité sociale.
7. Le cas échéant, la nomination et la révocation des commissaires ainsi que la fixation de leurs rémunérations dans le cas où une rémunération est attribuée.
8. La décharge aux administrateurs et le cas échéant aux commissaires.

**Article 11** : Il doit être tenu, au moins, une assemblée générale chaque année, dans le courant du premier semestre. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée à tout moment par décision du conseil d'administration ou à la demande d'au moins un cinquième des membres. Dans ce dernier cas, à défaut de dispositions statutaires, le conseil d'administration convoque l'assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation. L'assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour suivant cette demande. Chaque réunion se tiendra aux jour, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

**Article 12** : l'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration par lettre ordinaire ou courriel adressé à tous les membres au moins huit jours avant la réunion. Elle est signée par un des administrateurs au nom du conseil.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation; toute proposition signée par au moins un vingtième des membres doit y figurer. Sauf cas prévus aux articles 8; 12; 20 et 26 quater de la loi, l'assemblée peut délibérer valablement sur les objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour.

**Article 13** : seuls les membres effectifs ont un droit de vote égal à l'assemblée générale, chacun disposant d'une voix. Les membres peuvent se faire représenter par un mandataire porteur de leur procuration, lui-même membre de l'association. Aucun membre ne peut se voir conférer plus d'une procuration.

**Article 14** : les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans les cas où la loi ou les présents statuts en disposent autrement. En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

**Article 15** : les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et un administrateur. Les procès-verbaux sont conservés au siège dans un registre ad hoc où tous les membres peuvent en prendre connaissance.

Toutes modifications aux statuts sont déposées au greffe du tribunal du commerce du Hainaut - division Tournai - sans délai et publiées par extraits aux annexes du Moniteur belge, comme dit à l'article 26 novies. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions d'administrateur.

## **TITRE VI - ADMINISTRATION**

**Article 16** : l'association est administrée par un conseil d'administration composé de 7 membres au moins nommés par l'assemblée générale parmi les membres. La durée et les dates de début et de fin des mandats sont calquées sur les dates et durées des mandats communaux wallons, mais sont en tout temps révocables par l'assemblée générale. Le nombre d'administrateurs doit, en tout cas, être toujours inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

**Quoi qu'il en soit, les membres de catégorie «A» doivent disposer d'un nombre d'administrateurs supérieurs d'une unité à ceux de la catégorie «B» au sein du conseil d'administration.**

**Article 17** : en cas de vacance d'un mandat, un administrateur peut être nommé par l'assemblée générale pour achever le mandat devenu vacant.

**Article 18** : le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assurées par le vice-président ou par le plus âgé des administrateurs présents.

**Article 19** : le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou du secrétaire. Il forme un collège et ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix, celle du président ou de son remplaçant étant, en cas de parité, prépondérante. Les procès-verbaux signés par le président et le secrétaire sont conservés dans un registre *ad hoc*.

**Article 20** : le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Sont seuls exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.

Il peut, notamment, sans que cette énumération soit limitative et sans préjudice de tous autres pouvoirs découlant de la loi ou des présents statuts, faire et passer tous actes et tous contrats, transiger, compromettre, acquérir, échanger, vendre tous biens meubles ou immeubles, hypothéquer, emprunter, conclure des baux de toute durée, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, renoncer à tous droits, conférer tous les pouvoirs à des mandataires de son choix, associés ou non, représenter l'association en justice, tant en défendant qu'en demandant.

Il peut nommer et révoquer le personnel de l'association, toucher et recevoir toutes sommes et valeurs, retirer toutes sommes et valeurs consignées, ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations et notamment tout retrait de fonds par chèque, ordre de virement et de transfert ou de tout autre mandat de paiement, prendre en location tout coffre de banque, payer toutes sommes dues par l'association, retirer de la poste, de la douane, de la société des chemins de fer, les lettres, télégrammes, colis, recommandés, assurés ou non, encaisser tout mandat-poste ainsi que toutes assignations ou quittances postales.

Il peut renoncer à tous droits contractuels ou réels ainsi qu'à toutes garanties personnelles ou réelles, donner mainlevée, avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies ou autre empêchement, exécuter tous jugements, transiger ou compromettre.

**Article 21** : le conseil d'administration nomme et destitue, soit par lui-même, soit par délégation, tous les agents, employés et membres du personnel de l'association. Il détermine leurs occupations et leurs rémunérations.

**Article 22** : le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec usage de la signature afférente à cette gestion à un secrétaire général choisi parmi les membres de l'association ou en dehors. Il fixe ses pouvoirs.

Seul le secrétaire général de l'association assiste aux réunions du conseil d'administration. Il dispose d'une voix purement consultative, mais éclaire les membres du conseil d'administration sur les orientations stratégiques et financières prises par l'association.

S'il est nommé un secrétaire général adjoint, celui-ci est désigné préférentiellement au sein du conseil d'administration. A défaut d'en être membre, celui-ci n'assiste pas aux réunions du conseil d'administration.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions de la personne déléguée à la gestion journalière sont déposés au greffe du tribunal du commerce du Hainaut - division Tournai - sans délai et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge.

**Article 23** : toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration qui veillera à s'y faire représenter par un délégué spécial.

**Article 24** : les actes, qui engagent l'association, autres que ceux de la gestion journalière, sont signés, sauf délégation spéciale du conseil d'administration, par le président ou deux administrateurs qui n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis à vis de tiers.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du tribunal de commerce du Hainaut - division Tournai - sans délai et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge.

**Article 25** : les administrateurs, la personne déléguée à la gestion journalière ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association exercent leur mandat à titre gratuit, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Ils ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de leur mandat.

## **TITRE VII - DÉLÉGATION JOURNALIÈRE**

**Article 26** : la gestion journalière de l'association est confiée à un secrétaire général qui devra obligatoirement être le fondé de pouvoir en charge de la direction et ayant dans ses attributions le service aux entreprises au sein de l'IDETA, étant entendu que l'exploitation d'un réseau de crèches d'entreprise situées dans les zones d'activités de l'IDETA concourt à la délivrance de services auxiliaires aux entreprises situées dans ces mêmes zones d'activités. Sa mission se limite à préparer les travaux du conseil d'administration et de l'assemblée générale et à veiller à assurer la marche des affaires sociales au jour le jour, en posant les actes matériels d'exécution des décisions du conseil d'administration nécessaires à la vie quotidienne de l'association.

Les actes de gestion journalière sont valablement signés par lui avec le contreseing du président.

Sur délégation spéciale du conseil d'administration, un responsable des encaissements et flux financiers sera également nommé afin d'épauler le secrétaire général dans sa gestion journalière. Cette personne devra obligatoirement être la personne fondée de pouvoir de l'IDETA en charge des services financiers et de la comptabilité. Elle veillera également à la bonne allocation de la dotation mentionnée sous l'article 4, dernier alinéa.

**Article 27** : les actions en judiciaire, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration, poursuite et diligence du président. Le conseil d'administration peut nommer l'un de ses membres pour le représenter en justice.

## **TITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES.**

**Article 28** : un règlement d'ordre intérieur sera présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Toutefois, celle-ci pourra y apporter des modifications en statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

**Articles 29** : l'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation du conseil d'administration dans les six premiers mois suivant l'année civile de référence écoulée et publiés à la banque nationale belge.

**Article 30** : en cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social. Celle-ci devra obligatoirement être faite en faveur d'une association à finalité similaire.

Toutes les décisions relatives à ce qui précède sont déposées au greffe du tribunal du commerce de Tournai et publiées aux annexes du Moniteur belge.

**Article 31** : tout ce qui n'est pas prévu expressément aux présents statuts est réglé par la loi régissant les associations sans but lucratif.

**Article 32** : les présents statuts et leur application sont régis par le droit belge et, plus particulièrement, par la loi du 27 juin 1921, modifiée par la loi du 2 mai 2002 relative aux associations sans but lucratif, aux associations internationales sans but lucratif et les fondations, laquelle a été publiée aux annexes du Moniteur belge du 18 octobre 2002.

Tous litiges pouvant survenir dans le cadre de la mission sociale menée par l'association ou étant relatifs à l'interprétation des présents statuts relèvent de la compétence exclusive des tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - division Tournai.

Réunis en assemblée générale de ce vingt-neuf juin deux mil dix-sept, les membres présents confirment à l'unanimité les administrateurs suivants et dont les pouvoirs s'exerceront jusqu'à l'assemblée générale à tenir obligatoirement en juin deux mil dix-neuf qui suivra le renouvellement des instances IDETA :



Le conseil d'administration aussitôt réuni confirme les fonctions de :

- Président : Monsieur Benoît Deschamps
- Administrateur : Madame Florine Pary-Mille
- Administrateur : Monsieur Roger Vanderstraeten
- Administrateur : Monsieur Roby Van Daele
- Administrateur : Madame Célestine Bocquet
- Administrateur : Monsieur Bernard Cornelus
- Administrateur : Monsieur Gaëtan Vanneste

Leur mandat sera exercé à titre gratuit.

Le conseil d'administration a par ailleurs désigné en qualité de :

- Secrétaire général : Christophe BONCHOUX

Le mandat de secrétaire général sera exercé à titre gratuit.

#### Délégation de pouvoirs spéciaux :

Tous pouvoirs spéciaux sont conférés à tout guichet d'entreprises agréé et/ou aux gérants et/ou à toute(s) personne(s) désignée(s) par les gérants de la société pour remplir les formalités postérieures à la constitution, notamment toutes formalités requises pour l'inscription de la société auprès de la banque carrefour des entreprises (BCE), l'ouverture de comptes bancaires et, en général, toutes formalités nécessaires ou utiles auprès de toutes administrations ou autres personnes permettant à la société d'entamer ses activités, et ce, avec pouvoir de subdélégation.

Mandat spécial relatif aux formalités requises pour l'inscription de la société à la banque carrefour des entreprises, au dépôt des présents statuts auprès du tribunal de commerce ainsi que l'immatriculation de l'association auprès de l'administration de la TVA, est conféré à Monsieur Christian PARADIS, Directeur adjoint du département finance et salarié de l'intercommunale IDETA domicilié à 7301 HORNU, rue des Warquignies, 23.

Mandat spécial relatif à la gestion financière des flux financiers est également conféré à Monsieur Christian PARADIS, Directeur adjoint du département finance et salarié de l'intercommunale IDETA domicilié à 7301 HORNU, rue des Warquignies, 23.";

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

d'acquérir la qualité de membre adhérent à l'ASBL Bébé Boulot.

**11. Revitalisation urbaine dite «TechniCité. Quartier Saint-Piat ». Convention exécution avec la Région wallonne. Approbation.**

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"On se réjouit de l'obtention de ces subsides. Nous avons néanmoins une question concernant une autre demande de subsides introduite pour verduriser l'espace public. Cette demande n'a pas été acceptée, je crois. Du coup, on voulait s'assurer que ce qui est prévu dans le projet, le verger et le potager, serait quand même réalisé. Une demande de subsides de 30.000,00€ avait été introduite auprès du Ministre DI ANTONIO."

Le **président** d'assemblée répond comme suit :

"Apparemment, on n'a pas encore de réponse à cette demande. A moins qu'on ne parle pas de la même chose ?"

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, fait état d'informations communiquées dans un reportage diffusé par NO TELE à ce sujet.

Le bourgmestre empêché, **Rudy DEMOTTE**, intervient ensuite :

"Je voudrais revenir sur ce dossier. C'est un beau dossier de requalification urbaine. Sa mise en oeuvre n'aurait pas été possible sans différents intervenants.

Je voudrais remercier la conseillère communale Coralie LADAVID pour son investissement avec les comités de quartier à partir d'un projet qui, au départ, avait un contour relativement administratif. La démarche était celle-ci : le quartier a besoin d'une requalification. On n'en a pas les moyens. Pour les trouver, on se tourne vers le plan Marshall. S'agissant d'un projet de requalification économique, on dit qu>IDETA pourrait en devenir le promoteur.

A l'époque, j'étais décideur wallon. J'ai été invité à participer aux réunions. Mon attention a été attirée sur le fait qu'on voulait imposer une vision des choses purement économique alors qu'il y a une vie de quartier, et qu'une réflexion avait été menée depuis longtemps à ce sujet. J'ai constaté que d'un côté, il y avait des moyens financiers et de l'autre, une dynamique. Ne pouvait-on pas marier les deux ?

C'est de là que c'est parti. Je voudrais à présent revenir sur des éléments plus fondamentaux.

Au total, ce projet mobilise des moyens considérables. Pour IDETA, c'est 10.600.000,00€.

La ville de Tournai va contribuer à hauteur de 1,6 million d'euros. Les partenaires privés vont investir au total près de 6,8 millions. A l'instar des crèches, la mobilisation de différents acteurs privés et publics permet cette concentration. Je pense que c'est un très bon signal.

Nous avons ainsi reconstruit la ville sur la ville. Nous sommes dans une logique d'urbanisation ou de ré-urbanisation intéressante. Ce ne sera pas seulement de l'activité économique; ce sera aussi du logement et pas seulement du logement haute ou moyenne gamme. Nous allons proposer la mixité. Ce seront aussi des services à disposition des citoyens. Je rappelle que dans une logique de domino, on a dû déménager la piscine, comme le skate park y était hébergé, il a fallu trouver des solutions alternatives pour le reloger. Avec une autre logique participative, on a lancé le nouveau skate park qui est réalisé aujourd'hui. Cette démarche est vertueuse. Elle mérite selon moi d'être soulignée.

A propos de la verdurisation, des projets ont été retenus par le Gouvernement wallon, encore très récemment. Ce sont des projets qui ont trait à des soutiens d'expériences pilotes. Je songe notamment au fait qu'avec la ville de Tournai, on a reçu un soutien de 4.500,00€ pour le festival des 48 heures d'agriculture urbaine de la transition écologique, soutenue par le Ministre DI ANTONIO.

Je voudrais mettre aussi en exergue le travail de Tony ROUPIN qui a été un pionnier et qui, dans son sillon, attire beaucoup de jeunes et de moins jeunes passionnés de ce type de démarche environnementale."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la note de motivation établie le 17 novembre 2017 par le service urbanisme, reprise ci-après :

"Considérant le programme stratégique transversal approuvé le 27 janvier 2014, qui est l'outil visant à opérationnaliser le programme de politique communale, stipule comme action prioritaire : "Mettre en œuvre des microzones d'activités urbaines";

Considérant que, dès lors, le projet TechniCité ayant pour objet de renforcer l'accueil des entreprises sur le territoire de la Ville intègre parfaitement l'objectif fixé dans le cadre de ce plan;

Considérant que le gouvernement wallon a approuvé le périmètre de remembrement urbain (PRU) relatif au quartier Saint-Piat visant à requalifier 10.000 m<sup>2</sup> de chancre industriel, à l'emplacement de l'ancien site de LA TECHNIQUE ÉLECTRIQUE INDUSTRIELLE (T.E.I.) et de l'ancienne piscine Madame;

Considérant qu'en décembre 2010, l'agence intercommunale de développement (IDETA) a obtenu, dans le cadre du plan MARSHALL 2.vert, des crédits visant à prendre en charge une partie des aménagements liés au projet TechniCité;

Considérant qu'il a été préconisé de lancer avec l'agence de développement territorial (IDETA), un marché de travaux comprenant plusieurs lots, tels que : hall relais (IDETA), réseau de chaleur (IDETA), piscine Madame/futur roller park (Ville), chauffage urbain (ELSA SA) et propriétés privées : CROIX ROUGE et maison médicale LE GUÉ;

Considérant que l'objectif est d'assurer la cohérence et la qualité du projet, et ce, dans le respect du PRU;

Vu sa décision du 16 décembre 2014 de désigner l'agence de développement territorial (IDETA) comme organe qui interviendra au nom de la Ville en qualité de pouvoir adjudicateur de l'ensemble des marchés publics inhérents au projet "TechniCité" et de confier à celle-ci, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour la mise en œuvre d'une procédure de revitalisation urbaine liée aux travaux d'aménagement des espaces publics;

Considérant que cette convention a pour objet de déterminer, conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, les droits et obligations des parties, dans le cadre du marché conjoint de travaux dénommé "projet Techni CIté";

Vu la convention signée en conséquence par les parties le 20 mars 2015;

Vu le lancement de la procédure d'appel d'offres restreint;

Vu la décision du conseil d'administration de l'intercommunale IDETA du 14 avril 2016, notamment :

- d'attribuer le marché à l'entreprise KUMPEN (n° TVA 419.914.978) sise PAE de Martinrou, rue du Rabiseau, n° 3 à 6220 Fleurus, au montant de 9.359.857,70€ hors TVA, soit 7.844.369,91€ hors TVA pour IDETA et 1.515,497,79€ hors TVA pour la Ville, soit 11.325.439,92€ TVA comprise, afin qu'elle l'exécute, conformément aux conditions contractuelles communément convenues;
- de notifier officiellement la décision à l'entreprise KUMPEN, dès accord de la tutelle;

Vu la notification de l'agence de développement territorial (IDETA) à Kumpen, par courrier du 20 juin 2016;

Attendu que sur le périmètre de l'ancienne piscine Madame, il a été convenu d'introduire un dossier de revitalisation urbaine pour les travaux d'aménagement des espaces publics P5 et des voiries adjacentes;

Vu, de fait, l'article 172 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP);

Vu la décision du conseil communal du 27 juin 2016, avec avis positif du directeur financier du 9 juin 2016, rendu conformément à l'article L1124-40 § 1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

1. d'approuver le périmètre de revitalisation urbaine délimité par la rue Madame, l'impasse Dewasmes et l'intérieur de l'îlot avec le site de l'ancienne piscine Madame;

2. d'approuver le projet de convention (mis en annexe) entre la Ville et la société KUMPEN.";

Considérant qu'en même séance, le conseil communal a sollicité des subsides régionaux;

Considérant qu'en date du 16 novembre 2017, le service public de Wallonie (département de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme) a transmis un projet de convention réglant les modalités d'exécution de l'arrêté ministériel de subvention pour la réalisation de l'opération de revitalisation urbaine dite «TechniCité — Saint-Piat», aux fins d'examen et aux termes duquel l'accord de principe du collège communal est sollicité et ultérieurement l'approbation du conseil communal;

Considérant qu'en séance du 24 novembre 2017, le collège communal a pris la décision de principe de marquer son accord sur ce projet de convention et qu'il appartient aujourd'hui au conseil communal de l'approuver;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 02/12/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DÉCIDE :**

d'approuver le projet de convention exécution 2017 de l'arrêté ministériel pour la réalisation de l'opération de revitalisation urbaine dite «TechniCité-Saint-Piat» stipulant :

«Entre la Région wallonne, représentée par Madame la Ministre ayant la revitalisation urbaine dans ses attributions, ci-après dénommées "la Région" et "la Ministre",  
de première part,  
et la ville de Tournai, représentée par son collège communal, ci-après dénommée "la Ville",  
de seconde part,

**IL A ETE CONVENU :**

#### Préambule

Le présent document accompagne et précise l'arrêté du ..... octroyant une subvention à la Ville pour l'opération de revitalisation urbaine dite "TechniCité — quartier Saint-Piat".

**Article 1er : objet**

La Ville procède à la réalisation des études, des travaux d'aménagement ou d'équipement des voiries et des cheminements et de l'aménagement de l'espace public végétalisé.

Le coût total des travaux est estimé à 948.876,45€ hors TVA, soit 1.148.140,50€ TVA comprise arrondi à 1.149.000,00€ TVA comprise.

**Article 2 : missions détaillées**

La Ville s'engage à

- conclure un marché de travaux dans les deux mois de l'accord de la région sur l'attribution du marché;
- introduire la demande de liquidation de la subvention relative au décompte final des travaux dans les quatre mois de leur réception provisoire

À défaut, la Ville perd le bénéfice des subventions à valoir sur les travaux non encore adjugés, sauf si le retard est imputable à la Région ou si, suite à des circonstances exceptionnelles, la Région accorde à la Ville une prolongation de délai.

Les documents d'attribution du marché sont soumis à l'accord de l'administration.

La Ville s'engage à prendre en charge les sommes dépassant le montant fixé à l'article 1er de l'arrêté précité, notamment en ce qui concerne les travaux supplémentaires prévisibles ou non indispensables ainsi que les travaux manifestement sous-évalués.

**Article 3 : obligations des parties**

La Région procède à l'engagement financier préalablement à la notification de la convention à la Ville. L'engagement porte sur le programme précisé à l'article 9.

La Ville fournit à la Région :

1. tous les documents devant être soumis à approbation de la Région, ou que l'administration jugera utile de réclamer;
2. tous les éléments techniques et comptables nécessaires à la détermination de la réalité du financement privé, en particulier :
  - le relevé des dépenses investies présenté sous forme :
    - soit du tableau récapitulatif de l'investissement de la personne de droit privé appuyé par les pièces comptables y relatives;
    - soit de sa comptabilité analytique appuyée des pièces justificatives (factures...)
  - l'approbation par la Ville desdits documents émanant de la personne de droit privé (cette approbation consistant essentiellement en la vérification de la concordance entre l'investissement annoncé par la personne de droit privé et l'investissement réalisé par elle.

Ces éléments sont communiqués lors de la demande d'accord sur l'attribution du marché et lors de toute demande de versement de la subvention régionale.

L'utilisation privative de l'espace public est soumise à l'accord de la Région.

**Article 4 : subventions**

La subvention couvre le montant des acquisitions, des travaux et des honoraires tous frais et taxes compris.

Elle est estimée au montant de 1.149.000,00€.

Elle sera cependant plafonnée conformément au principe énoncé à l'article D.V.13., § 4, du Code du développement territorial et au montant forfaitaire de 1.250.000,00 € en vertu des dispositions de l'article 19 du décret du 12 juillet 2017 contenant le premier feuillet d'ajustement budgétaire des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017.

La Ville est tenue de solliciter toutes les subventions pouvant être octroyées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires.

**4.1. Travaux**

La subvention est calculée sur base du montant de l'adjudication, majoré des révisions contractuelles et des taxes, ainsi que les montants relatifs aux décomptes reconnus imprévisibles au moment de l'attribution du marché.

**4.2. Honoraires**

Pour les frais d'honoraires d'auteur de projet, la subvention est calculée conformément aux barèmes fixés par l'ordre des architectes et par la fédération des associations belges d'ingénieurs.

**Article 5 : états d'avancements**

En cas de réalisation des travaux relatifs à l'investissement privé préalablement à ceux relatifs à l'espace public, la Région s'engage à payer la subvention dès qu'elle aura constaté que les travaux à réaliser par le privé ont bien atteint le stade irréversible tel que défini à l'article 2.2. de la présente convention.

En cas de réalisation des travaux relatifs à l'espace public préalablement à ceux relatifs à l'investissement privé, avec cautionnement, la Région s'engage à payer la subvention au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La subvention est liquidée comme suit :

- des acomptes sont liquidés au fur et à mesure de l'introduction des états d'avancement à concurrence de 90% du montant de l'intervention de la Région pour le premier cas, ou du cautionnement pour le deuxième cas, calculée sur base de la soumission;
- après accord de la Région, le solde réajusté sur base du décompte final est liquidé.

**Article 6 : contrôle**

L'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions est applicable à la présente convention.

La Ville s'engage à respecter scrupuleusement les dispositions légales relatives au marché public, à faire exécuter et surveiller consciencieusement les travaux de manière à éviter les retards ou les surcoûts inutiles et enfin à poursuivre l'opération jusqu'à son terme dans la mesure où les crédits nécessaires sont mis à disposition par la Région.

À défaut pour la Ville de respecter les obligations mises à sa charge en exécution de la présente convention et des articles D.V.13. et D.V.19. du Code du développement territorial, tel que modifié, et les articles R.V. 13-1 à 13.6. de l'arrêté du gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code précité, la Région se réserve le droit de ne pas libérer ou de récupérer tout ou partie du montant des subsides alloués, adapté en fonction de l'indice des prix à la consommation.

**Article 7 : relation entre les parties**

La correspondance relative au présent arrêté et à sa convention et destinée à la Région wallonne est adressée à la direction générale opérationnelle 4 direction de l'aménagement opérationnel, rue des Brigades d'Irlande, 1, 5100 Jambes.

**Article 8 : incompatibilités.**

Toute clause de la présente convention incompatible avec une disposition décrétable ou réglementaire est réputée non écrite, que cette disposition existe au moment de sa signature ou lui soit postérieure, à moins que des dispositions transitoires n'en décident autrement.

**Article 9 : descriptions des travaux**

Les travaux relatifs à la présente convention concernent l'aménagement d'équipements des voiries et cheminements et l'aménagement de l'espace public végétalisé.

Le coût total des travaux est estimé à 948.876,45€ hors TVA, soit 1.148.140,50€ TVA comprise arrondi à 1.149.000,00€ TVA comprise.»;

\* Le hub créatif est un espace qui joue la fonction de “concentrateur” où se retrouvent des personnes ou des structures, qui ont la capacité d'inventer, d'imaginer, de réaliser quelque chose.

\*\* Un fab lab (contraction de l'anglais fabrication laboratory, “laboratoire de fabrication”) est un tiers-lieu de type makerspace cadré par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et la FabFoundation en proposant un inventaire minimal permettant la création des principaux projets fab labs, un ensemble de logiciels et solutions libres et open-sources, les Fab Modules, et une charte de gouvernance, la Fab Charter.

**12. Audits énergétiques. Convention in house avec l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE). Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant les objectifs ambitieux en termes d'économie d'énergie pour les communes signataires de la convention des maires;

Considérant le chapitre de la déclaration de politique régionale 2014-2019 consacré à l'énergie, dont 2 des objectifs sont l'utilisation rationnelle et durable de l'énergie et le développement des énergies renouvelables;

Considérant la volonté de la Ville de faire procéder à des audits énergétiques de ses bâtiments;

Considérant les arrêtés du Gouvernement wallon (AGW) du 15 mai 2014 et du 18 décembre 2014, portant exécution du Décret du parlement wallon du 28 novembre 2013, relatif à la performance énergétique des bâtiments et dont certaines obligations et échéances sont :

- l'entrée en vigueur des exigences NZEB pour les bâtiments occupés par une autorité publique (1er janvier 2019);
- des exigences accrues pour les systèmes de chauffage, ventilation etc. en cas de rénovation;
- l'obligation d'affichage du certificat dans les bâtiments occupés par une autorité publique et fréquemment visités par le public (>250 m²);

Considérant l'expertise de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) en matière d'efficacité énergétique du bâtiment, des systèmes énergétiques et dans la production d'énergie renouvelable;

Considérant qu'IPALLE est, conformément aux articles 3 et 4 de ses statuts, active dans la gestion rationnelle de l'énergie;

Considérant que cette mission comprend la réalisation de prestations de conseils à l'avantage des communes associées ou de toute autre instance publique;

Considérant qu'IPALLE peut, dans ce cadre, accepter toutes missions de gestion de patrimoine immobilier, de gestion énergétique des bâtiments pour le compte de ses communes associées;

Considérant que ces prestations seront financées dans le cadre du droit de tirage dont dispose la Ville au sein d'IPALLE;

Vu la tarification des prestations d'IPALLE adoptée par son comité sectoriel recherche et développement (R&D) en date du 24 octobre 2017 et jointe en annexe à la présente convention;

Vu l'article 30 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et au contrôle «in house» entre deux entités publiques;

Considérant que les conditions exigées par cet article sont rencontrées entre IPALLE et la Ville dès lors que :

1. la Ville exerce sur IPALLE un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services;
2. plus de 80 % des activités d'IPALLE sont exercées dans le cadre de l'exécution des tâches qui lui sont confiées par les pouvoirs adjudicateurs qui la contrôlent;
3. IPALLE ne comporte pas de participation directe de capitaux privés, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage requises par les dispositions législatives nationales, conformément aux traités, et qui ne permettent pas d'exercer une influence décisive sur la personne morale contrôlée;

Considérant en effet que la participation de capitaux privés au sein d'IPALLE est limitée aux seuls secteurs d'activités (C "PME" et B "Déchets hospitaliers") portant sur le traitement des déchets industriels banals dans le respect de l'article 5 bis du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et qui précise : *"une personne morale de droit public ne peut prétraiter, valoriser ou éliminer des déchets industriels que dans le cadre d'un partenariat avec une personne de droit privé."*;

Considérant que les services d'audit énergétique sont organisés au sein du secteur «E» d'IPALLE dont l'objet est la réalisation, en faveur de ses associés, de tous travaux et services en lien avec l'objet social et les missions de l'intercommunale;

Considérant que ce secteur, auquel la Ville est affilié, est détenu à 100% par des autorités publiques;

Considérant qu'en l'occurrence, les conditions d'une relation "in house" entre la Ville et IPALLE sont remplies;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DECIDE**

d'approuver le projet de convention "in house" avec l'intercommunale Intercommunale de gestion de l'environnement (intercommunale de gestion de l'environnement), portant sur l'audit énergétique de bâtiments et dont les termes suivent:



**Entre :**

**d'une part,**

**La Ville de TOURNAI**, représentée par **Monsieur Thierry LESPLINGART**, Directeur général et **Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS**, Bourgmestre faisant fonction, en exécution d'une délibération du conseil communal du 18 décembre 2017,

Ci-après appelée "la commune" ou «la ville»

**Et d'autre part**

**IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement)**, ayant son siège social à 7503 Froyennes, chemin de l'eau vive n°1,

Inscrite à la banque carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0216.881.904,

Valablement représentée d'après ses statuts par Monsieur Gonzague DELBAR, Directeur général, et Madame Ludivine DEDONDER, Présidente,

Ci-après appelée «IPALLE»

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 – Objet**

La Ville confie à IPALLE, la mission de procéder, aux conditions spécifiées dans la présente convention, à l'audit énergétique de bâtiments.

### **Article 2 – Durée du contrat**

Le présent contrat prend cours le 1er janvier 2018 et est conclu pour une durée d'une année renouvelable aux conditions suivantes :

- Avant l'expiration de la première année du contrat, les parties procéderont à son évaluation.
  - Le rapport d'évaluation sera soumis au collège communal lequel décidera de la suite à donner au présent contrat.
  - Le cas échéant, le collège communal notifiera à IPALLE, sa décision de renouvellement.
- Si, à l'expiration de la première année, le contrat est renouvelé selon la procédure qui précède, le renouvellement pour les années ultérieures s'opérera tacitement, à défaut dans le chef de l'une des parties, d'y avoir mis fin moyennant préavis de 1 mois.

### **Article 3 - Modalités d'exécution**

#### **3.1. Prestations visées**

Les missions d'audit énergétique comprennent les prestations suivantes :

- audit énergétique
- étude thermographique
- cadastre énergétique
- comptabilité énergétique
- mission de responsable peb et d'auteur d'étude de faisabilité
- mission de conseil pour mise en œuvre d'installation de production d'énergie renouvelable
- assistance à maîtrise d'ouvrage /délégation à maîtrise d'ouvrage / suivi de chantier dans le cadre de travaux d'amélioration énergétique d'un bâtiment

#### **3.2. Commandes**

L'audit de chaque bâtiment fera préalablement l'objet d'une commande spécifique de la Ville à IPALLE sur base d'une offre établie conformément à l'article 4.2. ci-dessous.

## **Article 4 - PRIX**

### **4.1. Prix**

Les prestations d'IPALLE seront rémunérées conformément à la tarification adoptée par son comité sectoriel R&D en date du 24 octobre 2017, et jointe en annexe à la présente convention

### **4.2. Offre**

Pour chaque commande, IPALLE établira une offre spécifiant :

- les missions et le périmètre visés
- le prix établi pour le bâtiment, objet de la commande établi sur base de la tarification visée au point 4.1.
- le délai de réalisation de la mission

## **Article 5 - PAIEMENTS – DROIT DE TIRAGE**

Le paiement des prestations réalisées par IPALLE s'effectuera préférentiellement – par prélèvement sur le droit de tirage dont dispose la Ville au sein de l'intercommunale – après approbation et réception de chaque mission par la commune.

La Ville et IPALLE conviennent, lors d'une commande des modalités de financement, que l'utilisation du droit de tirage reste prioritaire.

## **Article 6 – Cession de la convention**

En aucun cas, l'une des parties ne pourra céder à un tiers tout ou partie de la présente convention ou des droits et/ou obligations tirés de la présente convention.

## **Article 7 – Responsabilité - Assurances**

IPALLE dispose d'une police d'assurance accidents corporels et d'une police d'assurance de responsabilité civile, couvrant toutes activités visées par le présent contrat.

L'assurance responsabilité civile prévoit une intervention d'au moins 1.000.000,00€ pour les dommages corporels et 1.000.000,00€ pour les dommages matériels et immatériels.

Les polices souscrites ne pourront être ni suspendues ni résiliées et les couvertures qu'elles portent ne pourront être diminuées qu'avec effet à partir du quinzième jour qui suit la signification, par lettre recommandée, de l'assureur à la Ville de l'un de ces trois événements.

La Ville pourra à tout moment demander à IPALLE la preuve de l'existence de la police dont question ci-dessus et de l'étendue des couvertures qu'elle accorde.

## **Article 8 – PERSONNES DE CONTACT**

Les personnes de contact pour l'exécution du présent contrat sont :

- Pour la Ville : Kevin DESCHAMPS - Architecte
- Pour IPALLE : Hélène BOSSUT - Ingénieur

## **Article 9 - Divers**

### **9.1. Intégralité de l'accord**

Les parties conviennent expressément que la présente convention contient l'intégralité de l'accord intervenu entre parties et relatif à l'objet décrit. Ainsi, notamment la correspondance, les négociations ou propositions et tous autres documents préalables au présent accord sont considérés comme étant inexistantes.

### **9.2 Modification de l'accord**

Toute modification ultérieure de la convention et tout avenant ou nouvelle convention en lien avec le présent contrat seront uniquement valables s'ils sont stipulés expressément et par écrit par les deux parties. Aucune des parties ne pourra (notamment) se prévaloir d'une modification verbale ou tacite de la convention ou de l'existence d'un avenant ou nouvel accord verbal ou tacite.

### **9.3. Titres**

Les titres des clauses et paragraphes de la présente convention sont à titre indicatif uniquement et ne doivent pas influencer sur leur interprétation.

### **9.4. Renonciation**

Toute renonciation à un droit quelconque découlant du présent contrat devra être expressément constatée dans un écrit émanant de la partie qui renonce à ce droit. Aucune partie ne pourra notamment se prévaloir d'une renonciation verbale ou tacite de l'autre partie à un droit découlant du présent contrat.

### **9.5. Nullité d'une clause**

La nullité ou la caducité d'une clause du présent contrat n'affectera pas la validité des autres clauses sauf si cette clause constitue un élément essentiel de l'accord intervenu entre les parties.

En cas de nullité/caducité d'une clause, les parties s'engagent à négocier de bonne foi la conclusion d'une nouvelle clause qui poursuivra le même objectif que la clause nulle/cadue et aura, dans toute la mesure du possible, des effets équivalents, afin de rétablir l'équilibre contractuel.

## **Article 10 - Droit applicable et juridiction compétente**

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige naissant dans le cadre ou à l'occasion de la présente convention sera soumis exclusivement aux cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - section Tournai.

Fait à Tournai, le ....., en deux exemplaires, chacune des Parties reconnaissant avoir reçu le sien.

POUR IPALLE,  
Gonzague DELBAR,  
Directeur général

Bastien MARLOT,  
Vice-président

POUR LA VILLE,  
Thierry LESPLINGART,  
Directeur général

Paul-Olivier DELANNOIS,  
Bourgmestre faisant fonction."

**13. Tournai, rue des Corriers. Maison de l'habitat. Convention type de prêt de locaux au profit de partenaires ponctuels. Approbation.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"N'oublions pas qu'au-delà du prêt de locaux, c'est un vrai projet co-construit avec l'ensemble des partenaires. C'est un service de la ville, il est vrai, mais qui n'aurait pas vu le jour sous cette forme sans la collaboration très active d'associations. Ce projet, au-delà d'être un guichet unique, a l'ambition d'œuvrer pour l'accès au logement pour tous."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la convention entre IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) et la Ville définit les modalités de location du bâtiment sis à Tournai, rue des Corriers, 12, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section E, n° 270F, d'une contenance de 4a 37ca, afin d'y installer la Maison de l'habitat, et que cette dernière a été signée le 26 octobre 2016, et ce, conformément à la délibération du conseil communal du 27 juin 2016;

Considérant qu'en séance du 26 juin 2017, le conseil communal a approuvé le projet de convention de partenariat relatif aux conditions et modalités de la coopération entre les partenaires du projet pilote de la Maison de l'habitat;

Considérant, pour rappel, que la Maison de l'habitat est un projet pilote créé par la Ville dans le cadre de son programme stratégique transversal comme action à mener en vue de poursuivre la stratégie entamée en matière de logement;

Considérant qu'il s'agit d'un service communal et d'une "plateforme centralisant l'information et l'aide au public en matière de logement" et devant permettre, à moyen terme,

"d'appréhender de manière plus globale la question du logement, d'offrir une meilleure visibilité du marché immobilier et d'en cerner plus spécifiquement les besoins, de mutualiser les énergies, de rationaliser les actions et de mieux coordonner les projets menés par les pouvoirs publics en regard de l'activité du secteur privé";

Considérant que les acteurs adhérant à cette démarche de concertation et désirant être associés au suivi de cette initiative sont réunis en comité d'accompagnement;

Considérant le projet de convention d'occupation des locaux par les partenaires occasionnels, dont les principales modalités sont :

- Le prêt est consenti exclusivement à usage de bureaux. Toute autre destination est proscrite.
- A durée indéterminée. Chacune des parties peut mettre fin à tout moment et sans motif au présent prêt moyennant préavis d'un mois notifié par lettre recommandée sortissant ses effets le premier jour ouvrable suivant la date de son expédition. Le préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée sortit ses effets.
- A titre gratuit et aucun frais (eau, énergie, téléphone) n'est à charge de l'emprunteur;
- L'entretien et le nettoyage des parties communes et des locaux occupés sont à charge de la Ville;

- La convention est résiliée de plein droit :
  - en cas de manquement de l'emprunteur à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
  - en cas de dissolution de l'emprunteur;
  - en cas de non-respect de la destination;
  - en cas de modification de l'objet social de l'emprunteur;
- Clauses habituelles "assurances" et "exonération de responsabilité de la Ville";
- Locaux accessibles uniquement pendant les heures d'ouverture du bâtiment;
- Les frais de l'enregistrement du présent prêt sont à charge de l'emprunteur qui supportera seul tous droits et amendes auxquels le prêt donnerait ouverture;

Considérant qu'en séance du 24 novembre 2017, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur le projet de convention précité;  
Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Sur proposition du collège communal;  
A l'unanimité;

### **DÉCIDE**

d'approuver les termes du projet de convention de prêt de locaux au profit de partenaires occasionnels, dont les termes suivent :

Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132-3 et L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil communal du 18 décembre 2017, ci-après dénommée "la Ville",  
Et

.....  
.....dont le siège social est établi à .....  
..... et dont les statuts ont été publiés pour la dernière fois aux annexes au Moniteur Belge le .....  
.....  
Ici représentée par M. ....  
(Président), et M. .... (Secrétaire),  
ci-après dénommé(e) "l'emprunteur",

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **PREAMBULE**

La Maison de l'habitat est un projet pilote créé par la ville de Tournai dans le cadre de son plan stratégique transversal, comme action à mener en vue de poursuivre la stratégie entamée en matière de logement.

Il s'agit d'un service communal et d'une "plateforme centralisant l'information et l'aide au public en matière de logement" et devant permettre, à moyen terme, "d'appréhender de manière plus globale la question du logement, d'offrir une meilleure visibilité du marché immobilier et d'en cerner plus spécifiquement les besoins, de mutualiser les énergies, de rationaliser les actions et de mieux coordonner les projets menés par les pouvoirs publics en regard de l'activité du secteur privé".

Les acteurs adhérant à cette démarche de concertation et désirant être associés au suivi de cette initiative sont réunis en comité d'accompagnement.

**Article 1. Objet**

La Ville met à disposition de l'emprunteur, qui accepte, le local / les locaux suivant(s) du bien sis à Tournai, rue des Corriers, 14, parfaitement connu(s) de l'emprunteur, à savoir :

.....

.....

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumis le prêt du local/ des locaux.

L'emprunteur est autorisé à utiliser les couloirs du bâtiment pour accéder au local / aux locaux mis à disposition ainsi que la salle d'attente et les sanitaires.

**Article 2. Etat des lieux – Inventaire**

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux du local / des locaux donné(s) en prêt;
- l'inventaire détaillé du matériel donné en prêt à l'emprunteur par la Ville.

Ces documents ont été établis contradictoirement.

**Article 3. Durée - Période d'occupation - Destination****Durée du contrat**

Le prêt est accordé à durée indéterminée. Il prend cours à la signature de la convention. Chacune des parties peut mettre fin à tout moment et sans motif à la présente convention moyennant préavis d'un mois notifié par lettre recommandée, sortissant ses effets le premier jour ouvrable suivant la date de son expédition. Le préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée sortit ses effets.

**Période d'occupation**

L'emprunteur est autorisé à occuper le local/les locaux le ..... de .... heures à ..... heures.

Le jour, les horaires et la fréquence d'occupation peuvent être modifiés, après confirmation de la disponibilité du local par Madame Yasmina THIRY, coordinatrice, moyennant accord préalable du collège communal.

Le local n'est pas accessible en dehors des heures de l'activité au sein du bâtiment

**Destination**

Le prêt est consenti exclusivement à usage de bureaux.

Toute autre destination est proscrite.

L'emprunteur s'engage à ne pas exercer, dans les lieux prêtés, d'activité professionnelle qui entrerait dans le champ d'application de la législation sur les baux commerciaux.

**Article 4. Gratuité**

Le prêt est accordé à titre gratuit.

Les frais d'énergie, de téléphonie et d'eau sont à charge de la Ville. L'emprunteur s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter le gaspillage.

### **Article 5. Occupation en bon père de famille**

L'emprunteur s'engage à occuper les lieux et à utiliser le matériel en bon père de famille et à les tenir en parfait état de propreté.

La Ville assurera l'entretien et le nettoyage des parties communes et du local/des locaux occupés selon les modalités que les parties fixeront.

L'emprunteur prend toute disposition utile pour que les activités exercées dans le local / les locaux donné(s) en prêt ne perturbent pas la tranquillité du voisinage.

A la fin de chaque période d'occupation, l'emprunteur est tenu d'emporter son matériel et ses objets ainsi que de ranger le local/les locaux.

L'emprunteur signale immédiatement à la Ville les dégâts occasionnés au local/aux locaux et au matériel donnés en prêt.

### **Article 6. Modifications et améliorations apportées au local/aux locaux**

Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du local / des locaux donné(s) en prêt ne pourront être effectués qu'avec l'accord préalable et écrit du collège communal.

Sauf convention contraire à intervenir lors de la délivrance écrite de cet accord, ils seront acquis sans indemnité à la Ville qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur pristin état.

### **Article 7. Responsabilité**

Pendant les périodes d'occupation, le local/les locaux et le matériel sont utilisés par l'emprunteur sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

Il sera rendu responsable des dégradations éventuelles occasionnées au local/ aux locaux et au matériel.

L'emprunteur est tenu de garantir la confidentialité des accès informatiques fournis (code Wi-fi...).

L'emprunteur décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque par le fait du prêt.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'utilisation des lieux donnés en prêt, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'emprunteur, à ses membres, à ses préposés ou à des tiers.

L'emprunteur déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

### **Article 8. Assurances**

La Ville déclare que le bâtiment est assuré par un contrat d'assurance incendie, en tant que locataire, souscrit auprès de la compagnie d'assurances Ethias sous le numéro 38.153.911 pour compte propre ainsi que pour compte de tous les occupants autorisés.

L'occupant s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes auprès de compagnies agréées par la Ville :

- assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés pour tous les faits en rapport avec les activités exercées dans le bien occupé (couverture suffisante pour tout sinistre qui pourrait survenir du fait de cette mise à disposition)
- assurance «incendie et risques connexes», couvrant ses aménagements, son mobilier et matériel, étendue au recours de tiers.
- assurance-loi couvrant son personnel.

À toute demande de la Ville, l'emprunteur justifiera des paiements réguliers des primes.

**Article 9. Clef(s) – Perte**

..... clef(s) du local / de chaque local donné en prêt a été / ont été remise(s) aux personnes suivantes :

.....

.....

Il est interdit de reproduire cette clef/ces clefs.

En cas de perte d'une clef / des clefs, l'emprunteur en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du / des barillet(s).

L'emprunteur ne sera pas en possession des clés de la porte d'entrée.

**Article 10. Cession et «sous-location»**

Sans autorisation préalable et écrite de la Ville, l'emprunteur n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou à «sous-louer» le bien, en tout ou en partie.

**Article 11. Protection des tendances idéologiques et philosophiques**

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'emprunteur s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

**Article 12. Respect des lois et conventions internationales en vigueur**

L'emprunteur est seul responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

**Article 13. Interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans le local / les locaux donné(s) en prêt.

L'emprunteur s'engage à faire respecter cette interdiction.

**Article 14. Interdiction de cuisiner**

Il est formellement interdit de cuisiner dans le local/ les locaux donné(s) en prêt.

**Article 15. Bonbonnes de gaz - Interdiction**

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le local / les locaux donné(s) en prêt.

**Article 16. Résiliation**

La présente convention est résiliée de plein droit :

- en cas de manquement de l'emprunteur à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'emprunteur;
- en cas de non-respect de la destination;
- en cas de modification de l'objet social de l'emprunteur;



**Article 17. Enregistrement**

Les frais de l'enregistrement de la convention sont à charge de l'emprunteur qui supportera seul tous droits et amendes auxquels la présente convention donnerait ouverture.

**Article 18. Litiges**

La présente convention est régie par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Division de Tournai, sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Fait en .... exemplaires, le.....

**14. Tournai, rue des Corriers. Maison de l'habitat. Convention de prêt de locaux au profit de l'Agence immobilière sociale (AIS) Tournai logement. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la convention entre IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) et la Ville définissant les modalités de location du bâtiment sis à Tournai, rue des Corriers, 12, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section E, n° 270F, d'une contenance de 4a 37ca, afin d'y installer la Maison de l'habitat, a été signée le 26 octobre 2016, et ce, conformément à la délibération du conseil communal du 27 juin 2016;

Considérant qu'en séance du 26 juin 2017, le conseil communal a approuvé le projet de convention de partenariat relatif aux conditions et modalités de la coopération entre les partenaires du projet pilote de la Maison de l'habitat;

Considérant, pour rappel, que la Maison de l'habitat est un projet pilote créé par la Ville dans le cadre de son programme stratégique transversal comme action à mener en vue de poursuivre la stratégie entamée en matière de logement;

Considérant qu'il s'agit d'un service communal et d'une "plateforme centralisant l'information et l'aide au public en matière de logement" et devant permettre, à moyen terme, "d'appréhender de manière plus globale la question du logement, d'offrir une meilleure visibilité du marché immobilier et d'en cerner plus spécifiquement les besoins, de mutualiser les énergies, de rationaliser les actions et de mieux coordonner les projets menés par les pouvoirs publics en regard de l'activité du secteur privé";

Considérant que les acteurs adhérant à cette démarche de concertation et désirant être associés au suivi de cette initiative sont réunis en comité d'accompagnement;

Considérant le projet de convention d'occupation des locaux par l'Agence Immobilière Sociale (AIS) Tournai Logement, rédigé par le service Patrimoine et dont les principales modalités sont :

- Le prêt est consenti exclusivement à usage de bureaux. Toute autre destination est proscrite.
- A durée indéterminée. Chacune des parties peut mettre fin à tout moment et sans motif au présent prêt moyennant préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste sortissant ses effets le premier jour ouvrable suivant la date de son expédition. Le préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée sortit ses effets.
- A titre gratuit;
- L'emprunteur paiera une indemnité mensuelle forfaitaire non indexée de 400,00€ (soit 4.800,00€ par an) correspondant aux frais énergétiques (gaz, eau, électricité) liés à l'occupation des surfaces occupées. Cette somme est due par anticipation et est payable le premier jour de chaque mois par versement au numéro de compte 091/0004055-10 ouvert au nom de l'Administration Communale de Tournai avec la mention «Tournai, rue des Corriers – Agence Immobilière Sociale (AIS) Tournai Logement – frais énergétiques – mois.....».

En cas de non-paiement dans les délais requis:

- le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation
- l'emprunteur est tenu de payer à la Ville les intérêts de retard calculés au taux légal sans que celle-ci ne soit tenue de lui adresser de mise en demeure préalable.

L'emprunteur s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter le gaspillage.

- L'entretien et le nettoyage des parties communes et des locaux occupés sont à charge de la Ville;
- Le prêt est résilié de plein droit :
- en cas de manquement de l'emprunteur à l'une des obligations résultant pour lui du présent prêt sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'emprunteur;
- en cas de non-respect de la destination;
- en cas de modification de l'objet social de l'emprunteur;
- Clauses habituelles "assurances" et "exonération de responsabilité de la Ville";
- Les frais de l'enregistrement du présent prêt sont à charge de l'emprunteur qui supportera seul tous droits et amendes auxquels le prêt donnerait ouverture;

Considérant qu'en séance du 24 novembre 2017, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur ce projet de convention de prêt;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE:**

d'approuver les termes du projet de convention de prêt de locaux au profit de l'Agence Immobilière Sociale (AIS) Tournai Logement, rédigé par le service Patrimoine, dont les termes suivent :

Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil communal du 18 décembre 2017, ci-après dénommée "la Ville",

Et

L'Agence Immobilière Sociale (AIS) Tournai Logement, dont le siège social est établi à 7500 Tournai, Hôtel de Ville, rue Saint-Martin, 52 et dont les statuts ont été publiés pour la dernière fois aux annexes au Moniteur Belge le .....,

Ici représentée par M. .... (Président), et M. .... (Secrétaire)

ci-après dénommé(e) "l'emprunteur",

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE**

La Maison de l'Habitat est un projet pilote désigné par la Ville de Tournai dans le cadre de son PLAN STRATÉGIQUE TRANSVERSAL comme action à mener en vue de poursuivre la stratégie entamée en matière de logement.

Il s'agit d'un service communal et d'une "plateforme centralisant l'information et l'aide au public en matière de logement" et devant permettre, à moyen terme, "d'appréhender de manière plus globale la question du logement, d'offrir une meilleure visibilité du marché immobilier et d'en cerner plus spécifiquement les besoins, de mutualiser les énergies, de rationaliser les actions et de mieux coordonner les projets menés par les pouvoirs publics en regard de l'activité du secteur privé".

Les acteurs adhérant à cette démarche de concertation et désirant être associés au suivi de cette initiative sont réunis en comité d'accompagnement.

### **Article 1er : Objet**

La Ville met à disposition de l'emprunteur, qui accepte, les locaux suivants du bien sis à Tournai, rue des Corriers, 14, parfaitement connus de l'emprunteur, à savoir :

.....  
.....

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumis le prêt des locaux.

L'occupant est autorisé à utiliser les couloirs du bâtiment pour accéder aux locaux donnés en prêt ainsi que la salle d'attente et les sanitaires.

### **Article 2 : Etat des lieux – Inventaire**

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux des locaux donnés en prêt;
- l'inventaire détaillé du matériel donné en prêt à l'emprunteur par la Ville.

Ces documents ont été établis contradictoirement.

**Article 3 : Durée - Destination****Durée du contrat**

Le prêt est accordé à durée indéterminée. Il prend cours à la signature de la convention. Chacune des parties peut mettre fin à tout moment et sans motif au présent prêt moyennant préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste sortissant ses effets le premier jour ouvrable suivant la date de son expédition. Le préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée sortit ses effets.

**Destination**

Le prêt est consenti exclusivement à usage de bureaux.

Toute autre destination est proscrite.

L'emprunteur s'engage à ne pas exercer, dans les lieux occupés, d'activité professionnelle qui entrerait dans le champ d'application de la législation sur les baux commerciaux.

**Article 4 : Gratuité**

Le prêt est accordé à titre gratuit.

L'emprunteur paiera à la Ville une indemnité mensuelle forfaitaire non indexée de 400,00€ (soit 4.800,00€ par an) correspondant aux frais énergétiques (gaz, eau, électricité) liés à l'occupation des surfaces reprises à l'article 1er.

Cette somme est due par anticipation et est payable le premier jour de chaque mois par versement au numéro de compte 091/0004055-10 ouvert au nom de l'Administration Communale de Tournai avec la mention «Tournai, rue des Corriers – Agence Immobilière Sociale (AIS) Tournai Logement – frais énergétiques – mois.....»

En cas de non-paiement dans les délais requis:

- le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation
- l'emprunteur est tenu de payer à la Ville les intérêts de retard calculés au taux légal sans que celle-ci ne soit tenue de lui adresser de mise en demeure préalable.

L'emprunteur s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter le gaspillage.

**Article 5 : Occupation en bon père de famille**

L'emprunteur s'engage à occuper les lieux et à utiliser le matériel en bon père de famille et à les tenir en parfait état de propreté.

La Ville assurera l'entretien et le nettoyage des parties communes et des locaux occupés selon les modalités que les parties fixeront.

L'emprunteur prend toute disposition utile pour que les activités exercées dans les locaux donnés en prêt ne perturbent pas la tranquillité du voisinage.

L'emprunteur signale immédiatement à la Ville les dégâts occasionnés aux locaux et au matériel donnés en prêt.

**Article 6 : Modifications et améliorations apportées au local/aux locaux**

Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations des locaux donnés en prêt ne pourront être effectués qu'avec l'accord préalable et écrit du collège communal.

Sauf convention contraire à intervenir lors de la délivrance écrite de cet accord, ils seront acquis sans indemnité à la Ville qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur pristin état.

**Article 7 : Responsabilité**

Les locaux et le matériel sont utilisés par l'emprunteur sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

Il sera rendu responsable des dégradations éventuelles occasionnées aux locaux et au matériel.

L'emprunteur est tenu de garantir la confidentialité des accès informatiques fournis (code WI-FI...).

L'emprunteur décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque par le fait de la mise à disposition.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'utilisation des lieux prêtés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'emprunteur, à ses membres, à ses préposés ou à des tiers.

L'emprunteur déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

**Article 8 : Assurances**

La Ville de Tournai déclare que le bâtiment est assuré par un contrat d'assurance incendie, en tant que locataire, souscrit auprès de la compagnie d'assurances Ethias sous le numéro 38.153.911 pour compte propre ainsi que pour compte de tous les occupants autorisés.

L'emprunteur s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes auprès de compagnies agréées par la Ville :

- assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés pour tous les faits en rapport avec les activités exercées dans le bien occupé (couverture suffisante pour tout sinistre qui pourrait survenir du fait de cette mise à disposition)
- assurance «incendie et risques connexes», couvrant ses aménagements, son mobilier et matériel, étendue au recours de tiers.
- assurance-Loi couvrant son personnel.

À toute demande de la Ville, l'emprunteur justifiera des paiements réguliers des primes.

**Article 9 : Clef(s) – Perte**

..... clef(s) de chaque local donné en prêt a été / ont été remise(s) aux personnes suivantes :

.....

Il est interdit de reproduire cette clef/ces clefs.

En cas de perte d'une clef / des clefs, l'emprunteur en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du / des barillet(s).

**Article 10 : Cession et «sous-location»**

Sans autorisation préalable et écrite de la Ville, l'emprunteur n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant du présent prêt ou à «sous-louer» le bien, en tout ou en partie.

**Article 11 : Protection des tendances idéologiques et philosophiques**

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'emprunteur s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des Lois, Décrets et Règlements.

**Article 12 : Respect des lois et conventions internationales en vigueur**

L'emprunteur est seul responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

**Article 13 : Interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans les locaux donnés en prêt.

L'emprunteur s'engage à faire respecter cette interdiction.

**Article 14 : Interdiction de cuisiner**

Il est formellement interdit de cuisiner dans les locaux donnés en prêt.

**Article 15 : Bonbonnes de gaz - Interdiction**

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans les locaux donnés en prêt.

**Article 16 : Résiliation**

Le présent prêt est résilié de plein droit :

- en cas de manquement de l'emprunteur à l'une des obligations résultant pour lui du présent prêt sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'emprunteur;
- en cas de non-respect de la destination;
- en cas de modification de l'objet social de l'emprunteur.

**Article 17 : Enregistrement**

Les frais de l'enregistrement du présent prêt sont à charge de l'emprunteur qui supportera seul tous droits et amendes auxquels le prêt donnerait ouverture.

**Article 18 : Litiges**

Le présent prêt est régi par le droit belge.

Les Tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Division de Tournai, sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent prêt.

**15. Vezon, rue de Dixmude. Suppression partielle du sentier n° 52. Approbation.**

La conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, précise d'emblée que sa famille politique s'abstiendra sur les points relatifs aux sentiers aussi longtemps que la ville ne disposera pas d'un cadastre précis en la matière. Elle ne comprend pas, par ailleurs, comment une construction a été autorisée et pourquoi on n'a pas simplement déplacé ce chemin.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande lui aussi comment la ville a pu octroyer un permis d'urbanisme pour un bien construit sur l'assiette d'un sentier vicinal.

Le **président** d'assemblée répond comme suit :

"Parfois, des sentiers traversaient des immeubles dont le porche devait rester ouvert. Ici, on ne connaît pas la situation précise de ce bien."

Par 28 voix pour et 6 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. X. DECALUWE, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la suppression partielle du sentier n° 52 à Vezon, en sa partie située entre le n°9 de la rue de Dixmude et le n°4 bis de la rue Elisabeth, a été demandée par un géomètre expert;

Considérant que ce sentier est une servitude publique de passage, c'est-à-dire que la Ville n'est pas propriétaire de l'assiette;

Considérant que plus aucune trace de cette portion de sentier n'est encore visible à ce jour;

Considérant qu'une habitation est présente sur une partie de ce sentier;

Considérant que le sentier n°45, parallèle au sentier n°52, se situe à environ 100 m de ce dernier;

Considérant que cette suppression correspondra à la régularisation de la situation sur le terrain, et n'entraînera pas de modifications dans la commodité du passage dans les espaces publics;

Considérant que cette demande de suppression de cette partie du sentier n° 52 aura pour buts :

- de permettre à deux riverains du n°9 de la rue de Dixmude de déposer un permis d'urbanisme pour réaliser une extension du côté ouest de leur maison, qui est actuellement impossible, vu la présence du sentier au milieu de leur propriété;
- de supprimer le sentier au travers d'une habitation située au n°4 bis de la rue Elisabeth;

Considérant que l'enquête de commodo et incommodo s'est déroulée du 9 octobre au 9 novembre 2017 et n'a donné lieu à aucune remarque;

Vu les articles 7 et suivants du Décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

Par 28 voix pour et 6 abstentions;

### **DECIDE**

d'approuver la suppression partielle du sentier n° 52 à Vezon, en sa partie située entre la rue de Dixmude n° 9 (chemin n° 14 bis) et la rue Elisabeth n° 4 bis (chemin n° 1) selon le plan n° 67-17 établi le 5 juillet 2017 par le géomètre-expert.

**16. Gaurain-Ramecroix, rue Joncquerelle, 19. Ancien bâtiment scolaire. Vente de gré à gré sur base d'appel d'offres. Modification du prix de vente minimum. Approbation.**

Le groupe **ECOLO** précise d'emblée qu'il votera contre ce type de point, en l'absence de plan stratégique du logement.

Par 31 voix pour et 3 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.  
Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Ville est propriétaire du bien sis à Gaurain-Ramecroix, rue Joncquerelle, 19, cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155G (d'une contenance de 4a 40ca) correspondant à l'ancien bâtiment scolaire avec le terrain le jouxtant cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155 F2 (d'une contenance de 4a 77ca);

Considérant la décision du conseil communal du 30 janvier 2017 de :

- procéder à la vente de gré à gré sur base d'appel d'offres desdits biens moyennant le prix minimum de 120.000,00€ hors frais à l'intervention du notaire;
- marquer son accord sur les modalités de mise en vente ainsi que sur les termes de l'acte authentique de vente;

Considérant que, selon le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, provinces et intercommunales de la région wallonne (articles L3111-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation), les décisions ne peuvent être annulées que dans un délai de 30 jours, à compter de leur réception par l'autorité tutélaire;

Considérant que le dossier relatif à la décision du conseil communal du 30 janvier 2017 a été réceptionné par la direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé, le 7 février 2017;

Considérant qu'en date du 17 mars 2017, le collège communal a pris connaissance que le délai imparti à la direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé était écoulé sans observation formulée et que le dossier pouvait suivre son cours à l'intervention du notaire, conformément à la décision prise par le conseil communal du 30 janvier 2017;

Considérant toutefois qu'entre la date du 17 mars 2017 et la fin de l'année, le bâtiment n'a pas trouvé preneur, vu le montant demandé pour son acquisition et ses caractéristiques spécifiques;

Considérant la correspondance datée du 25 octobre 2017 émanant du notaire instrumentant dans le cadre de cette vente, informant la Ville que, suite au prix demandé et aux visites effectuées (16 visites depuis le 3 mai 2017), il serait effectivement opportun de diminuer le prix de base des biens;

Considérant qu'en séance du 10 novembre 2017, le collège communal a pris connaissance :



- que, suite aux visites avec d'éventuels amateurs (16 visites depuis le 3 mai 2017), le montant demandé était trop élevé, vu la configuration des biens et le fait que ce bâtiment, dans l'état, nécessite beaucoup de travaux de réaménagement;
- de la réactualisation du rapport d'expertise établie en date du 25 octobre 2017 émanant de l'étude du notaire fixant à 95.000,00€ la valeur des biens, en lieu et place d'une valeur estimée entre 120.000,00€ et 130.000,00€ le 28 octobre 2016;

Considérant qu'en même séance, le collège communal a décidé de revenir sur le prix de base minimum (les autres conditions de la vente et les termes du projet d'acte arrêtés en date du 30 janvier 2017 par le conseil communal restant inchangés) et de fixer ce prix de base à 95.000,00€ conformément à la réactualisation précitée;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 28/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 31 voix pour et 3 voix contre;

### **DECIDE**

de vendre de gré à gré sur base d'appel d'offres les biens sis à Gaurain-Ramecroix, rue Joncquerelle, 19, cadastrés ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155G (d'une contenance de 4a 40ca) correspondant à l'ancien bâtiment scolaire avec le terrain le jouxtant cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155 F2 (d'une contenance de 4a 77ca) pour un montant minimum de 95.000,00€ hors frais, selon les conditions et dans les termes figurant dans le projet d'acte arrêté en séance du 30 janvier 2017.

### **17. Plan d'investissement communal 2017-2018. Modifications. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 28 avril 2017 décidant de solliciter l'urgence auprès de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) et de la société publique de gestion de l'eau (SPGE) en vue de prendre en charge la rénovation complète et/ou partielle des égouttages du boulevard Walter de Marvis à Tournai;

Considérant qu'en date du 4 mai 2017, la SPGE a marqué son accord sur le dossier d'adjudication suivant les modalités du contrat d'égouttage (participation de la Ville à concurrence de 21% par libération de parts sociales);

Considérant la décision du conseil communal du 25 septembre 2017 d'approuver la modification du plan d'investissement communal 2017-2018 se soldant par un montant total de 3.507.185,00€ subsidié à concurrence de 50%;

Considérant que cette délibération a été transmise le 23 octobre 2017 à la direction générale opérationnelle 1 (DGO1) et que celle-ci souhaite que le boulevard Walter de Marvis à Tournai, subsidié par la SPGE, figure dans le tableau récapitulatif du plan initial modifié;

Considérant qu'il est donc proposé de modifier le plan d'investissement communal en y inscrivant ce point;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2017, à concurrence de 3.508.000,00€, sous l'article 421/731-60;

Considérant que la présente délibération sera transmise à la direction générale opérationnelle routes et bâtiments (DGO1);

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

la modification apportée au plan d'investissement communal 2017-2018 pour un montant total de 3.507.185,00 € TVA comprise, établi comme suit :

COMMUNE DE TOURNAI							
PLAN D'INVESTISSEMENT 2017 - 2018							
Montant du droit de tirage pour la programmation (1) :		Les montants sont indiqués en euros T.V.A. comprise (sauf sur l'égouttage)					
		(2)		(3)	(4)=(2)-(3)	(*)	(*)
	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
			SPGE	Autres intervenants			
1	FROYENNES - chemin Royer	831.512,00€			831.512,00€	415.756,00€	415.756,00€
2	TOURNAI - rue Général Piron (pie)	281.204,00€			281.204,00€	140.602,00€	140.602,00€
3	TOURNAI - chaussée d'Audenarde	223.003,00€			223.003,00€	111.501,50€	111.501,50€
4	TOURNAI - impasse de l'Abbaye des Prés	89.540,00€			89.540,00€	44.770,00€	44.770,00€
5	CHERCQ - drève Saint-Nicolas et résidence du Vert Mont	579.166,50€			579.166,50€	289.583,25€	289.583,25€
6	BARRY- rue de Maulde et rue des Combattants de Barry	334.081,00€			334.081,00€	167.040,50€	167.040,50€
7	QUARTES - rue de Braffe et Boisac (pie)	488.477,00€			488.477,00€	244.238,50€	244.238,50€
8	TOURNAI - rue des Soeurs Noires	286.649,00€			286.649,00€	143.324,50€	143.324,50€
9	BECLERS - rue de Liberchies (pie)	393.552,50€			393.552,50€	196.776,25€	196.776,25€
10	ERE - divers tronçons dans le village		1.062.000,00€				
11	TEMPLEUVE - place de Templeuve		388.000,00€				
12	TOURNAI- placette aux Oignons		273.000,00€				
13	FROIDMONT- Cité Moreau		199.500,00€				
14	TOURNAI - Boulevard Walter de Marvis		351.698,00€				
					TOTAUX	1.753.592,50€	1.753.592,50€
(*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]							
DEMANDE DE DEROGATION							
Dépassement du plafond de 150% (6) > [(1) * 1,5]		OUI - NON			Les demandes de dérogation dûment motivées sont à reprendre dans une note annexe.		
Parts régionale (5) et communale (6) non concordantes		OUI - NON					
Non-respect des priorités régionales		OUI - NON					

**18. Piscine de l'Orient. Remplacement de l'armoire électrique "traitement des eaux". Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1° a) et c) et 92 (marché de faible montant - inférieur à 30.000,00€ hors TVA) simple facture acceptée;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Vu la décision du conseil communal du 22 février 2016 de déléguer ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, lorsque la valeur du marché est inférieure à 60.000,00€ hors TVA;

Vu le rapport du chef de bureau administratif stipulant :

*"La piscine de l'Orient Aqua Tournai est équipée, dans ses installations techniques, d'une salle dédiée à la circulation de l'eau, la filtration, la gestion du niveau du bassin ainsi que la gestion de la chloration des bassins de natation.*

*Ce jeudi 2 novembre 2017, vers 17 heures 50, les systèmes d'alarme et de sécurité se sont déclenchés et une épaisse fumée s'est dégagée de la salle dite «des filtres». Une fermeture immédiate de l'infrastructure a été ordonnée, l'installation étant complètement à l'arrêt. La cause était un incendie de l'armoire électrique du traitement des eaux et alimentant cette installation technique.*

*Plus précisément, une surchauffe d'un contacteur de démarrage en étoile/triangle a provoqué des flammes entraînant des dégâts dans la partie supérieure de l'armoire. Le système a mis immédiatement en sécurité l'alimentation de l'armoire, mis à l'arrêt l'installation électrique et interrompu les flammes qui s'en dégageaient.*

*Les dégâts se portent principalement sur l'ensemble des départs moteurs en étoile/triangle, mais également sur les disjoncteurs thermiques, les contacteurs de commande (commutateurs) en façade, l'ensemble du câblage ainsi que sur les divers composants électriques présents ayant subi une surchauffe généralisée.*

*Un travail a été mené afin de déterminer la possibilité de relancer provisoirement l'installation avec l'aide de fournisseurs pour la fourniture de composants électriques en urgence afin de relancer l'installation.*

*Le remplacement de quelques contacteurs pour les départs moteurs en étoile/triangle a pu permettre une réouverture provisoire de l'infrastructure dans les normes décrétales de circulation de l'eau, filtration et chloration.*

*Cependant, à l'analyse des dégâts occasionnés par cet incident technique majeur, de son caractère hautement imprévisible, l'installation étant conforme, parfaitement entretenue et vérifiée par un organisme de contrôle agréé, du caractère urgent et impérieux pour la sécurité des installations et la continuité de l'exploitation de cette infrastructure sportive fortement fréquentée, il a été proposé de passer un marché public en procédure négociée et en urgence. L'estimation de ce marché était de 20.000,00€ TVA comprise.*

3 firmes (communiquées par le service Marchés publics) ont été sollicitées en urgence afin de garantir une mise en concurrence, à savoir :

- TECHNORD, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai
- HANZ-Elec, rue de Tournai, 94 à 7520 Templeuve
- DELBERGHE Electro, rue de Marvis, 20 à 7500 Tournai

Au vu de l'urgence et de la spécificité technique de ce type d'installation, une visite sur site a été sollicitée.

HANZ-Elec a exprimé son indisponibilité temporelle pour ce dossier.

TECHNORD a réalisé une visite sur site en date du lundi 6 novembre 2017

DELBERGHE Electro a, quant à elle, effectué sa visite en date du 8 novembre 2017.

Il a été sollicité durant cette visite un remplacement à l'identique de l'armoire électrique et de ses composants.

L'ensemble des plans et schémas de principe de cette armoire ont été transmis à ces deux firmes afin de chiffrer de la manière la plus exacte possible leur offre.

Au vu des obligations du service, de la maintenance annuelle de la piscine de l'Orient qui est prévue du 4 au 26 décembre 2017 et afin de ne pas provoquer de nuisances supplémentaires aux usagers ainsi qu'à l'installation technique, il a été demandé que le remplacement de l'armoire soit effectué impérativement entre le 4 et le 8 décembre 2017.

Il est précisé que les modules/contrôleurs de sonde de niveau situés dans le bas de l'armoire, pas directement affectés par les dégâts occasionnés à l'armoire, ne pouvant pas être réimplantés en l'état dans la nouvelle armoire, sont par conséquent à remplacer.

Les deux firmes ayant réalisé une visite sur site ont remis prix, à savoir :

- TECHNORD au montant de 14.420,42€ hors TVA, soit 17.448,71€ TVA comprise
- DELBERGHE Electro au montant de 23.887,26€ hors TVA, soit 28.903,59€ TVA comprise.

Il apparaît que les 2 offres correspondent à la demande exprimée dans ce marché en urgence.

Notons que TECHNORD a prévu en option dans son offre la fourniture des modules de sonde de niveau au montant de 1.984,93€ hors TVA, soit 2.401,77€ TVA comprise.

Ce matériel correspond également au besoin exprimé dans ce marché en urgence.

DELBERGHE Electro n'est pas en mesure de répondre dans les délais au remplacement de ces modules de sonde de niveau au vu de la spécificité technique et du délai requis.

Il est entendu que ces offres sont estimatives en fonction des observations réalisées sur site.

Il peut être envisagé que des éléments soient revus en cours d'exécution tels que la puissance de certains composants électriques ou encore le métrage du câblage à remplacer, les tests ou autres travaux à réaliser afin de garantir le bon fonctionnement de l'équipement remplacé.

En conclusion, après analyses et vérifications, au vu des besoins exprimés pour ce marché de fourniture en urgence, il apparaît que la firme TECHNORD propose l'offre la plus avantageuse.

Les soussignés proposent donc la firme TECHNORD, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai pour le remplacement en urgence de l'armoire électrique «traitement des eaux» de la piscine de l'Orient - Aqua Tournai au montant de son offre de 16.405,35€ hors TVA, soit 19.850,47€ TVA comprise.";

Considérant qu'aucun crédit, ni au budget ni en modification budgétaire, n'est prévu pour faire face à la dépense;

Considérant l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 10 novembre 2017 et à admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le collège communal en séance du 10 novembre 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et conformément à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- de passer un marché, par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42, § 1er, 1° a) et c) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, en vue du remplacement de l'armoire électrique "traitement des eaux" de la piscine de l'Orient, avec la firme TECHNORD, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai au montant de son offre s'élevant à 16.405,35€ hors TVA, soit 19.850,47€ TVA comprise et de passer commande immédiatement;
- ce marché sera constaté sur simple facture acceptée (facture détaillée) conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016;
- de soumettre cette délibération au prochain conseil communal qui en prendra acte et délibérera s'il accepte ou non cette dépense;
- d'inscrire le crédit nécessaire en modification budgétaire n°1 en exercice antérieur;

A l'unanimité;

### **ADMET**

la dépense.

**19. Maison de la culture. Mise en conformité de l'installation électrique.**  
**Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.**  
**Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 42, §1er, 1°a) (procédure négociée sans publication préalable) et 92 (marché de faible montant - inférieur à 30.000,00€ hors TVA), permettant la passation du marché par simple facture acceptée;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Vu la décision prise par le conseil communal du 22 février 2016 de déléguer au collège communal ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, lorsque la valeur du marché ou de la concession est inférieure à 60.000,00€ hors TVA;

Considérant qu'un rapport d'un organisme agréé atteste de la non-conformité de l'installation électrique de la zone B de la Maison de la culture;

Considérant qu'il est nécessaire de remettre cette installation en conformité pour que la Maison de la culture puisse poursuivre ses activités en toute sécurité, notamment pour les spectacles prévus dans la salle B;

Considérant la décision du collège communal du 22 septembre 2017 de passer un marché de travaux ayant pour objet la mise en conformité de la zone B de la Maison de la culture, dont le coût est estimé à 23.160,00€ hors TVA, soit 28.023,60€ TVA comprise et de consulter les entreprises suivantes en vue de remettre prix :

- LA TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai
- HANZ-ELEC, rue de Tournai, 94 à 7520 Templeuve
- E.L. BIS, rue des Morgelines, 10 à 5100 Naninne
- LABIS INGELEC, drève Gustave Fache, 17 à 7700 Mouscron
- DELBERGHE ELECTRO, rue de Marvis, 20 à 7500 Tournai;

Considérant le rapport établi par les services techniques le 31 octobre 2017 stipulant :

*"Après lancement de la procédure et après réception de l'unique offre de la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE, au montant de 97.603,44€ TVA comprise, une réunion a été organisée avec la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE à la Maison de la culture pour obtenir les explications quant à savoir pourquoi le montant de l'offre atteint plus du triple du montant estimé et plus du double du montant prévu en modification budgétaire.*

*Il faut savoir que la plupart des alimentations électriques desservant les tableaux électriques de la zone B proviennent de la zone A. Les plans as built d'une l'installation électrique doivent reprendre les schémas unifilaires des tableaux électriques ainsi que les plans d'implantation, mais ceux-ci sont introuvables.*

*De ce fait, pour déterminer l'étendue de cette mise en conformité de la zone B, l'organisme agréé ne peut se baser, pour établir son rapport, que sur des constatations visuelles, ce qui peut entraîner d'importants imprévus avec des travaux en définitive plus conséquents qu'au départ.*

*En conclusion, il est proposé d'abandonner la procédure en cours et de la relancer avec un crédit de 100.000,00€ TVA comprise. Remarque : l'échéance du contrôle annuel de l'installation électrique de la zone B était le 29 juillet 2017. Les activités dans la zone B ne peuvent pas se poursuivre si l'installation électrique n'est pas conforme. De même, un rapport des influences extérieures externes doit être rédigé."*

Considérant qu'après vérification auprès de Digiflow, la firme ne se trouve dans aucune situation d'exclusion visée par la loi du 17 juin 2017 et l'arrêté royal du 18 avril 2017;  
Sur proposition du collège communal;

### **PREND CONNAISSANCE**

de la décision prise par le collège communal en séance du 10 novembre 2017 :

- de recourir à l'article L1311-5 du Code de la démocratie et de la décentralisation (dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le collège communal peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'un donner, sans délai, connaissance au conseil communal qui délibéra s'il admet ou non la dépense) et auquel cas :
- de désigner la firme LA TECHNIQUE ÉLECTRIQUE INDUSTRIELLE, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai, pour les travaux ayant pour objet la mise en conformité de la zone B de la Maison de la culture, au montant de son offre s'élevant à 80.664,00€ hors TVA;
- de liquider la TVA, soit 16.939,44€, au service public fédéral Finances;
- de soumettre la présente décision au prochain conseil communal qui en prendra acte et délibérera s'il accepte la dépense;
- d'inscrire les crédits au budget extraordinaire 2018 en exercice antérieur;

A l'unanimité;

### **ACCEPTE**

la dépense.

<p><b><u>20. Esplanade du Conseil de l'Europe. Aménagement d'une aire pour motor-homes.</u></b>  <b><u>Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</u></b></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41 §1er;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu sa décision prise en date du 25 septembre 2017, d'inscrire le projet de réaménagement de l'aire pour motor-homes de l'esplanade du Conseil de l'Europe dans les missions d'assistance technico-administrative à maîtrise d'ouvrage et de mobilisation de moyens, définies dans la convention-cadre de coopération établie avec IDETA (Agence de développement territorial) et approuvée en séance du 26 juin 2017;

Considérant que l'intercommunale a déposé ce 7 novembre 2017 les documents du marché et propose de recourir, conformément à l'article 41, § 1, 2° (la dépense à approuver hors TVA ne dépassant pas le seuil de 750.000,00 €) de la loi du 17 juin 2016, à la procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que des crédits seront prévus au budget extraordinaire 2018 et que ce dernier prévoit des subsides à concurrence de 60%;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

**DECIDE :**

**Article 1** : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la conception et la réalisation d'une aire pour motor-homes sur l'esplanade du Conseil de l'Europe à Tournai, estimés à 94.000,00€ hors TVA, soit 113.740,00€ TVA 21% comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

**Article 2** : ce marché est passé par procédure négociée directe avec publication préalable, conformément aux dispositions de l'article 41, §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

**Article 3** : le présent marché sera régi par les dispositions de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et ce sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

**Article 4** : Les critères de sélection sont arrêtés comme suit :

- Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion)
  - Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. L'existence de dettes ONSS ou fiscales sera vérifiée dans les 20 jours après la date limite fixée pour la réception des offres conformément à l'article 63 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.
- Capacité économique et financière du soumissionnaire (critères de sélection)
  - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise et le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activités de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Niveau(x) minimal(aux) : \* un chiffre d'affaires global de minimum 90.000,00€ hors TVA sur les trois derniers exercices disponibles.
- Capacité technique et professionnelle du soumissionnaire (critères de sélection)
  - Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie de certificat de bonne exécution et de résultats pour les travaux les plus importants. Niveau minimal : 3 certificats de bonne exécution au cours des 5 dernières années.
  - L'indication des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur.
    - Niveau minimal :
      - L'équipe sera composée a minima :
        1. d'une entreprise générale ou d'un spécialiste de l'aménagement d'aires dédiées;
        2. ou d'un paysagiste
- Agréation des entrepreneurs requise (catégorie et classe - la classe est déterminée au moment de l'attribution du marché)
  - C (Entreprises générales de travaux routiers), classe 1
  - ou D (Entreprises générales de bâtiments), classe 1
  - ou G (Entreprises de terrassements), classe 1

Remarque : en cas d'association momentanée ou de sous-traitance, chaque associé ou sous-traitant joint à l'offre tous les documents demandés.

Toutefois, les documents concernant le chiffre d'affaires global de minimum 90.000,00 € hors TVA sur les trois derniers exercices disponibles et l'agrégation de chacun des associés peuvent se cumuler pour répondre aux exigences imposées. De plus, la convention de l'association momentanée ou la lettre d'engagement du sous-traitant dûment signée est jointe à l'offre.



**Article 5** : Les critères suivants sont d'application lors de l'attribution du marché :

**1. La qualité de la méthodologie décrite dans une note rédigée par le soumissionnaire dans laquelle il y exposera clairement l'intervention proposée : 50 points** :

La note méthodologique reprendra les éléments suivants :

- 1 note explicative de l'intervention
- 1 schéma d'intention
- 1 gamme de mobilier à implanter
- 1 note explicative de l'affectation et du fonctionnement de la halte de nuit
- 1 note relative à la distribution budgétaire sous forme d'un inventaire détaillé au regard de sa proposition.

La proposition devra être faite en adéquation avec le budget alloué (enveloppe fermée pour la conception et la réalisation de 113.740,00€ TVA comprise).

Le maître d'ouvrage jugera, notamment, de la réalité budgétaire de la proposition et de la pertinence de la distribution budgétaire. Le présent critère sera évalué au moyen de la méthode suivante : sur la base des éléments objectifs d'appréciation figurant respectivement dans chacune des offres, le présent critère d'attribution annoncé dans le présent cahier spécial des charges se verra finalement octroyer un niveau de qualité allant de 3 "+" à 3 "-". Ainsi, la fourchette d'appréciation qualitative de ce critère contiendra 6 échelons, correspondant aux 6 niveaux de qualités suivants : très bon – bon – satisfaisant – faible – insatisfaisant – mauvais ou manquant ; 3 + = très bon/ 2 + = bon/ 1 + = satisfaisant/ 1 - = faible/ 2 - = insatisfaisant/ 3 - = mauvais ou manquant.

L'appréciation qualitative ainsi obtenue par ce critère est ensuite traduite en points, sur la base de la grille de cotation figurant ci-dessous : critère évalué sur 50 points : 3 + = 50 points/ 2 + = 40 points/ 1 + = 30 points/ 1 - = 20 points/ 2 - = 10 points/ 3 - = 0 point.

**2. Prix : 30 points**

Enveloppe budgétaire fermée maximum : 113.740,00€ TVA comprise (honoraires inclus).

Règle de trois. Score offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) \* poids du critère prix

**3. Gestion des délais et méthodologie : 20 points**

Dans une note d'une page A4 maximum expliquant le planning et la gestion des délais depuis l'attribution du marché jusqu'à la réception, le soumissionnaire expose et détaille la méthodologie de travail qu'il appliquera en ce qui concerne la maîtrise des délais : description des moyens mis en oeuvre pour respecter les délais au niveau de la conception et au niveau de la réalisation.

Il est demandé en complément de la note A4, une description réaliste des délais en jours calendrier pour chacune des phases. Sur la base des éléments objectifs d'appréciation figurant respectivement dans chacune des offres, le présent critère d'attribution annoncé dans le présent cahier spécial des charges se verra finalement octroyer un niveau de qualité allant de 3 "+" à 3 "-". Ainsi, la fourchette d'appréciation qualitative de ce critère contiendra 6 échelons, correspondant aux 6 niveaux de qualité suivants : très bon – bon – satisfaisant – faible – insatisfaisant – mauvais ou manquant ; 3 + = très bon/ 2 + = bon/ 1 + = satisfaisant/ 1 - = faible/ 2 - = insatisfaisant/ 3 - = mauvais ou manquant.

L'appréciation qualitative ainsi obtenue par ce critère est, ensuite, traduite en points, sur la base de la grille de cotation figurant ci-dessous :

Critère évalué sur 20 points : 3 + = 20 points/ 2 + = 16 points/ 1 + = 12 points/ 1 - = 8 points/ 2 - = 4 points/ 3 - = 0 point.

**Article 6** : les crédits nécessaires seront inscrits au budget extraordinaire 2018.

<b><u>21. Fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin. Compte 2016. Approbation.</u></b>
---

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 octobre 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 octobre 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 octobre 2017 réceptionnée le 10 novembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin au cours de l'exercice 2016;

Considérant qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 28/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### **DÉCIDE**

**Article 1** : la délibération du 14 octobre 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Esplechin arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	22.816,34€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	15.535,92€
Recettes totales extraordinaires	10.009,79€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	1.827,79€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.386,77€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	19.525,76€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	8.182,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>32.826,13€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>31.094,53€</b>
<b>Résultat comptable</b>	<b>1.731,60€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Esplechin
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

**22. Fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes. Première modification budgétaire 2017. Approbation après réformation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 22 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi du dossier à l'organe représentatif du culte agréé le 22 août 2017;

Vu la décision du 22 août 2017 réceptionnée le 23 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget ainsi que le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2017 a été approuvé par le conseil communal du 24 octobre 2016;

Considérant que la première modification budgétaire 2017 de la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 27 des dépenses ordinaires du chapitre II;

Considérant que les travaux présentés par le conseil de fabrique sont la continuité de travaux extraordinaires exécutés en 2016 à l'église Saint-Amand à Havinnes et qu'il y a donc lieu de réformer le montant et de le ramener à son montant initial de 2.652,00€;

Considérant que cette correction apportée à la modification budgétaire a pour effet de porter le supplément communal à 20.675,71€, en lieu et place de 26.318,19€;

Considérant que la première modification budgétaire 2017 telle que corrigée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 28/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### DÉCIDE

**Article 1er** : la délibération du 22 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément communal	26.348,19€	20.675,71€
Dépenses 27	Entretien et réparation de l'église	8.324,48€	2.652,00€

**Article 2** : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	28.280,21 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	20.675,71 €
Recettes extraordinaires totales	4.485,19 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
• dont un boni présumé de l'exercice en cours de :	4.485,19 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	4.135,00 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	28.630,40 €
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00 €
• dont un mali présumé de l'exercice en cours de :	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>32.765,40 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>32.765,40 €</b>
<b>Résultat (Excédent)</b>	<b>0,00 €</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée au Conseil d'État (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

**23. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Deuxième modification budgétaire 2017. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 §1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 25 octobre 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 31 octobre 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 2 novembre 2017 réceptionnée en date du 20 novembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la deuxième modification budgétaire et avec remarque le reste de la deuxième modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "*la récupération du solde du subside 2014 doit être indiquée à l'article 28 solde de subside extraordinaire reçu*";

Considérant que la remarque de l'organe représentatif du culte agréé est sans fondement, compte tenu du fait que la fabrique utilise un placement de capitaux afin d'effectuer un complément de travaux à l'extraordinaire (grosses réparations à l'église);

Considérant que la deuxième modification budgétaire 2017 de la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 28/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;  
A l'unanimité;

### DECIDE

**Article 1er** : la délibération du 25 octobre 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2017, est **APPROUVEE** comme suit :

Recettes totales ordinaires	26.063,73€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	24.227,73€
Recettes totales extraordinaires	38.751,49€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	35.000,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	1.231,27€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.815,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	22.480,00€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	37.520,22€
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>64.815,22€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>64.815,22€</b>
<b>Résultat (Excédent/mali)</b>	<b>0,00€</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<p><b><u>24. Fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai-Estaimpuis.</u></b>  <b><u>Budget 2018. Approbation.</u></b></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 §1er VIII, 6°;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la circulaire ministérielle du 24 août 2017 relative aux budgets 2018 des communes de la Région wallonne;

Vu la délibération du 6 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 9 juillet 2017, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai-Estaimpuis arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte, au conseil communal d'Estaimpuis, au gouverneur de la province de Hainaut;

Considérant qu'en date du 20 juillet 2017, l'organe représentatif du culte agréé a approuvé sans remarque les dépenses du chapitre I des dépenses et le reste du budget 2018;

Considérant qu'en date du 25 septembre 2017, le conseil communal d'Estaimpuis a approuvé le budget 2018 de la fabrique d'église;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que sur base du pourcentage des fidèles, le supplément communal à charge de la ville de Tournai pour 2017 s'élève à 92% de 19.676,84€, soit 18.102,69€, que le supplément communal à charge de la Ville d'Estaimpuis s'élève donc à 8% de 19.676,84€, soit 1.574,14€;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside extraordinaire de 6.682,75€ afin de réaliser des travaux de peinture extérieure de l'église;

Considérant que le subside extraordinaire ne pourra être versé à la fabrique d'église que sur production d'une facture relative à la dépense concernée, et ce, conformément à l'instruction reprise dans la circulaire budgétaire ministérielle relative aux budgets 2018 des communes de la Région wallonne;

Considérant que le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 28/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

### DÉCIDE

**Article 1er** : la délibération du 6 juillet 2017 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai-Estaimpuis arrête son budget pour l'exercice 2018, est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	22.626,84€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	19.676,84€
Recettes extraordinaires totales	6.712,91€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	6.682,75€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	30,16€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	7.400,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	15.257,00€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	6.682,75€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>29.339,75€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>29.339,75€</b>
<b>Excédent (boni/mali)</b>	<b>0,00€</b>

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur le point suivant : *"le subside extraordinaire ne pourra être versé à la fabrique d'église que sur production d'une facture relative à la dépense concernée, et ce, conformément à l'instruction reprise dans la circulaire budgétaire ministérielle relative aux budgets 2018 des communes de la Région wallonne".*

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai-Estaimpuis
- à l'organe représentatif agréé (Conseil consultatif du culte protestant et évangélique)
- au conseil communal d'Estaimpuis
- au gouverneur de la province de Hainaut.

<b><u>25. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Budget 2018. Approbation.</u></b>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 28 août 2017 réceptionnée le 30 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve avec remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : *«l'organe représentatif du culte demande à la commune de créditer le poste d'un minimum de 500,00€ pour subvenir aux dépenses imprévues»*;

Considérant que le conseil de fabrique n'a pas jugé utile d'inscrire plus de 250,00€ à l'article 27 des dépenses et que le montant initial est donc maintenu;

Considérant que le budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;



### DÉCIDE

**Article 1** : la délibération du 14 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son budget pour l'exercice 2018 est **APPROUVÉE** comme suit :

Recettes totales ordinaires	22.359,06 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	19.345,06 €
Recettes totales extraordinaires	6.925,54 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
• dont un excédent présumé de l'exercice 2017 de :	6.925,54 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	5.730,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	23.554,60 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00 €
<b>Recettes totales</b>	<b>29.284,60 €</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>29.284,60 €</b>
<b>Résultat (excédent/mali)</b>	<b>0,00 €</b>

**Article 2** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 3** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

**26. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai. Budget 2018.**  
**Approbation après réformation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 juillet 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;  
 Vu la décision du 3 juillet 2017 réceptionnée en date du 5 juillet 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai et le reste de ce budget;  
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;  
 Considérant l'inscription par le conseil de fabrique d'un montant de 39.000,00 € à l'article 27 des dépenses du chapitre II;  
 Considérant que, vu l'absence de montants précis (devis et offres manquantes dans les pièces justificatives) quant aux différentes interventions à réaliser et par souci de modération budgétaire, il y a lieu de ramener le montant inscrit à 20.000,00 €, compte tenu des dépenses réalisées en 2016 (compte approuvé par le conseil communal du 29 mai 2017);  
 Considérant que compte tenu de la correction apportée, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) est ramené à 5.597,02 € en lieu et place de 24.597,02 €;  
 Considérant que le budget 2018 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;  
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 28/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;  
 Sur proposition du collège communal;  
 A l'unanimité;

### DÉCIDE

**Article 1er** : la délibération du 3 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	24.597,02€	5.597,02€
Dépenses 27	Entretien et réparation de l'église	39.000,00€	20.000,00€

**Article 2** : la délibération telle que réformée à l'article 1 est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	168.147,02€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	5.597,02€
Recettes extraordinaires totales	34.812,98€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	13.392,98€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	24.000,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	157.540,00€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	21.420,00€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
<b>Recettes totales</b>	<b>202.960,00€</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>202.960,00€</b>
<b>Excédent (boni/mali)</b>	<b>0,00€</b>

**Article 3** : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

**Article 4** : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au Conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

**Article 5** : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

**Article 6** : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

**27. Finances communales. Convention avec la Communauté française pour un emprunt destiné à financer les travaux de rénovation de la Maison de la culture. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 29 mai 2017, le conseil communal a décidé de passer un marché de services par appel d'offres ouvert, pour emprunter la somme de 4.888.442,00€, à rembourser en 20 ans à taux fixe, pour financer en partie les travaux de rénovation de la maison de la culture;

Considérant la décision du collège communal du 15 septembre 2017 d'attribuer le marché à BELFIUS Banque SA;

Considérant que cette décision a été approuvée par les autorités de tutelle;

Considérant que les charges de cet emprunt seront remboursées par la Communauté française et qu'il convient de passer une convention entre les deux parties;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'approuver le projet de convention dont les termes suivent:

**"Projet de convention entre la Communauté française et la ville de Tournai relative à la subsidiation de la rénovation de la Maison de la culture"**

Entre :

d'une part, la Communauté française, représentée par Mme Alda GREOLI, Vice-présidente, Ministre de la culture et de l'enfance, ayant son siège place Surllet de Chokier, 15-17 à 1000 Bruxelles, dénommée ci-après "la Communauté française"

et

d'autre part, la ville de Tournai, dont le siège est établi rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par le collège communal par lequel interviennent M. Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, agissant en vertu d'une délibération du conseil communal du 18 décembre 2017, dénommée ci-après "la ville de Tournai";

Vu la décision du gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2008 marquant son accord de principe sur l'opportunité de la rénovation de la Maison de la culture;

Vu la décision du gouvernement de la communauté française du 26 octobre 2016, marquant son accord pour l'octroi d'une subvention de 4.888.442,00€ (quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille quatre cent quarante-deux euros) en capital (TVA et frais généraux compris) et sur les intérêts y afférents (estimés à 2%) à la ville de Tournai pour les travaux de rénovation de la Maison de la culture, chargeant la ministre de la culture de l'exécution de sa décision;

Vu la délibération du conseil communal du 29 mai 2017 décidant de passer, par appel d'offres ouvert, un marché de services ayant pour objet le financement par emprunt des travaux de rénovation de la Maison de la culture;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres, établi en date du 10 août 2017, duquel il ressort que deux soumissionnaires ont remis une offre à savoir :

- ING Belgique SA, avenue Marnix 24, à 1000 Bruxelles
- BELFIUS BANQUE SA, boulevard Pachéco, 44 à 1000 Bruxelles;

Vu l'analyse des offres et attendu l'avis favorable du directeur financier en date du 14 septembre 2017;

Vu la décision du collège communal du 15 septembre 2017 de proposer l'entreprise BELFIUS BANQUE SA, boulevard Pachéco, 44 à 1000 Bruxelles, comme adjudicataire du marché sur un taux fixe annuel (à titre indicatif en date du 3 août 2017 le taux applicable était de 1,863%).

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1** : la présente convention arrête les modalités annuelles d'ordonnancement et de liquidation de la subvention accordée par la Communauté française, dans le cadre du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles et de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 18 décembre 2003, portant application des articles 4 et 6 de ce décret, pour les investissements de la ville de Tournai, en vue de la réalisation d'une salle culturelle, étant entendu que le montant de la subvention est couvert par un emprunt de 20 ans.

**Article 2** : par dérogation à l'article 11 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 18 décembre 2003 portant application des articles 4 et 6 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, la présente convention est conclue pour une durée de 20 ans. Elle prend cours le 1er janvier 2019 et se termine le 31 décembre 2038.

**Article 3** : la Communauté française verse pendant une durée de 20 ans à la ville de Tournai, sur un compte que celle-ci désignera, et par tranches annuelles uniques, une subvention couvrant intégralement les annuités payées par la ville de Tournai à BELFIUS BANQUE, conformément au tableau d'amortissement annexé à la présente, et sur présentation des preuves de paiement correspondantes.

Fait en deux exemplaires à ....., le .....

Pour la ville de Tournai  
Le Bourgmestre faisant fonction,  
Paul-Olivier DELANNOIS

Le Directeur général,  
Thierry LESPLINGART

Pour le gouvernement de la Communauté française  
Vice-présidente, la Ministre de la culture et de l'enfance  
Alda GREOLI".

<p><b><u>28. Centre public d'action sociale (CPAS). Exercice 2017. Modification budgétaire n°2. Approbation.</u></b></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;  
Vu le décret du 23 janvier 2014, publié au Moniteur belge du 6 février 2014, modifiant les dispositions relatives à la tutelle des centres publics d'action sociale;  
Vu l'article 112 de la loi organique des centres publics d'action sociale;  
Vu l'article L1123-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Vu la délibération du conseil du centre public d'action sociale du 30 novembre 2017, arrêtant les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°2;  
Considérant que ces modifications ont été soumises au Centre régional d'aide aux communes (CRAC) les 8 et 20 novembre 2017;  
Considérant que ces modifications ont été soumises au comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 30 novembre 2017;  
Considérant l'avis de légalité de Monsieur le Directeur financier du Centre public d'action sociale;  
Considérant que ces modifications sont opérées, tant à l'ordinaire qu'à l'extraordinaire, dans les limites de l'enveloppe initiale;  
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 02/12/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;  
Sur proposition du collège communal;  
A l'unanimité;

**APPROUVE**

- le rapport de la commission budgétaire
- aux chiffres ci-après les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°2 arrêtées par le conseil du Centre public d'action sociale en séance du 30 novembre 2017 :

	<b>Service ordinaire</b>	<b>Service extraordinaire</b>
Recettes totales exercice proprement dit	<b>58.233.872,79</b>	<b>3.045.000,00</b>
Dépenses totales exercice proprement dit	<b>57.078.862,65</b>	<b>6.596.333,65</b>
Boni / Mali exercice proprement dit	<b>1.155.010,14</b>	<b>-3.551.333,65</b>
Recettes exercices antérieurs	<b>1.930.625,74</b>	<b>2.312.800,00</b>
Dépenses exercices antérieurs	<b>2.406.784,83</b>	<b>2.083.960,86</b>
Prélèvements en recettes	<b>0,00</b>	<b>6.605.724,51</b>
Prélèvements en dépenses	<b>678.851,05</b>	<b>3.283.230,00</b>
Recettes globales	<b>64.173.225,35</b>	<b>11.963.524,51</b>
Dépenses globales	<b>64.173.225,35</b>	<b>11.963.524,51</b>
Boni / Mali global	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

### **29. Centre public d'action sociale (CPAS). Exercice 2018. Budget. Approbation.**

Madame la Présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, intervient d'emblée comme suit :

"Mesdames, Messieurs les Conseillers,

Le budget 2018 du CPAS vient enfin traduire en chiffres les efforts consentis par tous depuis de nombreuses années.

A l'exercice propre, le budget ordinaire s'élève à 60.027.928,30€ soit 865,00€/habitant et affiche un boni de 1.982.902,65€.

Tandis qu'en exercice propre et exercices antérieurs confondus, il atteint 62.925.571,84€.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire, le boni de l'exercice propre est joint à une partie du budget des moyens financiers (672.144,83€ sur un total de 914.740,69€) permettant, dès lors, de préserver les fonds de réserve ordinaires.

Les DEPENSES s'élevant à 56.450.031,00€ se répartissent de la façon suivante :

- 49,27% pour le personnel
- 8,01% pour le fonctionnement
- 39,29% pour les transferts
- 3,42% pour la dette

Les dépenses de personnel : 27.814.411,00€.

Le transfert du COP (centre de l'ouïe et de la parole) vers le CHwapi a permis de saisir une opportunité pour pérenniser le service rendu au public et pour maintenir l'emploi pour l'ensemble des travailleurs avec à la clé des avantages extra-légaux intéressants.

Sur le plan financier, cela se traduit par une diminution de 965.000,00€ de dépenses en matière de personnel.

Une indexation des salaires de 0,5% est prévue (environ 70.000,00€).

Ainsi ces dépenses, calculées à partir d'une liste exhaustive des membres du personnel, collent au plus près à la réalité.

Il faut noter que 45% de notre personnel est âgé de plus de 50 ans, ce qui a un impact direct sur le montant des salaires.

De plus, vu la pénibilité de certains métiers, notamment au sein des maisons de repos, ce «vieillissement du personnel» contribue, en partie, à alimenter le taux d'absentéisme.

On comptabilise 483 équivalents temps plein repris dans les contrats de travail tandis que sur le terrain, en activité, ils sont 436, soit 47 équivalents temps plein en moins. Cela se répercute directement sur les dépenses de personnel, surtout lorsqu'il s'agit d'agents statutaires.

Quant à la charge de travail, elle doit être répartie, dans un premier temps, entre les agents en activité dans la mesure où le plan d'embauche est actuellement suspendu sur décision du CRAC. Tout nouvel engagement lui est donc soumis préalablement au cas par cas et nous nous alignons sur sa décision.

Enfin, la révision de la cotisation de responsabilisation engendre une baisse de 205.284,00€ (2.655.047,48€).

Toutefois, dès l'année prochaine, la circulaire budgétaire impose un phasage de cette cotisation pour, in fine, la reprendre à l'exercice auquel elle se rapporte.

#### Les dépenses de fonctionnement : 4.523.060,00€

Liées au coût de la vie, ces dépenses sont fluctuantes surtout dans certains domaines comme l'énergie et l'eau. Pour approcher au plus près de la réalité, le calcul s'est basé sur la modification budgétaire 2017 élaborée sur base des dépenses réellement engagées.

De plus, tout comme la Ville l'a fait, nous avons aussi prévu 50.000,00€ afin de mettre en oeuvre les éventuelles recommandations de la task-force.

#### Les dépenses de transfert : 22.179.458,00€

Les dépenses liées à l'aide sociale atteignent un montant de 19.739.880,00€.

Les sommes destinées au R.I.S. (revenu d'intégration sociale) se ventilent en 2 catégories :

1. Celles pour les R.I.S. remboursés à 100%. Le budget est de 3.370.000,00€. Il excède celui de 2017 de 1.310.000,00€. Cependant, il est compensé par des recettes de transfert.
2. Celles pour les R.I.S. subsidiés à 70%. Pour ceux-ci, la dépense globale s'élève à 14.215.610,00€ avec un montant sur fonds propre de 4.264.683,00€.

En résumé, par rapport à l'année 2017, pour cette catégorie de R.I.S., la simplification des taux de remboursement par le fédéral et l'augmentation du nombre d'octrois engendrent en 2018 une dépense supplémentaire de 1.602.230,00€, dont 480.669,00€ à charge du CPAS. Concrètement, sur le terrain, on constate un accroissement d'environ 13% du nombre de R.I.S., soit une moyenne mensuelle de 1.810 R.I.S.. Ceci concerne les 9 premiers mois de 2017, période de référence pour l'ensemble des chiffres cités dans mon intervention.

Cette croissance des R.I.S. est le résultat de plusieurs facteurs.

A titre non exhaustif et hormis l'effet «vases communicants» entre l'ONEM et le CPAS, je citerai :

1. Tout d'abord, «l'effritement» de la sécurité sociale qui se répercute de manière insidieuse au détriment du CPAS. Ainsi après les modifications de la loi sur le chômage, ce sont maintenant des «victimes» des changements législatifs en matière d'indemnisation mutuelle qui font appel au R.I.S. (période de travail requise allongée pour bénéficier d'indemnités de mutuelle,...).
2. Ensuite, la poursuite d'une précarisation des groupes «à risque» tels que les personnes peu qualifiées, les familles monoparentales.
3. Enfin, la défaillance de la solidarité intrafamiliale. Que ce soit suite à la rupture des liens ou par manque de moyens financiers, cette solidarité qui permettait au sein des familles de pallier les difficultés de la vie rencontrées par un de ses membres n'opère plus. Cela explique aussi l'accroissement des demandes de R.I.S. introduites par des étudiants. A ce propos, les politiques menées par les CPAS diffèrent selon leur localisation, le contexte social et leurs stratégies propres. A Tournai, le conseil de l'action sociale est particulièrement vigilant à ne pas pénaliser un jeune en fonction de son milieu social et à lui permettre d'accéder à un enseignement, même au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire.

Dans notre entité, un peu moins d'un R.I.S. sur 2 est destiné à une personne isolée (47,51%), environ un R.I.S. sur 4 à une personne cohabitante (27,65%), le dernier quart étant attribué à des familles.

En ce qui concerne l'aide sociale, bien que nous ne disposions pas de statistiques précises à ce sujet, sur le terrain, on constate que le nombre de travailleurs qui font appel au CPAS est en augmentation. Il s'agit de ceux que l'on désigne sous le vocable de «travailleurs pauvres», essentiellement des travailleurs à temps partiel et des travailleurs en statut précaire dont le salaire s'avère insuffisant pour assumer les charges et le quotidien; situation qui doit nous interpeller, nous, les hommes et femmes politiques.

Quoi qu'il en soit, parmi l'ensemble des aides octroyées, 23% se rapportent à des motifs très variés tels que l'achat ou la réparation d'un appareil électroménager mais aussi le paiement de cours d'auto-école pour occuper un emploi ou l'achat de denrées alimentaires.

Environ une aide sur 5 est en lien direct avec la santé. Dans ce domaine, les demandes augmentent d'année en année et essentiellement pour une intervention dans les frais pharmaceutiques. (12,87% en 2016 et 15,16% pour 2017).

Les demandes se rapportant à l'énergie représentent 21,93% des aides.

Quant à celles concernant directement les enfants, c'est-à-dire les demandes d'intervention dans les repas scolaires, les frais scolaires, elles représentent 1 aide sur 8.

Le ratio des aides destinées au logement s'élève à 21,34%. Les loyers constituent 4,83% des demandes et les garanties bancaires et cautions, 6,38%.

On constate une légère augmentation des demandes d'adresse de référence. Cet indice est le reflet d'une évolution au sein du public qui s'adresse au CPAS. Le nombre de personnes en «désinsertion» sociale pour divers motifs semble augmenter chaque année. Certains acceptent une réorientation vers une maison d'accueil (à condition que des places soient disponibles) mais d'autres optent pour un hébergement minimal au sein des «abris de nuit» ou pour toute autre solution précaire.

Avec le relais social et l'ensemble des acteurs sociaux, nous tentons de trouver des réponses à cette problématique.

#### Dépenses de dette : 1.933.100,00€.

Elles sont directement liées au taux en vigueur. Elles reprennent la charge complète de l'emprunt contracté pour la maison de retraite «A l'Ombre du Temps».

Quant aux RECETTES, elles atteignent 58.432.934,00€, et se répartissent comme ceci :

- 16,89% en recettes de prestations
- 83,10% en recettes de transfert
- 0,001% en recettes de dette

#### Les recettes de prestations : 9.873.227,00€

55% de ces recettes proviennent essentiellement de la perception des frais d'hébergement en maisons de repos, soit 5.430.576,62€. Les rentrées locatives sont la seconde source de recettes, elles représentent 16% du total.



Les recettes de transfert : 48.559.506,00€

On peut noter l'absence d'une recette INAMI de 901.197,00€ suite au transfert du centre de l'ouïe et de la parole.

Un supplément de 693.667,00€ est constaté dans le cadre «Maribel».

Le subventionnement de la maison d'enfants comme service d'accueil et d'aide éducative permet d'inscrire une somme de 570.000,00€ pour l'année 2018.

En ce qui concerne la dotation communale, le collège communal a décidé de geler l'augmentation de 2% initialement prévue, soit 194.669,00€. Cette décision est liée à l'attente des résultats de la task-force et à la poursuite de la mise en oeuvre de synergies, source possible d'économies. Le montant de la dotation reste donc de 9.733.488,00€, soit 140,00€/habitant.

Suite aux efforts fournis par le CPAS pour répondre aux exigences des pouvoirs de tutelle (Ville et CRAC), le CPAS ose espérer le «dégel» de cette indexation de la dotation communale.

La subvention du fonds spécial de l'aide sociale s'élève à 1.230.033,17€.

A l'extraordinaire, les investissements 2018 s'élèvent à un total de 1.501.076,00€.

Cette somme se répartit dans trois secteurs principaux : les maisons de repos, le 3ème âge, le service social au sens large.

1. Les maisons de repos : 680.676,00€.

De cette somme, 600.000,00€ seront affectés à la maison de repos «Moulin à Cailloux» pour le paiement des honoraires d'IGRETEC et l'acquisition de matériel.

Le reste sera utilisé à des travaux d'aménagement et d'achat de matériel pour les maisons de repos "Benjamin Grugeon" et "A l'Ombre du Temps".

2. Le secteur du 3ème âge : 383.500,00€.

Le recours à des entreprises privées afin d'effectuer les travaux nécessaires permettant la remise en location de certains logements. Cette mesure aura un coût de 130.000,00€. Il faut noter que la non-location de ces mêmes bâtiments a, jusqu'à présent, engendré une perte de 133.000,00€.

Des travaux de menuiseries, d'installation de parlophones, de réparations de toitures, ainsi que d'aménagements des abords de divers logements engendreront des frais s'élevant à 217.000,00€.

3. Le secteur social : 436.900,00€.

Au service social, les assistants sociaux disposeront enfin d'ordinateurs puisque 163.700,00€ sont destinés à cet achat.

3 véhicules adaptés aux services auxquels ils sont affectés, c'est-à-dire les espaces verts, les électriciens et la cuisine, engendreront une dépense de 90.000,00€.

Le reste des dépenses a trait soit à des mises en conformité (un système de détection incendie à l'économie solidaire), à des réparations des bâtiments (la toiture à la maison d'accueil «La Consoude») ou à divers aménagements (l'achat de balast pour le service d'insertion professionnelle).

Pour terminer, je dirai que même lors de l'élaboration d'un budget - vérité on ne maîtrise pas l'avenir et notamment l'évolution du nombre de RIS et des demandes d'aide.

En 2017, chaque jour, ce sont environ 78 personnes qui ont franchi le seuil de notre centre. Elles sont en demande d'informations, d'écoute, d'un logement, d'une intervention financière.

Elles sont reçues par les travailleurs sociaux dont le rôle en fonction de l'évolution des législations est en pleine mutation. En effet, les travailleurs sociaux doivent utiliser un ensemble d'outils de contrôle chronophages par rapport aux résultats obtenus. En pratiquant de la sorte, ils sont amenés à endosser les prérogatives de contrôleur social.

Cette érosion de la profession a encore franchi un pas en 2017 avec l'adoption de la nouvelle législation concernant le secret professionnel.

Cet outil intrinsèquement nécessaire à la relation de confiance a été sacrifié sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Les assistants sociaux comme l'ensemble des intervenants soumis au secret professionnel disposaient d'un encadrement législatif suffisant. Celui-ci précisait le devoir d'alerter les autorités lorsque des vies étaient menacées. On peut d'ailleurs s'étonner que par rapport à l'objectif poursuivi énoncé, pour rappel la lutte contre le terrorisme, les modifications légales apportées visent exclusivement les travailleurs sociaux des institutions de sécurité sociale dont les CPAS.

Cet argument et d'autres figuraient dans la motion votée par le conseil de l'action sociale le 30 mars 2017, et transmise à Messieurs les Ministres Charles MICHEL et Willy BORSUS.

Au quotidien, les actions du CPAS visent deux choses :

1. lutter contre la pauvreté.
2. maintenir la cohésion sociale.

Pour cela, il est nécessaire de développer les deux aspects complémentaires de notre travail: l'aspect curatif et l'aspect préventif.

Est-il nécessaire de vous redire que depuis de très nombreuses années et soutenu par l'ensemble des conseils d'action sociale successifs, le CPAS de Tournai a toujours eu à coeur de promouvoir la prévention ?

J'ose espérer que le subventionnement obtenu pour la maison d'enfants vient reconnaître la qualité de ce travail accompli.

Je souhaite aussi souligner le succès que semble rencontrer le nouveau projet initié par le service d'insertion socioprofessionnelle. Le but poursuivi est de ramener vers l'emploi une population en décrochage depuis de nombreuses années. Ce projet nécessite une approche en phase avec le vécu des personnes pour leur rendre l'envie de se déplacer et de participer à une activité. Cette activité est utilisée comme moyen de reprendre confiance en soi au travers d'échanges en groupes dans un but constructif. Ce processus prend du temps mais le personnel est dynamique et motivé, ce qui semble contaminer les participants. Ce projet vise, en quelque sorte, à développer un processus de réparation s'adressant à des accidentés de la vie.

La nouvelle cuisine centrale avec une toute nouvelle méthode de travail dont la confection de repas selon «la liaison froide» offre une qualité accrue des repas.

Après les déménagements successifs au sein des MR, la vie de nos pensionnaires confortablement installés a repris son cours.

Ce sont ces constats mais aussi le professionnalisme et la motivation du personnel qui alimentent notre volonté de défendre le service public.

Un service public réactif, innovant, empathique, respectueux du public et de son personnel, un service public au service du public."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite:

"Je voudrais tout d'abord commencer mon petit mot par des remerciements.

Merci à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la préparation du budget et des documents qui nous ont été donnés.

Merci à tout le personnel du CPAS, personnel mis à rude épreuve, épreuve du non-remplacement, de la fermeture de services et de la détresse humaine.

Jusqu'où ces hommes et ces femmes tiendront-ils ?

J'ai une pensée toute particulière pour les travailleurs qui sont en relation directe avec les plus démunis, les malades, les personnes âgées.

Quelles sont vos intentions en termes de gestion des ressources humaines ?

Vous signalez vous-même une pyramide des âges inversée mais qu'est-ce qui est mis en place ? A quoi réfléchissez-vous pour l'avenir ?

Revenons au budget. Madame la Présidente nous parle d'un budget vérité, j'en prends note.

Budget pour 2018, mais après ?

Quelles sont les prévisions pour l'avenir, quelles sont les décisions structurelles et durables ?

Comme nous apprenons que la dotation de la ville est gelée, me vient une autre question.

Quelle est la politique sociale de Tournai au sens large du terme ?

A quand une réflexion globale, à quand un état des lieux, oserai-je prononcer le mauvais mot, le méchant mot, l'audit externe... ! J'ai la vague impression de me répéter.

Nous aimerions revenir sur quelques points plus précis.

Nous sommes contents qu'une solution soit trouvée pour la maison des enfants. Par contre, nous regrettons le départ du centre de l'ouïe et de la parole pour le Chwapi. Heureusement le service à la population reste et la convention signée semble satisfaire les différentes parties. Mais encore une fois, un service quitte le CPAS.

Regret car encore une fois, décision à court terme. Mais à long terme, qu'en sera-t-il des autres services du CPAS ? Est-ce que chaque année, on nous annoncera la perte ou le transfert de tel ou tel service ? De nouveau, à quand une réflexion plus structurelle ?

A l'heure où le budget reste difficile à clôturer, une question sur l'aide sociale, question qui reste sans réponse depuis longtemps, qu'en est-il des aides dites récupérables ?

Même si celles-ci permettent à de nombreuses familles de nouer les deux bouts, quelle est la réalité des remboursements ?

Pourquoi ne pas profiter de ces aides remboursables pour entamer avec les bénéficiaires une démarche éducative et éviter peut-être la spirale de la dépendance ?

Enfin, une dernière question, sur des recettes perdues, celles des loyers, qu'en est-il de la réflexion autour de la rénovation des biens du CPAS ? Qu'en est-il des projets des biens et travaux à l'heure où de nombreuses familles cherchent un toit ? N'est-ce pas là aussi une priorité pour un CPAS ?

Le cdH continuera à soutenir le CPAS et son personnel mais pas la façon dont le CPAS de Tournai est géré.

Aujourd'hui le cdH s'abstiendra, pas sur le budget mais sur le manque global de vision à long terme.

Je vous remercie."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVI**D, intervient à son tour :

"Comment mieux se casser le moral qu'en lisant la note de politique générale du CPAS ?

Comment contenir sa colère et son indignation face à deux phénomènes qui se renforcent : une société construisant des inégalités de plus en plus grandes et un CPAS malade ?

Arrêtons-nous sur quelques chiffres :

- Le nombre de R.I.S. augmente de 80% en 7 ans alors que le P.I.B. (produit intérieur brut) a augmenté sur la même période. Ce qui veut dire que ce n'est pas un problème de création de richesse mais de répartition de celle-ci.
- 1 R.I.S./2 va aux 18-34 ans. Près de 1.000 jeunes ont le R.I.S. à Tournai alors que c'est l'âge où l'on peut être le plus actif.
- 5 fois plus d'adresses de référence en 3 ans. Qui dit adresse de référence, dit des personnes à la rue...

A l'assemblée générale du relais social urbain du Tournaisis la semaine dernière, Yannick MARTIN, infirmier de rue, expliquait ce phénomène croissant de femmes qui se prostituent, non pas pour obtenir des revenus, mais simplement pour avoir un toit où dormir, un peu de quoi manger. Cet acte est réduit à de «l'échange de services» pour survivre... On en est là ! Il est temps de se révolter et d'arrêter de pointer du doigt ceux qui font «tache» dans la ville !

Face à ce constat alarmant, la Ville a un bras armé pour venir en aide à toutes ces personnes en détresse : le CPAS. Et le travail est énorme dans un contexte budgétaire difficile et des politiques menées à d'autres niveaux de pouvoirs qui font porter sur les CPAS énormément de charges sans en donner les moyens.

Le CPAS de Tournai a quand même pu trouver dans ce contexte, une subvention de 500.000,00€ pour la maison d'enfants. Il aide notamment beaucoup de jeunes étudiants à poursuivre leurs études et il intervient préventivement dans un soutien aux enfants.

Petites questions :

- Pourquoi le nombre d'aides est passé de 1547 en 2015 à 1373 en 2016 ?
- Pourquoi le nombre d'isolés est plus nombreux qu'ailleurs en Belgique? A l'inverse des cohabitants ? Espérons que ce ne soit pas parce qu'on refuse plus les cohabitants...

En même temps, 184 logements sur 616, soit 30% des logements du CPAS sont inoccupés. Et ce n'est pas parce qu'ils sont en vente. C'est simplement parce qu'ils ne sont plus aux normes.

Heureusement, cette année il a été décidé de faire appel à des entrepreneurs extérieurs pour réaliser les travaux...

Mais c'est un vrai plan stratégique que nous demandons, c'est-à-dire un inventaire de l'état des logements, du coût de la rénovation et de la performance énergétique; faire des choix de vente ou de rachat dans un souci d'efficacité et de service aux personnes dans le besoin.

Aujourd'hui, il y a un plan de vente pour remplir les caisses mais aucun plan stratégique.

C'est du coup par coup ! Nous sommes fatigués de le répéter chaque année, tant cela va de soit.

Les prix des services offerts par le CPAS (MR/ logement, repas...) ont été fortement augmentés depuis 3 ans. On ne peut plus vraiment dire que nous pratiquons des prix abordables quand une chambre en maison de repos coûte 50,00€/jour. Et il existe encore des chambres à 2 ou 4 lits sans W-C. Est-ce bien décent?

Ne cachons pas non plus que le climat au sein du CPAS n'est pas au beau fixe. Beaucoup de personnes à des postes stratégiques sont malades depuis plusieurs semaines. Comment garder une bonne motivation au travail alors que le climat en interne est mauvais ? Le personnel est vieillissant, ce qui justifierait le nombre important de jours de maladie ? Je ne crois pas du tout que ce soit l'unique raison, il est temps de se poser les vraies questions et de prendre des dispositions notamment en termes de management de l'institution.

Nous votons aujourd'hui un budget à l'équilibre, ce qui est positif. Nous voterons d'ailleurs ce budget parce que financièrement nous sentons une évolution dans la gestion depuis que les affaires de détournement ont été révélées. Même si le chemin est encore long... De plus, nous voulons par ce vote, soutenir le CPAS qui doit faire face à une situation sociale extrêmement difficile. Nous le soutiendrons d'autant plus que la Ville réserve l'augmentation de 2%, légalement obligatoire, à la condition que le CPAS fasse des efforts.

Or, nous pensons que ce n'est pas avec du chantage que les choses avancent et se modifient... Dans le rapport, on parle d'une époque révolue, du temps où l'aide était synonyme de charité chrétienne. Sachez que ce temps n'est pas du tout révolu, il est même très tendance. Et cela fait froid dans le dos parce que ça veut dire que l'état providence disparaît petit à petit. Qui a ouvert l'abri de nuit à Tournai ? Caritas.

Qui vient en aide pour des cautions que les propriétaires acceptent facilement ? Caritas.

Qui propose aux associations de travailler en partenariat pour créer du logement à prix abordable ? Caritas.

Qui offre des colis alimentaires ? Des associations bénévoles et privées, des congrégations de soeurs... Et on voit les files se former dehors avant l'ouverture des portes.

Vers qui les associations se tournent-elles quand les portes se ferment une à une pour venir en aide ? Caritas et les associations privées.

Alors, plus que jamais, il est temps de se retrousser les manches, de rompre avec les pratiques du passé, de s'ouvrir et de travailler en partenariat. Il est temps de prendre les mesures nécessaires pour avoir un CPAS avec une gestion saine et efficace."

Le président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, intervient comme suit brièvement avant de céder la parole au conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT :

"Deux éléments à propos du nombre d'isolés à Tournai. On ne prend pas toujours bien en compte le fait que Tournai a certainement beaucoup de besoins sociaux mais est aussi un pôle important en matière de santé mentale. Je formule l'hypothèse suivante : les patients des Marronniers jouent un rôle important dans le nombre d'isolés car ils sont considérés comme isolés. Cela fait beaucoup de monde. On l'oublie de temps en temps. Ce n'est qu'une hypothèse, bien entendu.

Deuxième chose, j'entends qu'on se plaint de l'intervention d'associations confessionnelles. En même temps, pendant longtemps, on s'est plaint du fait qu'il n'y avait pas de coopération. Le relais social existe aussi pour mettre en oeuvre cette coopération."

Le conseiller communal Tournai Plus **Benoît MAT** intervient alors :

"Nous partageons le point de vue de la conseillère communale Coralie LADAVID. Il y a un point sur lequel j'insiste, c'est celui du patrimoine. Il existe des structures à Tournai, notamment le logis tournaïen, qui sont très efficaces dans la gestion du patrimoine et dans la rénovation. La ville devrait imposer de créer des partenariats avec de telles structures, même privées, pour pouvoir jouir au mieux de tout le patrimoine que vous avez. C'est incroyable que ce soit aussi mal géré depuis tant d'années. Ces remarques ont été faites très souvent !"

Monsieur le conseiller communal MR, **Jean-Louis VIEREN**, intervient ensuite :

"Je souhaite d'abord remercier l'administration du CPAS, qui a travaillé pour ce budget dans des circonstances difficiles. Un nombre important d'agents absents nous faisait craindre que le budget ne soit pas présenté en 2017 et qu'il aurait fallu recourir à des douzièmes provisoires. Mais la détermination de l'équipe présente en a décidé autrement. De plus, l'utilisation d'un nouveau logiciel a impliqué une modification dans la méthodologie de travail.

Quels éléments pouvons-nous relever de ce budget ?

D'abord un boni de 1.982.902,65€ à l'exercice propre. Mais malheureusement ce boni serait trop beau. Le point inquiétant est la cotisation de responsabilisation qui s'élèvera pour 2018 à 2.666.047,48€.

Les dépenses de personnel sont diminuées de 365.366,44 € car le centre de l'ouïe et de la parole sera cédé au CHWAPI.

La dotation communale est inchangée, l'indexation étant bloquée jusqu'à une évolution des synergies. 50.000,00€ seront débloqués par la ville pour appliquer les mesures de la Task force que nous avons entendues tantôt.

Un subside de 500.000,00€ est accordé à la maison d'enfants.

A l'extraordinaire, la grosse partie du budget sert à la poursuite de la mise en conformité des maisons de repos; ces rénovations qui ont été un très gros chantier progressent bien mais il y a encore du travail car le Moulin à Cailloux doit encore être transformé.

Des travaux importants doivent avoir lieu dans les logements du 3ème âge. Pour 2018, un montant de 130.000,00€ est prévu pour des travaux confiés à des entreprises externes. 250.000,00€ seront effectués par la Régie.

Il y a également un achat de trois véhicules, ce qui est nécessaire vu le parc automobile vieillissant du CPAS et pour l'informatique nous aurons 160.000,00€ de dépenses.

Comme vous pouvez le constater au CPAS, des efforts sont consentis. Nous sentons que les choses bougent. Nous maîtrisons les coûts. Nous dégageons un boni à l'exercice propre. Mais l'augmentation de l'aide sociale en général et du nombre de R.I.S. nous amène à des dépenses supplémentaires partiellement compensées par des recettes de transfert.

Le MR pense que ce budget est réaliste et sérieux.

Comme vous l'avez compris, le groupe MR votera donc le budget."

Monsieur le Bourgmestre empêché, **Rudy DEMOTTE**, intervient ensuite :

"Je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit et que je partage, tant sur le plan patrimonial, que sur les efforts consentis pour mettre le budget à l'équilibre. Nous devons en plus être attentifs à un risque de dérive sérieux, lié notamment à l'évolution du coût de la responsabilisation de pension. Celui-ci va grimper au total à plusieurs millions d'euros. Ils devront être trouvés dans l'escarcelle du CPAS, de la commune ou des deux.

La fois dernière, nous avons eu une petite altercation sur ce que ne rapportait pas la Fédération Wallonie-Bruxelles. Je signale que les 500.000,00€ qui sont aujourd'hui dans l'escarcelle du CPAS pour la maison de l'enfant viennent de la Communauté française."

L'intervention suivante de la présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, clôture les débats :

"Je vous remercie pour les réflexions que vous avez faites sur le CPAS. Je suis d'accord avec la conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID. Nous nous sentons impuissants. Concernant le départ du centre de l'ouïe et de la parole, il faut savoir que nous avions vendu les bâtiments et le terrain au Chwapi. Médicalement, il était recommandé par les spécialistes du centre de l'ouïe et de la parole que ce centre soit accolé à un centre hospitalier, étant donné le besoin d'un outil médical à côté du centre de réadaptation. C'est cela aussi qui nous a décidés. Le personnel continuera à bénéficier des mêmes conditions de travail. Le service des travaux est ce qu'il est. J'espère que les futures synergies avec la ville permettront de faire évoluer la situation. Il est vrai que nous allons maintenant de plus en plus faire appel à des entreprises privées, à des synergies avec une société de logement social ou avec la ville de façon à rénover du logement. Car il est vrai que ce n'est pas possible d'accepter qu'autant de logements soient vacants au CPAS."

Par 30 voix pour et 4 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, Mme M-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.  
Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale;

Vu la délibération du conseil du centre public d'action sociale du 30 novembre 2017 arrêtant le budget 2018;

Considérant les réunions qui se sont tenues les 8 et 20 novembre 2017 avec le Centre régional d'aide aux communes et les autorités communales, valant comité de concertation;

Vu le procès-verbal du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 30 novembre 2017;

Vu le rapport de la Commission budgétaire du CPAS du 23 novembre 2017;

Considérant que la note de politique générale du CPAS répond à l'article 88 de la loi organique des CPAS qui prévoit qu'une note de politique générale est jointe au budget du CPAS, présentée au conseil de l'action sociale et qui sera commentée par la Présidente lors de la séance du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 02/12/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

#### **PREND CONNAISSANCE**

de la note de politique générale du CPAS pour l'exercice 2018;

Par 30 voix pour et 4 abstentions;

### DECIDE

d'approuver :

- le rapport de la commission budgétaire du CPAS du 23 novembre 2017
- le budget du centre public d'action sociale de l'exercice 2018 aux montants ci-après :

#### A. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	<b>58.432.934,12</b>	<b>1.650.000,00</b>
Dépenses exercice proprement dit	<b>56.450.031,47</b>	<b>1.501.076,00</b>
Boni / Mali exercice proprement dit	<b>1.982.902,65</b>	<b>148.924,00</b>
Recettes exercices antérieurs	<b>914.740,69</b>	<b>0,00</b>
Dépenses exercices antérieurs	<b>2.655.047,48</b>	<b>0,00</b>
Prélèvements en recettes	<b>0,00</b>	<b>1.501.076,00</b>
Prélèvements en dépenses	<b>242.595,86</b>	<b>1.650.000,00</b>
Recettes globales	<b>62.925.571,84</b>	<b>3.151.076,00</b>
Dépenses globales	<b>62.925.571,84</b>	<b>3.151.076,00</b>
Boni / Mali global	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

#### B. Tableau de synthèse (partie centrale)

##### B.1. Service ordinaire

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	<b>60.331.265,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60.331.265,14</b>
Prévisions des dépenses globales	<b>60.331.265,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60.331.265,14</b>
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

##### B.2. Service extraordinaire (facultatif)

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	<b>9.579.196,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9.579.196,05</b>
Prévisions des dépenses globales	<b>9.579.196,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9.579.196,05</b>
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



**30. IGRETEC (intercommunale de gestion et de réalisation d'études techniques et économiques). Assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2017. Ordre du jour. Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'IGRETEC (intercommunale de gestion et de réalisation d'études techniques et économiques);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IGRETEC a été établie en séance du conseil communal du 14 janvier 2013;

Considérant que l'assemblée générale ordinaire de l'IGRETEC aura lieu le mardi 19 décembre 2017, à 16 heures 30, dans les locaux d'IGRETEC (salle "le cube" boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi);

Considérant que l'ordre du jour est le suivant :

1. Affiliations/Administrateurs.
2. Première évaluation du plan stratégique 2017-2019
3. Création et prise de participation dans la société anonyme "société de reconversion des sites industriels de Charleroi".
4. Recommandations du comité de rémunération.

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver le point figurant à l'ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

#### **DÉCIDE**

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IGRETEC (intercommunale de gestion et de réalisation d'études techniques et économiques) qui aura lieu le 19 décembre 2017, à 16 heures 30, dans les locaux d'IGRETEC (salle "le cube" boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi):

1. Affiliations/Administrateurs.
2. Première évaluation du plan stratégique 2017-2019
3. Création et prise de participation dans la société anonyme "société de reconversion des sites industriels de Charleroi".
4. Recommandations du Comité de rémunération.

**31. IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut). Assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2017. Ordre du jour. Approbation.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée :

"Il n'est pas habituel que nous intervenions à propos de cette intercommunale qui n'est pas strictement en Wallonie picarde. Mais ce n'est pas pour cela que ce n'est pas important de réfléchir à ce que fait cette intercommunale. Tournai en fait partie également et nous avons des représentants à son assemblée générale.

Cette intercommunale a pour but essentiel des prises de participation financière dont elle répercute le produit sous forme de dividendes aux communes.

C'est notre représentant au conseil d'administration qui attire l'attention de tous les mandataires communaux qui vont devoir voter les points figurant à l'ordre du jour sur les risques liés à la création d'une holding qui s'appelle "Walwind", qui concerne des prises de participation dans l'éolien.

La société W4W a été créée entre les intercommunales de financement dont fait partie IPFH et Electrabel pour investir dans les champs éoliens. Ce sont des sociétés mixtes, donc publiques et privées, destinées à investir dans les champs éoliens. Il est proposé de créer plusieurs sociétés W4W sœurs, créées au fur et à mesure et gérant chacune entre 40 et 50 MW éoliens et pilotées par la holding Walwind.

ECOLO est très vigilant aux dérives possibles liées au développement à l'infini de sociétés mixtes entre intercommunales et sociétés privées. Ne reproduisons pas un autre PUBLIFIN !

Il y a, dans le montage proposé, un risque de perte de contrôle du public puisque l'on ajoute un niveau supplémentaire, ce qui n'est pas très heureux. Après avoir mis le doigt sur ce point, il a été décidé que tous les conseils d'administration seraient constitués à l'identique de la société W4W et de la société faîtière, pour faciliter la vision globale et le retour d'informations (article 6 de la convention d'associés).

Après la fin des remboursements des emprunts bancaires, les différentes sociétés constituées pourront être absorbées par la société faîtière. Il s'agit d'une décision d'amplifier les investissements des pouvoirs locaux dans les champs éoliens. Les mécanismes et structures mis en place sont complexes et il faudra être attentif à ne pas diluer la capacité de contrôle et d'orientation publique. La lecture du pacte d'associés et des conventions liées pourrait nous apporter plus d'informations à ce propos.

ECOLO demande aux représentants de notre commune à l'assemblée générale de l'intercommunale IPFH de demander la modification de quatre articles des statuts de WALWIND :

- article 2, dernier alinéa : demander la suppression : «la société peut avoir des filiales ou succursales à l'étranger.»

Justification : puisque l'objectif est de développer l'éolien terrestre en Wallonie, il n'y a pas de raison de développer des filiales à l'étranger, avec le risque que cela comporte comme fuite en avant dans la perte de contrôle.

- article 3 : l'objet de la société est beaucoup trop large et permet de faire à peu près tout; il faut demander de se centrer sur l'éolien terrestre en Wallonie.
- article 4§4 : la société pourra même acquérir tout bien mobilier et immobilier; même sans lien avec son objet social : suppression de ce paragraphe.
- article 13 : c'est le conseil d'administration qui décide de l'admission de nouveaux associés; c'est une perte de contrôle potentielle de la part des intercommunales associées. Il faut donner ce pouvoir à l'assemblée générale.

Nous demandons de se prononcer sur cette demande à nos représentants à l'assemblée générale de l'IPFH afin de modifier ces articles des statuts de la holding WALWIND."

Le conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, informe l'assemblée que sa famille politique soutient la proposition d'ECOLO.

Pour Tournai Plus, le conseiller communal **Benoît MAT** fait la déclaration suivante :

"Nous sommes tout à fait d'accord avec les propositions d'amendement des statuts que propose Ecolo."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, communique la précision suivante au sujet de ce point :

"Dès que j'ai reçu la proposition du groupe Ecolo, je l'ai transmise aux responsables administratifs d'I.P.F.H.. Je vous lis leur réponse : "La décision a été prise il y a quelques jours de supprimer toutes les références à l'étranger dans les statuts de Walwind SCRL. Ceci concerne les articles 2 et 3.

Concernant les articles 4 et 13, il est rappelé que ces décisions, même si elles sont du ressort du conseil d'administration, doivent être adoptées à la majorité spéciale des  $\frac{3}{4}$ , ce qui préserve les pouvoirs publics d'une éventuelle décision unilatérale du partenaire privé qui détient 50%." "

Les mêmes conseillers débattent à nouveau en précisant chacun leur point de vue.

Monsieur le Bourgmestre empêché, **Rudy DEMOTTE**, intervient à son tour :

"J'exprime un point de vue personnel.

Je crains que nous soyons en train de nous tromper, si nous confondons les instruments et la marge de manoeuvre. Il est clair qu'aujourd'hui, les instruments publics ne peuvent oeuvrer seuls.

Tantôt on parlait du social. On ne s'étonnait pas qu'on recoure à la coopération associative. Quand on parle d'économie, il y a des collaborations avec la société civile et le monde des entreprises.

La question du contrôle public figure dans les statuts. Si on restreint l'activité du public de plus en plus, ce que je crains, c'est qu'il ne soit plus en mesure de prendre une initiative industrielle. Je rejoins ce qui a été dit par le conseiller communal Benoît MAT à ce sujet. Il faut maintenir une possibilité pour le public d'agir dans différents secteurs. Est-ce qu'il va pour autant se disperser ou se diluer ? C'est une hypothèse. Qui peut aujourd'hui prédire en fonction des évolutions techniques et technologiques, les secteurs qui demain vont, en matière d'énergie renouvelable, être les plus rentables et les plus intéressants en termes de transition écologique ?

Écarter les outils publics serait à mon sens une erreur. Est-ce qu'on doit nécessairement limiter l'objet social ? Je crois que ce serait une erreur. On parle toujours d'exemples comme Nethys, Publifin... en craignant que les extensions multiples nous en fassent perdre le contrôle. Je crois que ce qui a été plus problématique, c'est l'attitude individuelle et c'est l'absence de sens éthique. Mais sur l'objet même de l'entreprise, un objet plus large permet une réappropriation par le public de la démarche en matière d'investissement industriel. Il ne s'agit pas ici de fausser les règles de la concurrence. Nous avons besoin, pour que l'économie soit soutenue aujourd'hui, d'un secteur public fort à côté du secteur privé. A titre personnel, je plaiderai pour qu'on ne ferme pas aujourd'hui ces possibilités d'investissement. Mais je reste vigilant. Je ne pense pas pour autant que la proposition faite par ECOLO soit peu honorable. Elle a du sens. Mais je ne partage pas la modalité pour atteindre l'objectif, qui est celui qu'on décrit. Donc je propose qu'on en reste à ce qui nous est proposé."

Le conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, reprend la parole :

"Je ne suis pas rassuré par la réponse que nous avons reçue d'IPFH. Nous sommes évidemment tous d'accord pour dire qu'une intercommunale doit pouvoir élargir son objet social. Cela ne pose aucun problème pour IPFH. Mais ici on parle de Walwind. C'est un outil, un véhicule interne. Ce véhicule, ce n'est pas parce qu'on va le limiter qu'IPFH ne va pas pouvoir développer d'autres projets. Il s'agit ici d'éviter de prendre des risques au sein de Walwind, pas au sein IPFH.  
A ce sujet, je n'ai pas de réponse. S'il s'agit d'IPFH, nous sommes d'accord d'élargir mais pas pour Walwind."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, intervient à nouveau :

"Je répète que la décision a été prise il y a quelques jours de supprimer toutes les références à l'étranger dans les statuts de Walwind. Cela concerne les articles 2 et 3."

A l'issue de ce long débat, le **président** d'assemblée soumet les points de l'ordre du jour au vote.

A l'unanimité pour les points 1, 3 et 4 de l'ordre du jour;

Et par 22 voix pour, 6 voix contre et 6 abstentions pour le point 2 de l'ordre du jour;

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mme L. BARBAIX, MM. X. DECALUWE, L. COUSAERT, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. B. MAT, Mme C. LADAVID, MM. G. DENONNE, S. LECONTE

Se sont abstenus : Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, A. MELLOUK

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IPFH a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant que l'assemblée générale ordinaire de l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut) aura lieu le 20 décembre 2017, à 17 heures 30 à Soleo (locaux d'IGRETEC, boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi);

Considérant l'ordre du jour qui est le suivant :

- Première évaluation annuelle du Plan stratégique 2017-2019;
- Prise de participation dans Walwind;
- Prise de participation dans Walvert Thuin;
- Nominations statutaires.

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cet ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité pour les points 1, 3 et 4 de l'ordre du jour;

Et par 22 voix pour, 6 voix contre et 6 abstentions pour le point 2 de l'ordre du jour;

#### **DECIDE**

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut), qui aura lieu le 20 décembre 2017, à 17 heures 30 à Soleo (locaux d'IGRETEC, boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi):

1. Première évaluation annuelle du Plan stratégique 2017-2019;
2. Prise de participation dans Walwind;
3. Prise de participation dans Walvert Thuin;
4. Nominations statutaires.

**32. ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité). Assemblées générales extraordinaire et statutaire du 21 décembre 2017. Ordre du jour. Approbation.**

Le groupe **Tournai Plus** justifie son abstention par l'absence de réponse aux questions posées par un conseiller communal de Genappe.

Par 32 voix pour et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : MM. B. MAT, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'ORES Assets a été établie en séance du conseil communal du 31 mars 2014;

Considérant que les assemblées générales extraordinaire et statutaire d'ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité) auront lieu le jeudi 21 décembre 2017, à 18 heures, au siège social de la société, avenue Jean Monnet 2 à Louvain-la-Neuve;

Considérant que l'ordre du jour est le suivant :

Assemblée générale extraordinaire.

1. Opération de scission partielle par absorption afférente à la distribution d'énergie sur le territoire des communes de Chastre, Incourt, Perwez et Villers-la-Ville.
2. Affectation des réserves disponibles dédiées aux 4 communes susvisées.
3. Incorporation au capital de réserves indisponibles.

L'assemblée générale statutaire.

1. Plan stratégique.
2. Prélèvement sur réserves disponibles.
3. Nominations statutaires;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver les points figurant à l'ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour et 2 abstentions;

**DECIDE**

d'approuver l'ordre du jour des assemblées générales extraordinaire et statutaire d'ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité) du jeudi 21 décembre 2017 :

Assemblée générale extraordinaire.

1. Opération de scission partielle par absorption afférente à la distribution d'énergie sur le territoire des communes de Chastre, Incourt, Perwez et Villers-la-Ville.
2. Affectation des réserves disponibles dédiées aux 4 communes susvisées.
3. Incorporation au capital de réserves indisponibles.

L'assemblée générale statutaire.

1. Plan stratégique.
2. Prélèvement sur réserves disponibles.
3. Nominations statutaires.

**33. IDETA (agence de développement territorial). Assemblée générale ordinaire du 21 décembre 2017. Ordre du jour. Approbation.**

Le conseiller communal MR, **Jean-Louis VIEREN**, prend la parole :

"Comme chaque année, les agriculteurs du groupe MR ne voteront pas ce point, pour les raisons que l'on connaît. Je ne vais pas revenir dessus.

Je voulais simplement dire que ces derniers mois, IDETA semblait plus raisonnable, par exemple sur la réhabilitation des anciens sites, et Tournai Ouest 4 qui n'est plus d'actualité. Nous l'avons d'ailleurs voté lors de l'élaboration du schéma de structure communal. Nous voyons donc une petite note de bonne volonté dans le chef de l'intercommunale. Mais cette fois-ci, nous voterons contre en attendant de voir si cette évolution se concrétise bien dans les faits."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à son tour :

"Les éléments d'information obtenus lors de la réunion d'information pour les conseillers communaux montrent qu'IDETA reste dans la trajectoire prévue par le plan stratégique et notamment les objectifs budgétaires.

Néanmoins, nous avons deux critiques sérieuses : tout d'abord, l'augmentation importante de la cotisation imposée aux communes (élément déjà dénoncé l'année dernière) ainsi que le manque de perspective pour un développement économique plus vert, conforme au développement durable de notre région. Notre représentant au conseil d'administration a insisté pour qu'un groupe de travail se penche sur le développement de l'économie circulaire dans nos zones d'activité économique. Mais rien ne bouge. Dans le plan stratégique, les rentrées budgétaires sont encore trop centrées sur la vente de terrains agricoles. Nous voulons voir un tournant plus net dans la politique économique voulue par IDETA et surtout par les communes qui composent la Wallonie picarde. Nous nous abstiendrons sur ce point."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient à son tour :

" Nous nous abstiendrons aussi parce que nous n'acceptons pas l'augmentation de la cotisation. On en a parlé lors du budget. On trouve cela déraisonnable de la part de cette intercommunale qui devrait ramener plus de dividendes à la commune et réclamer moins de cotisations."

Le bourgmestre empêché, **Rudy DEMOTTE**, intervient à son tour comme suit :

"La question de la restitution des terres agricoles a déjà fait l'objet d'un débat lors du vote sur le schéma de structure communal. Ce que Tournai a fait en concentrant ses zones d'extension d'habitat sur des axes prioritaires et en restituant plus de 100 hectares à l'agriculture est un premier geste qui montre que la commune ne veut pas négliger sa partie rurale.

La question est également de savoir ce que font nos intercommunales sur le territoire de Tournai.

Première réflexion : Tournai a été pourvoyeur d'espace économique. Les zones d'activité économique tournaisiennes ont donné à IDETA des possibilités de développement multiples. La zone de 55 hectares située à Camphin Lamain est une zone à laquelle le Gouvernement wallon, à l'époque, dans une configuration Ecolo-cdH-PS, s'est dit qu'il pouvait réserver à l'extension du parc d'activités de la Haute Borne, tout proche, en y implantant des entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies. On pensait même, souvenez-vous, y établir les bases de l'e-campus. 55 hectares n'étaient pas utiles pour ce projet. Nous ne voulions pas courir le risque de les voir utilisés, par exemple, pour de la logistique. Cela ne nous paraissait pas être l'esprit initial. Les Tournaisiens ont dit en majorité : "on ne veut plus de cette zone d'activité. Autant les restituer à l'agriculture". IDETA s'est rangée à ce point de vue sachant que la ville ne changerait pas d'optique et que Tournai pèse encore un certain poids en Wallonie picarde.

Deuxième réflexion sur les métiers "verts". IDETA a choisi de ne pas redistribuer les produits de la vente des télé distributeurs aux communes. Cela aurait sûrement bien fait leur affaire. Il y avait des élections juste après. On aurait pu annoncer aux gens qu'on allait diminuer les impôts cette année là grâce à ces dividendes. Et l'année d'après, on les augmentait à nouveau. On a eu le courage, à l'époque, de dire qu'on gardait les capitaux. C'est avec cela qu'a été créée la filiale Elsa et qu'IDETA a commencé à faire de l'éolien et à travailler sur les énergies alternatives. Je pense que c'est la seule intercommunale en Wallonie qui ait fait ce choix à l'époque. Quand on critique IDETA, il faut aussi reconnaître ce qu'elle a bien fait.

Ma troisième réflexion concerne l'évolution des métiers. On ne peut pas imaginer qu'IDETA continue à faire ce qu'elle a toujours fait à Tournai. Elle ne peut pas se contenter d'être un promoteur immobilier. A un moment donné, il y a des choix à faire. Les terrains ne sont plus disponibles. Nous voulons garder un Tournai vert, donc une empreinte environnementale forte dans laquelle l'agriculture continue à peser de tout son poids. C'est une obligation de résultat pour IDETA. L'intercommunale doit se réorienter vers d'autres espaces. La Wallonie picarde est vaste. Je pense à Péruwelz qui est occupée à se développer, à Leuze, dans le parc de l'Europe, ou à Ghislenghien où du potentiel peut être valorisé.

Dans le bassin tournaisien, l'espace peut encore être négocié. Les carrières ont bénéficié de centaines d'hectares de réservation supplémentaire, par la redéfinition du plan d'affectation des sols sous le Ministre Philippe HENRI.

Des espaces ne seront pas utilisés avant des décennies, voire des centaines d'années. Ces espaces là peuvent être dédiés à l'économie.

Il y a aussi des micro espaces qui peuvent accueillir des entreprises créatives, des "hubs". Je pense aussi au Château de Templeuve.

Le rôle d'IDETA est de se préoccuper de ce type de lieu et de les investir pleinement pour y développer une autre manière de faire de l'économie, plus collaborative."

Madame la Conseillère communale MR, **Catherine GUISET-LEMOINE**, intervient en dernier :

"Je ne suis pas là pour défendre IDETA. Mais étant administratrice, je veux apporter une précision en matière de chiffres de cotisation. Ça n'amuse personne de voir une augmentation. Je précise que les cotisations seront en 2018 estimées à 456.091,00€ et les dividendes à 1.505.067,00€.

Le montant de ces cotisations est basé sur la population au premier janvier 2017 avec 2% d'augmentation et un index estimé, sur la base de 2014, à 127,64.

En matière de dividendes, j'ai noté au dernier conseil d'administration qu'en 2019, les dividendes seront considérables, notamment grâce à l'éolien. Il n'y a pas que les terres qui rapportent des revenus à IDETA. Il y a aussi l'éolien, plus ce qui sera apporté de manière indirecte par des projets tels que TECHNICITE."



Par 27 voix pour, 2 voix contre et 5 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-L. VIEREN, Mme H. LELEU

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, M. B. MAT, Mme C. LADAVID, MM. G. DENONNE, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à IDETA (agence de développement territorial);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IDETA a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le 21 décembre 2017, à 17 heures 30, sur le site de Negundo 4 à Froyennes.

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire est établi comme suit :

1. Démission/ Désignation d'administrateur
2. Évaluation du plan stratégique 2017-2019
3. Évaluation du budget 2017-2019
4. Modifications statutaires- Révision du cadre contractuel des prestations in House offertes aux associés
5. Divers

Considérant que les documents, tels qu'établis et présentés, ne soulèvent aucune remarque de la part du directeur financier;

Sur proposition du collège communal;

Par 27 voix pour, 2 voix contre et 5 abstentions;

#### **DECIDE**

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IDETA (agence de développement territorial) qui aura lieu le 21 décembre 2017, à 17 heures 30, sur le site de Negundo 4 à Froyennes :

1. Démission/ Désignation d'administrateur
2. Évaluation du plan stratégique 2017-2019
3. Évaluation du budget 2017-2019
4. Modifications statutaires- Révision du cadre contractuel des prestations in House offertes aux associés
5. Divers.

**34. Musées des Beaux-Arts et d'histoire militaire. Don de 23 œuvres et d'une lettre autographe. Acceptation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la famille de Monsieur Pierre CAILLE souhaite céder des œuvres significatives de ce dernier à divers musées et institutions du pays;

Considérant qu'un premier don de trois pièces a été proposé à la Ville;

Considérant qu'un don supplémentaire de 23 œuvres et d'une lettre autographe datée du 29 août 1918 de Monsieur Pierre CAILLE a été proposé;

Considérant que ces œuvres seraient déposées au musée des Beaux-Arts et la lettre autographe conservée au musée d'histoire militaire;

Considérant que l'emballage et le transport d'Ittre à Tournai seraient à charge de la Ville;

Considérant qu'en séance du 29 septembre 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce don, sous réserve de l'accord du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'accepter le don de la lettre autographe de Pierre Caille datée du 29 août 1918 et des 23 œuvres suivantes :

1. Personnage assis, socle doré, fantaisie + tête argentée et main dorée.
2. Chien en métal argenté, masque au long nez + singe.
3. Multitude de visages, tête de cochon + visage, sur quatre pieds.
4. Petite fille et Monsieur.
5. Tête avec grand chapeau.
6. Monsieur sortant d'un vase.
7. «Scarabée». Métal.
8. Homme debout sur insecte. Métal.
9. Homme mains levées. Métal.
10. Homme calciné.
11. Homme insecte, une main dressée. Métal.
12. Homme, deux bras écartés. Métal
13. Essai terre femme.
14. Ange et bébé. (Musée de folklore)
15. Petite tête dorée.
16. Buste, céramique noire.
17. Buste à la tête argentée, céramique noire.
18. Tête, céramique noire.
19. Tête plate, céramique noire.
20. Tête dans le jardin.
21. Tête en bronze sur la cour.
22. Bouteille. (Musée de Folklore)
23. Tortue.

### **35. Questions**

Madame la Présidente du CPAS, Rita DESENCLOS-LECLERCQ sort de séance.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, conformément aux articles 70, 72 et 73 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question.

#### **1) Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Simon LECONTE, à propos des horaires d'ouverture des affaires administratives et sociales**

"Nous sommes interpellés par nombre de Tournaisiens sur les horaires d'ouverture de l'administration communale et en particulier du service de l'état civil et population. Avec les horaires proposés actuels, beaucoup de Tournaisiens qui travaillent sur Bruxelles, voire plus loin ou avec des horaires très étalés, doivent prendre une demi-journée, voire une journée de congé pour remplir certaines formalités comme par exemple pour un simple renouvellement de leur carte d'identité ou lors d'un déménagement. Et ce même si le lundi ce service est disponible jusque 19 heures.

N'est-il pas envisageable d'élargir ou d'aménager les horaires de ce service public particulier pour ouvrir le samedi matin comme le font certaines villes de la taille de notre commune ? Nous pensons que de repenser les périodes d'accès à ce service est le moment opportun vu la rénovation en cours pour les locaux de Tournai. Ainsi chacun, quel que soit son emploi du temps professionnel, pourrait bénéficier en toute sérénité d'un des relais essentiels avec sa commune pour accomplir ces tâches administratives importantes."

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, répond en ces termes :

"Monsieur le Conseiller,

C'est une question intéressante que nous nous posons également depuis le lancement des travaux de réaménagement et de rénovation de l'aile des affaires administratives et sociales puisque les horaires que vous connaissez sont les mêmes depuis 1978.

Votre question m'a également donné l'occasion de consulter les horaires d'autres communes (Mons, Namur, La Louvière, Charleroi, Ath, Mouscron,...). Toutes celles que je vous cite sont ouvertes le samedi matin. A Tournai, nous travaillons sur un autre modèle. Les citoyens ont la possibilité de venir en dehors des heures de bureau puisque nous assurons une ouverture jusque 19 heures le lundi.

En pratique, la réouverture du service est prévue en juin prochain. Du moins je l'espère. Dans ce cadre, en collaboration avec notre administration, sa direction générale ainsi que la responsable de service, nous examinerons si nos horaires actuels correspondent aux besoins de la population.

C'est pourquoi, dès le début de l'année prochaine, nous mènerons une enquête sous forme de formulaire auprès des usagers afin de récolter leurs besoins et examiner comment mettre en place des horaires qui correspondent au mieux à leurs attentes.

Il sera disponible à Tournai centre, dans les districts et sur MyTournai.be.

En fonction des résultats, plusieurs options pourront être envisagées. Sans aucun doute, elles engendreront des choix d'un point de vue budgétaire, organisationnel et administratif.

- Quid de l'élargissement des horaires en semaine ?
- Quid du lundi soir si ouverture le samedi matin ?
- Quid de l'ouverture sur le temps de midi ?
- Quid de la gestion des heures de récupération du samedi à 150% ?
- Quid du service à ouvrir ? C'est un service qui se compose de plusieurs sous-services (état-civil, population; étranger; cimetières; registre national; pensions; aînés; casier judiciaire). Devons-nous ouvrir tous les services ou effectuer une sélection ?
- Quid des districts ?
- Quid de l'impact budgétaire ?

Cette réorganisation nécessitera également une négociation avec les organisations syndicales. Quoiqu'il en soit, les travaux en cours me donnent l'occasion de pouvoir préparer le dossier. Dans ce cadre, il me semble opportun de consulter d'abord et avant tout, le citoyen.

D'ores et déjà, j'en profite pour rappeler qu'à Tournai, il est possible d'effectuer une bonne partie des démarches administratives en ligne.

- Certificats (composition de ménage, certificat de résidence, de nationalité);
- Actes d'Etat civil (mariage, divorce, naissance, décès);
- Changement d'adresse;
- Extrait de casier judiciaire;
- Demande de radiation pour l'étranger;
- Demande de nouveaux codes pin.

Les demandes sont traitées en 48 heures maximum et l'envoi postal est gratuit."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Simon LECONTE**, réplique en ces termes :

"C'est très bien. Il y a juste la piste du temps de midi qui est intéressante aussi à exploiter.

J'ai constaté également que certaines administrations ont opté pour un samedi par mois, par exemple. Cela pourrait être aussi un début."

**2) Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, à propos de la transition énergétique (à propos de la mobilité) :**

"La terre se réchauffe, le climat est déboussolé, la nature souffre, nombre d'espèces disparaissent, la santé notamment des citoyens, décline à cause de la pollution atmosphérique plus importante dans les villes....

Nous devons, chacun à notre niveau, réagir !

Sur ce constat, quelques grandes villes de notre beau pays ont pris en main leur destin et leurs décideurs politiques ont pris des mesures importantes, notamment en instaurant des zones de basses émissions sur leur territoire. (Gand, Anvers, Bruxelles).

Le gouvernement wallon a adopté un avant-projet de décret relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique liée à la circulation des véhicules thermiques via deux mesures :

- l'instauration de zones de basses émissions
- la restriction du diesel en Wallonie.

Nous sommes d'avis que Tournai ne doit pas être à la traîne sur le sujet, nous préparer, voire même montrer l'exemple.

Il faut anticiper et prendre le taureau par les cornes avant que cela nous soit imposé par le Gouvernement wallon.

À l'échelon public, la réalisation des décisions prend beaucoup de temps. Aussi nous vous proposons de mettre en place au plus vite :

- un plan ambitieux de mobilité douce (surtout destiné aux deux-roues) non seulement en ville, mais aussi dans les villages et le long des axes vers le centre-ville. Si on supprime ou interdit certains véhicules polluants, il faut, avant tout, améliorer et sécuriser la circulation des deux-roues.
- un plan de remplacement de toute la flotte communale vers des véhicules beaucoup moins néfastes à l'environnement et une rationalisation de l'utilisation de ces véhicules."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, répond en ces termes :

"Monsieur le Conseiller,

Vous faites référence aux politiques menées par quelques grandes villes qui ont instauré des zones basses émissions sur leur territoire.

De quoi parle-t-on quand on évoque la zone de basses émissions ?

Au nord du pays, nos amis flamands l'ont définie par décret du 27 novembre 2015 de la manière suivante : *«une zone de basses émissions est une zone dont l'accès aux voitures motorisées fait l'objet d'une politique d'accès sélectif en fonction des nuisances environnementales causées par ces véhicules, justifiée par des motifs liés à la qualité de vie, en particulier en vue de réduire les nuisances sur l'environnement et la santé causées par la mauvaise qualité de l'air.»*

Sur base de cette définition, chaque ville ou commune délimite librement l'emplacement de ses zones de basses émissions et définit les conditions qui les régissent.

A Anvers, elle a été mise en œuvre le 1er février dernier. C'est ainsi que les véhicules diesel Euro 3 sans filtre à particules (première immatriculation à partir du 1er janvier 2009) ne peuvent circuler à Anvers que moyennant paiement d'une redevance. Celle-ci varie de 20,00€ par jour à 350,00€ par an.

En ce qui concerne la ville de Gand, celle-ci a annoncé son instauration en 2020 et Bruxelles pour 2018; je n'en connais pas les modalités.

En ce qui concerne la Wallonie, l'avant-projet de décret a été adopté par le Gouvernement wallon ce 7 décembre dernier. L'objectif est de pouvoir établir des zones basses émissions au plus tard en 2020.

En fonction de ce cadre réglementaire, il y aura, sans doute, lieu d'examiner l'opportunité ou non d'une mise en œuvre en tenant compte de la réalité de notre territoire et de son hinterland.

Monsieur le Conseiller communal, comme vous, je partage la préoccupation des enjeux liés au réchauffement climatique et elle se traduit d'ores et déjà en actions très concrètes.

Sous cette législation :

- le schéma de structure communal a été réorienté en fonction, notamment, des accords de Paris (COP 21); resserrement des ZACC en priorité 1 en préconisant les ZACC proches des lieux de centralité;
- adhésion au parc naturel des plaines de l'Escaut;
- mise en œuvre du Plan Wallonie cyclable déjà initié sous la mandature précédente;
- soutien au développement du parc éolien de Tournai Ouest mis en œuvre avec notre intercommunale;
- plus de 500 logements sociaux isolés grâce au plan wallon Pivert;
- adhésion au plan UREBA exceptionnel qui a permis d'amplifier notre politique d'isolation de nos bâtiments publics;
- passage du centre-ville en zone 30 aussi pour réduire les émissions de CO2 en centre-ville;
- élargissement de la piétonisation de notre ville dans le périmètre de l'UNESCO;
- lors du renouvellement du charroi communal, le collège a pris pour principe de ne plus acquérir de véhicules diesel en favorisant le CNG;
- IPALLE consacre des moyens pour la prévention / sensibilisation;
- l'adhésion à la convention des maires;
- ...

Je pourrais poursuivre au risque d'être trop long, mais je dois conclure !

Quoi qu'il en soit, ma conviction est qu'en regard de l'urgence climatique, nous devons tous, à Tournai, et ailleurs, faire mieux, plus fort plus vite,... Les enjeux environnementaux sont une des questions de survie pour l'humanité !"

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, réplique en ces termes :

"Ca me fait plaisir d'entendre toutes ces bonnes résolutions. Je pense qu'il faut vraiment continuer à les accentuer.

Comme vous l'avez constaté dans l'avant-projet du décret du Gouvernement wallon, à un moment donné, ce ne sera pas uniquement sur base volontaire mais pour des raisons de pics de pollution généralisés que la Région wallonne pourra décréter la mise en place de zones de basse émission sur tout son territoire. A cet égard, il serait intéressant de mettre en œuvre un plan ambitieux pour les deux-roues."

**3) Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, à propos d'un golf à l'Esplanade du conseil de l'Europe :**

"Un golf à la plaine des manœuvres ?

Depuis quelque temps, par la presse, nous entendons parler d'un projet de golf à la plaine de manœuvres. Pouvez-vous nous donner plus d'informations ?

Pour nous, ce projet, s'il est effectivement envisagé, est un non-sens. En effet, un golf n'est accessible qu'à certains privilégiés ayant les moyens.

Même avec des tarifs attractifs, cela reste un loisir cher !

Le schéma de structure communal voté le mois dernier montre une volonté d'un aménagement du territoire pour un mieux vivre à Tournai. A notre sens, un tel projet ne va pas dans cette direction. Cette construction (avec parking), au détriment d'un espace vert dans un secteur qui comporte (d'après l'article) "trop de logements", risque de donner une impression de sur-urbanisation.

Pourtant, cet espace est idéalement situé pour créer un lieu qui profiterait à tous les Tournaisien(ne)s. La co-construction d'un projet serait une belle vitrine de démocratie participative. Ce site est une page blanche offerte à l'imagination des habitant(e)s de Tournai. La proximité avec la maison de la culture offre de nombreuses possibilités de lien entre culture, sports, nature et espace de vie et de rencontre pour les nombreux Tournaisien(ne)s. Lire dans la presse que c'est un terrain dont "nous ne savons rien faire" et "une infrastructure sportive est la seule solution" nous semble vraiment surprenant.

Quelle est la position du collège sur cette question?"

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond en ces termes :

"Monsieur le Conseiller,

Sachez que le programme envisagé par les promoteurs n'est pas un golf, considérant que les surfaces qui seraient nécessaires ne permettraient pas son intégration sur la plaine des manœuvres.

Le programme envisagé est un «practice» qui nécessite des surfaces bien moindres.

Plus précisément, il s'agit d'un Top Golf.

Ce concept a été créé en 2000 à Watford en Angleterre. Il est ouvert à tout public. Chaque practice Top Golf est constitué d'un vaste champ d'environ 200 mètres composé de 9 à 11 cibles faisant office de greens.

Le projet présenté au collège se veut aussi être un lieu de détente alliant une activité sportive et la convivialité : derrière la zone de practice, on trouve un espace pour se relaxer et des services de type HORECA.

En quelque sorte, c'est un concept comparable au bowling.

Vous l'aurez compris, le modèle se veut largement accessible et pas réservé à certains privilégiés, comme formulé dans votre question.

A titre indicatif, le prix d'une zone de practice varie entre 21,00 € et 38,00 € de l'heure, ce qui signifie que plus on est nombreux, moins la partie est chère par joueur (jusqu'à 6 joueurs par zone).

J'en arrive à la localisation souhaitée : la plaine des manœuvres qui accueille déjà bon nombre d'activités de loisirs (Maison de la Culture, hall des sports, skate parc, etc.). Dès lors, au sein du collège, nous avons considéré ce choix intéressant. Ce programme viendrait compléter une offre déjà dense avec l'avantage de la proximité du centre-ville, ce qui serait un nouvel équipement contributif à la stimulation du centre. Par ailleurs, cette localisation est également dans l'esprit de notre schéma de structure communal dont un des objectifs est d'éviter le mitage de l'urbanisation pour des raisons notamment environnementales.

Quoi qu'il en soit, dans l'hypothèse où ce projet devait se réaliser, je parle au conditionnel considérant qu'à ce jour, le permis n'a pas été déposé, le collège sera attentif, dans l'hypothèse où le promoteur dépose un dossier, que celui-ci soit notamment constitué d'une étude de mobilité tenant compte de la tranquillité des riverains et des conditions de circulation des usagers (automobilistes, piétons, cyclistes).

Dans l'hypothèse d'un dépôt de demande de permis, l'enquête publique permettra l'expression citoyenne."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, réplique en ces termes :

"Quand on parle du hall des sports, on parle de sport pour tous. Ici on parle d'un espace de détente accessible à celui qui va payer. Je suis opposé à cet espace de détente. Pourquoi pas du sport pour tous, accessible à tout le monde ? Si on veut amener du golf, pourquoi ne pas créer un espace d'initiation au golf pour tout le monde, les enfants, les écoles, dans un espace vert ? C'est encore une construction dans un espace où il y a déjà trop de logements, trop de constructions. On va de nouveau avoir une construction dans un espace vert accessible à tout le monde.

On parle du bien vivre, d'attirer des jeunes ménages à Tournai. Qu'est-ce qui fait venir les gens ? Pouvoir venir à proximité d'un parc, ou à proximité d'un practice ?

Il faut vraiment penser en termes de bien-être des habitants."

### **35.1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.**

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 27 novembre 2017 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 31, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 29 janvier 2018.

Il souhaite à toutes et à tous de bonnes fêtes de fin d'année.